

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13513 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 9 JUILLET 1988

SERVICES

TÉLÉMATIQUE

Annuaire	2
Annuaire téléphonique	26
Annuaire	12
Annuaire	12
Annuaire	11
Annuaire	24
Annuaire	24
Annuaire	24
Annuaire	24
Annuaire	24

Nord ès l'incendie rolière

Les incendies de forêt ont fait rage dans le Nord, à l'instar de ce qui s'est passé dans le département de l'Aisne, où un incendie a détruit une partie de la forêt domaniale de la commune de... Les incendies de forêt ont fait rage dans le Nord, à l'instar de ce qui s'est passé dans le département de l'Aisne, où un incendie a détruit une partie de la forêt domaniale de la commune de... Les incendies de forêt ont fait rage dans le Nord, à l'instar de ce qui s'est passé dans le département de l'Aisne, où un incendie a détruit une partie de la forêt domaniale de la commune de...

Les précédents

Le 15 juillet 1982, un incendie a détruit une partie de la forêt domaniale de la commune de... Le 15 juillet 1982, un incendie a détruit une partie de la forêt domaniale de la commune de... Le 15 juillet 1982, un incendie a détruit une partie de la forêt domaniale de la commune de... Le 15 juillet 1982, un incendie a détruit une partie de la forêt domaniale de la commune de...

VM
SCIENCE & VIE MICRO

GUERRE

NDARDS

veaux PS/2 d'IBM
s tout nouveaux
mpaq

IMMENT AU SOMMAIRE

este : une méthode
naire d'organisation
on de l'information.

mal comparatif :
mises professionnelles.

LA PRESSE
MATRIQUE

Remaniement à Madrid

Le changement dans la continuité : tel est le sens du remaniement que vient de réaliser M. Felipe Gonzalez. Malgré l'importance quantitative de ce remue-ménage ministériel, tout porte à croire que l'orientation politique générale du nouveau cabinet ne sera pas très différente de celle de l'ancien. Elle sera marquée du sceau de la modération qui a caractérisé la démarche des socialistes espagnols depuis leur arrivée au gouvernement il y a près de six ans. Certes, les ministres qui avaient dû faire face récemment aux conflits sociaux les plus virulents quittent le gouvernement. Il s'agit de dissiper cette fâcheuse impression d'une usure du pouvoir qu'a pu donner ces derniers temps l'équipe socialiste, après avoir apparemment joui d'un permanent état de grâce. Mais la politique économique, objet de l'ère des syndicats, ne souffrira pas de bouleversement : son principal responsable, M. Carlos Solchaga, ministre de l'économie et des finances, a encore été appelé à la veille même de ce remaniement.

Il eût été étonnant que M. Gonzalez remît en cause la permanence de son équipe économique au moment où sa politique commence indubitablement à porter ses fruits. L'Espagne connaît un taux de croissance nettement plus élevé que la moyenne communautaire. Il frise actuellement les 5 %, et l'investissement croît à un rythme spectaculaire depuis 1986. Mais les syndicats demandent précisément pour cette raison que les fruits de cette croissance soient plus justement répartis. Le remaniement du 7 juillet permettra-t-il de débloquent l'espace de dialogue de sursis auquel se livrent, depuis plusieurs mois, gouvernement et salariés ? La présence de nouveaux interlocuteurs pourrait permettre, dans les secteurs les plus conflictuels, comme l'éducation ou l'industrie, de négocier désormais de manière moins crispée.

Tout porte à croire qu'une prudente évolution pourrait se faire jour. M. Solchaga lui-même a affirmé que le prochain budget serait moins austère, et accorderait davantage d'importance à l'investissement public, par exemple en matière d'infrastructure routière, et aux dépenses sociales, notamment en ce qui concerne les pensions et les retraites. Tout en évitant soigneusement les prodigalités financières inconsidérées - le souvenir de la France de 1981 est encore très présent à l'esprit des socialistes espagnols - le gouvernement de Madrid semble considérer que le moment est venu de desserrer quelque peu l'étréme.

Si l'idée de continuité préside au remaniement ministériel, celle de changement, fût-il prudent, n'en est donc pas absente malgré tout. (Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0709 0 - 4,50 F
3790147004500 07090

La poussée de l'opposition à l'élection présidentielle

Le candidat officiel promet le « pluralisme » aux Mexicains

Les résultats ne seront officiellement connus que le dimanche 10 juillet, mais, selon les premières estimations, le Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 1929, vient de connaître une mauvaise surprise au cours de l'élection présidentielle. Son candidat, M. Salinas de Gortari, a publiquement revendiqué la victoire, mais concédé que « l'opposition avait fait bonne figure » et qu'« une ère nouvelle s'ouvrait au Mexique : celle du pluralisme ».

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

Trente-six heures après la fermeture des bureaux de vote, la confusion la plus totale règne au Mexique. Les deux principaux candidats affirment, chacun, avoir remporté la victoire à l'élection présidentielle du 6 juillet. En l'absence de chiffres officiels, le candidat de la formation au pouvoir, M. Carlos Salinas de Gortari, et celui de l'Union du centre et de la gauche, M. Cuauhtémoc Cárdenas, s'appuient sur des données recueillies par leurs partisans respectifs. S'adressant à ses partisans qui l'attendaient depuis mercredi soir dans les bureaux du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), M. Salinas a déclaré jeudi après-midi que sa victoire était « incontestable et évidente ». Peu après, c'était au tour de M. Cárdenas d'affirmer qu'il avait « gagné avec 51 % des suffrages exprimés » et de dénoncer, une fois de plus, les « nombreuses irrégularités » relevées un peu partout dans le pays. M. Cárdenas soutient qu'il a enregistré ses meilleurs résultats dans la région de Cuernavaca (État de Morelos), au sud de Mexico, où il aurait obtenu - dit-il - la majorité dans tous les bureaux de vote sauf trois, et dans seize des quarante circonscriptions de la capitale fédérale.

BERTRAND DE LA GRANGE.
(Lire la suite page 5.)

Les suites d'une pétition en faveur de M. Chirac

M. Chevènement rappelle à l'ordre quarante-cinq généraux

A six jours d'un défilé du 14 juillet qui doit marquer « le rassemblement de la nation autour de l'armée de la République », M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a, dans une lettre personnelle à chacun d'entre eux, rappelé à la discipline et à leur devoir de réserve les quarante-cinq officiers généraux de deuxième section qui ont apporté leur soutien à M. Chirac avant l'élection présidentielle.



Lire nos informations page 28.

Les réticences du PS et la démission de M. Schwarzenberg

D'un « trouble » à l'autre

M. Michel Rocard a obtenu du professeur Léon Schwarzenberg qu'il lui remette, jeudi 7 juillet, sa démission de son poste de ministre délégué à la santé. D'autre part, dans un entretien au « Nouvel Observateur », M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, met en cause la politique d'ouverture du premier ministre et l'entrée de représentants de la « société civile » au gouvernement.

par Jean-Marie Colombani

La « société civile » compte un représentant de moins au gouvernement. M. Henri Emmanuelli, peut-être soulagé, lui qui voit dans l'ouverture à ladite « société civile » « l'esquisse d'une dérive idéologique susceptible, à l'extrême, de menacer les fondements mêmes de la démocratie », et qui pourrait « déboucher sur une mainmise de l'establishment

sur le pouvoir ». Excusez du peu, comme dirait M. Rocard, lequel a donc pris « l'establishment » par les cornes en « démissionnant » le professeur Schwarzenberg. Le « peuple de gauche » respire ! En fait, loin de se plier aux injonctions du numéro deux du PS, le premier ministre a franchi un pas d'espèce et désavoué un authentique représentant de la société médiatique (1). Il n'a pas voulu ajouter au « trouble » ambiant, alimenté par les socialistes eux-mêmes, un « trouble » particulier dû au caractère incontrôlable de l'éphémère ministre délégué à la santé. Il est possible de se satisfaire de cette prudence, qui montre que M. Rocard a non seulement le sens du dialogue, mais aussi de l'autorité. A l'inverse de M. Mauroy en 1981, le premier ministre ne veut pas que le désordre, fût-il bon enfant, s'installe dans son équipe. Le même M. Mauroy, il est vrai,

dirigeait une équipe inexpérimentée : hormis MM. Mitterrand, Faure, Jobert, Alain Savary et Gaston Defferre, personne n'avait exercé le pouvoir. Les socialistes furent donc à l'origine des bavures gouvernementales. En 1988, l'inexpérience se trouve du côté des non-socialistes, les erreurs aussi. Le temps, vraisemblablement, que s'écoule une période normale de « formation professionnelle ». Si tel devait être le souci principal du premier ministre, il serait bien vite oublié. Mais M. Rocard n'est pas au bout de ses peines. Les déclarations de M. Emmanuelli au « Nouvel Observateur », amplifiant le « trouble » du bureau exécutif du PS, montrent bien qu'il y a plus grave : M. Rocard est déjà combattu par ceux-là mêmes qui sont censés le soutenir. Son proche est instruit : « au nom d'un élitisme habile », il ferait « du neuf avec du vieux ». Nous voilà ramenés quelques sombres années en

arrière, à l'époque où il lui était reproché, par M. Laurent Fabius cette fois, d'oublier « qu'entre le Plan et le marché, il y a le socialisme ». La cible, aujourd'hui, est la ligne politique - l'ouverture - et, naturellement, le poste de premier ministre : comment, de ce point de vue, ne pas rapprocher le nom de M. Emmanuelli de celui de M. Jospin, dont il est, politiquement, le bras droit. Le PS est, en effet, menacé d'une dérive des continents, née de l'explosion du bloc principal, le courant Mitterrand. Cette explosion est elle-même due à la formidable bataille de succession qui s'est engagée, aussitôt M. Mitterrand réélu, et dont les protagonistes sont MM. Rocard, Fabius et Jospin. (Lire la suite page 6.)

(1) L'idée de nommer M. Schwarzenberg est due, semble-t-il, à la cellule communication de l'Elysée, que dirige M. Collet.

Nouvelle baisse des taux en France

La Banque de France ramène à 6,75 % son taux directeur.

PAGE 28

Territoires occupés

Quatre anciens généraux israéliens entendent promouvoir la thèse du compromis.

PAGE 5

L'explosion de « Piper Alpha »

166 morts et disparus.

PAGE 10

Et page 2 « Les catastrophes de la modernité », par Denis Ducloux.

Le Monde

SANS VISA

■ Fin de ramadan au Pakistan. ■ La table. ■ Jeux.

Pages 13 à 16

Le pari belge de Suez

Les nouvelles dimensions du groupe français après sa prise de contrôle de la Société générale de Belgique.

PAGE 22

Quotas laitiers

Pour les avoir dépassés, les producteurs français devront payer 668 millions de francs de pénalités.

PAGE 24

Les télévisions dans l'alternance

Doutes et inquiétudes dans le service public.

PAGE 18

Le sommaire complet se trouve en page 28

La détente internationale et l'intégration européenne

Eté finlandais

La Finlande vient de commander à la France son système de défense aérienne (le Monde du 1^{er} juillet), manifestant ainsi sa volonté de coopérer avec l'Europe occidentale, tout en maintenant de bonnes relations avec son grand voisin soviétique. La détente internationale accroît la marge de manœuvre de la diplomatie finlandaise, que celle-ci utilise avec pragmatisme.

que le nouvel homme fort du parti hongrois allait poursuivre la politique d'ouverture ; M. Gorbatchev pourrait faire sa première visite en Finlande avant la fin de l'année. Et la rencontre Reagan-Gorbatchev a mis en route un processus qui devrait améliorer les relations internationales. Les négociations CSCE (conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) à Vienne n'avancent pas très vite, mais, avec les neutres et les non-alignés, la Finlande s'emploie à trouver des solutions acceptables pour tous. Si l'on ajoute que la Finlande connaît sa dixième année consécutive de croissance économique, on comprendra que les dirigeants d'Helsinki aient quelques raisons de se montrer confiants.

La détente internationale élargit sans conteste leur marge de manœuvre. Non que la position géographique de la Finlande et son voisinage avec l'URSS limi-

tent sa souveraineté, comme un néologisme aussi fâcheux que simpliste tendrait à l'accroître. Mais le calme international accroît la stabilité du tripode qui fonde la politique de la Finlande : la neutralité, les bonnes relations avec Moscou et l'appartenance au monde occidental par son système politique et économique. Pour appuyer la démonstration, M. Mauno Koivisto va chercher une mappemonde. Il nous reçoit dans le bureau privé de sa résidence officielle ; par la fenêtre, on aperçoit les grands ferry-boats blancs qui, en une nuit, relient Helsinki à la Suède. Chemisette bleue, sans cravate, pantalon de toile beige et chaussures de sport, le président a avancé l'heure du rendez-vous pour profiter, avec sa femme, d'un bel après-midi d'été dans sa maison de campagne.

DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 4.)

20 F
NUMÉRO
DE JUILLET

Le Monde
dossiers et documents

NUMÉRO
SPÉCIAL

Cet été, faites un passionnant
TOUR EN FRANCE

- Le portrait des villes étapes
- Les richesses du patrimoine artistique
- La géographie et l'histoire des régions traversées
- Les grands moments du Tour
- Les exploits des géants de la route.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 li. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sk. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

Débats

TECHNOLOGIE

Les catastrophes de la modernité

par DENIS DUCLOS (*)

CHACQUE année semble devenir celle de « tous les dangers », au fil du calendrier des médias. Dans la mémoire immédiate, le drame de la plate-forme pétrolière fait déjà oublier, en ce début d'été 1988, la chute de l'A-320 et le choc effroyable de la gare de Lyon. Derniers grains d'une actualité accidentelle s'écoulant sans répit : pollution de la Loire par le phénol d'une usine incendiée, avions et hélicoptères militaires tombant comme des mouches avec une prédilection pour l'Allemagne fédérale, explosions d'entrepôts militaires en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en URSS, nuage toxique d'une fabrique d'engrais nautique, incendie meurtrier du métro de Londres. Lequel évoquait à son tour d'autres noms de lieux ou d'objets tragiques, en leur temps popularisés, et figés comme autant d'épigraphes disponibles pour une peur aussi bien rétrospective que prospective : la pollution du Rhin par Sandoz, le naufrage du ferry *Herald of Free Enterprise*, Tchernobyl, Bhopal, San-Juan Ixhuatpec, Tree-Mile-Islands, Seveso, Challenger, Amoco-Cadiz, etc.

Ces pierres d'attente répercutent un écho désormais interromptif d'un enchaînement accidents et pollutions diffuses, blessures effectives et potentialités de péril : la dissémination de micro-organismes recombinés dans la nature, l'enrichissement de déchets toxiques, le scandale de leur déversement dans des pays du tiers-monde, la diminution de la couche d'ozone, le dépérissement forestier ou l'« effet de serre », sans oublier la montée des eaux supposée l'accompagner, etc., sont autant de figures d'angoisse que l'imagination a vite fait de rapprocher, voire de mêler à d'autres risques disparates : le SIDA ou l'alcool au volant, la crise boursière ou l'insécurité des banlieues.

Ces regroupements amplifiés par la presse, et entrant parfois en résonance avec une tonalité générale de pessimisme, sont-ils de pure irrationalité ? Témoignent-ils seulement d'une exploitation de penchants émotionnels, ou contiennent-ils au contraire une question pertinente : celle d'une possible défaillance « structurelle » de la société moderne dans la maîtrise de son avenir en dépit des grandes affirmations du savoir, de la technique et de la gestion scientifique ?

Il semble bien exister en tout cas une tendance à rechercher, dans la multiplicité même des situations considérées, l'aspect commun des attitudes face au danger, la similitude des séquences accidentelles, la proportion analogue des acteurs à mettre en scène l'effroi et à tenter de raisonner les mesures préventives au-delà de points de vue d'embellie limitée par leur enchaînement social, politique, économique.

Comme si les gestionnaires du risque, les médias et le public, n'accordaient qu'un crédit faiblis-

sant aux affirmations expertes et savantes sur les solutions techniques ou organisationnelles, se mettaient en quête d'une explication plus générale de la difficulté de la modernité face aux contrepoids de ses progrès les plus flagrants.

C'est que s'opère en effet sous nos yeux un basculement progressif entre l'incertitude et l'irrésolution, ouvrant la possibilité de « politiques de la peur ». Les experts, savants ou techniciens, multiplient entre eux les désaccords, qui se répandent plus que par le passé dans le domaine public, contribuant à diminuer la confiance dans une techno-science naguère supposée capable de répondre uniment et sans faille à tous les problèmes.

L'expertise controversée

On se divise sur tout : la dioxine est dangereuse pour les uns, presque innocente pour les autres ; les tests de cancérogénicité des nouveaux produits chimiques sont, pour certains, efficaces, pour d'autres peu fiables ; le risque de largage d'un virus manipulé est pour les uns risible, pour les autres évident ; la multiplication des enceintes des centrales nucléaires est une solution sûre pour cet expert-ci, sans intérêt (et même périlleuse) pour celui-là. Les pluies acides font, pour les uns, mourir la forêt, qui, selon d'autres, n'est affectée que par d'autres combinaisons chimiques. A Bhopal, pour certains, il y a eu formation de cyanure, tandis que pour d'autres l'asphyxie a des causes différentes. Pour tel spécialiste, la vague verte des *Chrysomelids* en mer du Nord empoisonne les poissons, mais pour tel autre, elle joue sur la salinité du milieu. Selon une voix autorisée, Tchernobyl induira à terme cinq mille cancers mortels, pour d'autres dix fois moins, pour d'autres encore (tout aussi sérieux), dix fois plus, etc.

Chaque accident important donne lieu à des reconstitutions qui finissent souvent par se confondre avec les points de vue divergents des protagonistes, pilotes ou compagnies, contrôleurs, conducteurs ou concepteurs : chacun a sa façon experte de raconter l'histoire, de mettre en avant ou d'écarter telle cause. Là encore, l'objectivité technique finit par devenir coextensive au « consensus », à l'acquiescement des intervenants, plutôt qu'à un appareil de preuves rigoureuses peut-être impossible. Quant au débat sur la prévision, il se déroule plus que jamais autour d'estimations divergentes, voire d'oppositions conceptuelles radicales, entre ceux qui pensent pouvoir utiliser le langage statistique, et ceux qui contestent la légitimité d'application de la notion mathématique de « probabilité » à des événements aussi fortement qualitatifs et complexes, individuels, que des désastres techniques.

Mais si la science et la technique ne sont décidément pas

situées hors des luttes d'intérêts, et donc de la déformation sociale des perceptions, ce n'est pas à dire qu'aucune objectivation des risques ne soit souhaitable : car cela reste probablement la condition pour que les pouvoirs n'y substituent pas le tranchant de la décision arbitraire, et ne tentent pas de « cacher » la controverse scientifique — après tout normale — par un décret et un bluff (dénoncé par J. Ellul) encore plus néfaste.

C'est à un tel effort de réflexion pour une action effective que s'attachent actuellement certains chercheurs (1). D'abord, dans plusieurs cas (accidents « systémiques » du transport maritime ou du nucléaire), la reconnaissance de l'insuffisance conceptuelle de solutions ponctuelles, et la prise en compte de l'organisation humaine s'avèrent des ouvertures importantes. La limitation des effets pervers des corporations dans le traitement du danger, la reconnaissance de l'historicité qui fait « dériver » les installations par modifications successives mal mémorisées collectivement, la tentative de planifier et d'articuler les interventions multiples en cas de crise, sont des exemples de maturations que permet une meilleure intégration des sciences sociales dans les processus de prévention. Nous sommes ici dans un registre dans lequel Patrick Lagarde excelle, notamment dans son dernier ouvrage (2).

La chasse au « facteur humain »

Mais la gestion du péril par la communication opérationnelle n'est pas le seul niveau souhaitable d'intervention. Il y en a d'autres : telle l'incitation des acteurs (ingénieurs, scientifiques, décideurs) à mieux prendre conscience des limitations et des biais culturels inhérents à leurs propres perceptions, de leurs propres constructions de la réalité, à se méfier de la « pure technicité » supposée de leurs réactions au moment de la définition d'un pro-

jet de recherche, d'un dispositif de contrôle, etc.

Car ce que rappelle l'efflorescence des accidents au seuil de l'ère « high-tech », c'est le paradoxe dramatique de toute action humaine organisée et médiatisée par la complexité de ses instruments : en confiant toujours davantage à la machine et au système l'exercice de la sûreté, elle tend à ne plus savoir où elle se situe elle-même comme contrôle conscient, éthiquement responsable. A force de diminuer les aléas du « facteur humain » (comme dans le cas de l'A-320... ou dans les salles de commandes de centrales nucléaires), on déplace le problème à des niveaux de décision tellement globalisants que le système peut devenir ingérable. La réponse ingénierale au danger trouve ainsi l'une de ses limites : puisqu'il s'agit de traquer la probabilité accidentelle, c'est en fin de compte à la plausibilité d'une réaction humaine, politique ou morale que l'on vient se heurter. Les savants, les ingénieurs, les administrateurs ou les juges amenés à participer au contrôle de sûreté sont en fait chargés d'ordonner un mélange jamais parfaitement dissociable entre danger matériel et responsabilité morale et politique.

Derrière chaque phase d'une automatisation idéale des processus, se cachent en réalité une multitude de choix, de coopérations, de savoirs individuels et de groupe qui ne produisent l'effet de « lissage » sécuritaire d'une technologie qu'au terme d'une énorme aggrégation volontaire de compétences et d'engagements pratiques. Or, pour nombre de métiers à risque, cette vigilance informelle entretenue dans le travail est en butte à la méconnaissance, voire à la dénonciation par les hiérarchies dès lors qu'elle résiste — inévitablement — au carcan de plus en plus pesant de consignes totalement contrôlables par celles-ci.

Mais vouloir à tout prix réaliser le rêve d'une séparation définitive

(*) Sociologue, chercheur au CNRS.

et globale entre le rationnel identifié à la vitrine technique, jamais mise en cause, et l'« humain » trop vite criminalisé, c'est ne pas voir que ce dernier, interdit de reconnaissance, revient alors inexorablement sous l'apparence irrationnelle d'innombrables pratiques quotidiennes de la technique : mini-sabotages divers dans les industries à risque, auto-inoculation des chercheurs en biologie, auto-irradiation des nucléaristes, « danse » initiatique des contrôleurs sur les tableaux de commandes des centrales, « overdose » de communications-radio chez les pilotes de chasse, pusillanimité des jeunes médecins devant les exigences de la machinerie du diagnostic, etc.

La dégradation de ces troubles par les discours de la discipline de sûreté peut apparaître à son tour suspecte d'imposer dangereusement une passion particulière, celle du pouvoir des cadres d'une grande institution. De même, la raison technique affichée vers l'extérieur de l'entreprise à l'usage d'un public supposé ignorer les vérités du risque n'est-elle pas dépourvue de malice.

La critique d'une apparente incohérence n'est pourtant pas à son tour sans défaut : ne revient-elle pas en effet à dénier qu'une centrale nucléaire qui explose, une fuite de gaz industriel, ou un dérèglement peuvent n'avoir qu'un faible impact statistique et, malgré cela, légitimement représenter pour le public des exemples flagrants d'irresponsabilité ou d'inefficacité de grandes organisations techniques ?

La réaction supposée irrationnelle de celui-ci peut être interprétée au contraire comme le rappel pertinent qu'au-delà de la comptabilité des morts actuelles, l'entreprise responsable d'un risque catastrophique potentiel ne doit pas échapper à un jugement moral à hauteur de l'importance de ses activités. Tout le discours sur l'incompétence et l'illogisme du grand public entretenu par ce type d'expertise peut alors être lu à son tour comme l'expression d'un refus peu raisonnable d'admettre que l'autorité technique ne se décore pas, mais se partage, se discute, se négocie au cœur d'une société où chaque

adulte, loin d'être seulement un consommateur passif, est souvent aussi un professionnel en butte, dans son propre secteur, aux difficultés de la modernité.

Si l'on prend les deux entités principales — préneues de risques — dans la société — l'institution productive et l'individu — il est peut-être temps de se demander si ce n'est pas leur rapport qui induit tout à la fois du péril potentiel massif (type Tchernobyl) ou important (accidents SNCF) et de l'actualité meurtrière diffuse (le nombre de morts de la route), plutôt que chacune isolément. Par exemple, l'incivilité de l'automobiliste est peut-être le symptôme inconsciemment transposé — sur le plan du comportement individuel — d'un sourd sentiment de dégradation du lien social accompagnant la réussite technique.

Jugement moral

En fait, aucun acteur social spécialisé ne peut s'ériger en grand protecteur sans présenter à son tour un risque pour autrui : notamment celui de l'exclusion de la gestion collective des dangers. L'aveuglement des institutions sur leurs propres externalités, pollutions ou actions périlleuses, ne peut donc être sérieusement conjuré à terme que par une inclusion, quel que soit le degré de complexité technique, dans un débat moral très large d'où les individus ne seront pas chassés, sous prétexte qu'ils ne maîtrisent pas les problèmes ou réagissent émotionnellement.

Que les experts y soient ou non favorables, le débat sur la société face à ses risques technologiques est en train d'émerger inéluctablement du cumul des alertes médiatiques : il reste à l'organiser de façon plus transversale, plus régulière, plus réfléchie, plus civile.

(1) Notamment lire l'ouvrage collectif publié par les Presses de l'École normale supérieure (45, rue d'Ulm, 75005 Paris) sous le titre *La Société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques, textes rassemblés et présentés par Jacques Theys et Jean-Louis Fabiani*, Paris, novembre 1987.

(2) *États d'urgence, défaillances technologiques et déstabilisation sociale*, Le Seuil, 1988.

Au courrier du Monde

TERROIR

« Se lever la peau »

Permettez-moi de vous signaler une coquille qui défigure une répartition de M. Jean-Claude Gaudin, citée dans un reportage paru dans le *Monde* du 31 mai. On y lit : « J.-C. Gaudin qui remerciait samedi d'un aperçu ses militants qui se crèvent la peau pour lui, pour l'URC, pour Marseille... »

Certains lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes en « qui se lèvent la peau ». En effet se lever la peau pour quelqu'un est une vieille expression du terroir qui signifie « se

sacrifier, se dévouer pour quelqu'un », comme on peut le voir par exemple dans le *Trésor de la langue française* (Gallimard, 1986), avec une citation de Jean Giono.

Certes, elle n'a pas l'élégance de se crever la patate, illustrée si brillamment par M. J. Toubon, elle n'en mérite pas moins le respect.

GILLES ROQUES (Nancy).

ÉLIMINATION

Les nazis et Dieu

L'éditorial du *Monde* du 28 juin note avec justesse : « C'est le Dieu

des juifs et le Dieu des chrétiens que l'entreprise nazie a voulu éliminer... » Dans ce texte, un oubli, cependant ; si le Dieu des deux religions fut voué à l'extermination, seuls les juifs furent exterminés. Un détail ?

Dr L. SEKSIS (Paris).

QUALITÉ

Menaces sur Decroly

A l'heure où l'on parle tant de la qualité de l'enseignement, et alors que l'on cherche à mettre en valeur et à promouvoir les choses qui « marchent », je voudrais vous signaler une anomalie qui arrive à l'école Decroly. L'une des caractéristiques essentielles de cette école publique est le travail en équipe des enseignants ; or des décisions de pure gestion administrative asphyxient inexorablement son fonctionnement. Le rectorat de Créteil, refusant toute concertation, bouleverse cette équipe non seulement par une diminution des heures d'enseignement, mais aussi par de nombreuses mutations, contre l'avis des membres de celle-ci, des parents, des élèves.

Cherchez-on à faire échec à une entreprise pédagogique de réussite scolaire ?

DOMINIQUE VIOLOT, président de l'association Decroly.

SERVICES

Les bibliothèques oubliées

Je voudrais exprimer mon étonnement et mon regret de ne pas voir figurer les bibliothèques municipales parmi les services que dans votre sondage sur les services publics locaux (le *Monde* daté 19-20 juin) vous avez soumis au jugement des personnes interrogées.

Cet oubli peut paraître curieux. Je crois qu'il est simplement révélateur du désintérêt de notre pays pour la lecture et ceux qui s'efforcent de la promouvoir. Il suffit de considérer les salaires municipaux,

comme vous l'avez fait, pour s'en convaincre.

Sait-on, par exemple, que les bibliothécaires adjoints qui font souvent le même travail que les bibliothécaires ou les conservateurs, en raison d'une formation universitaire et professionnelle généralement comparable, gagnent 5 000 F en début de carrière (1 000 F de moins que les instituteurs que l'on commence à considérer) et un peu plus de 7 000 F au bout de vingt-cinq ans ?

PHILIPPE FERRAND (Aix-en-Provence).

ISOLEMENT

La conscience d'un ministre

Il semble évident que la décision de rompre l'isolement des détenus poursuivis pour faits de terrorisme aurait pu être prise huit jours plus tard. Cela nous aurait évité bien des manifestations de bonne conscience et de mauvaise foi. N'oublions pas qu'il y a des mois que Georges Ibrahim Abdallah circule benoîtement en toute tranquillité dans la centrale d'Yzeure, et ce avec la bénédiction du président garde des sceaux.

Mais, en ce qui me concerne, je suis sûr que Pierre Arpaillanges, garde des sceaux, de tenter de faire comprendre que la justice, à l'instar de toute vertu, doit se pratiquer à temps et à contretemps.

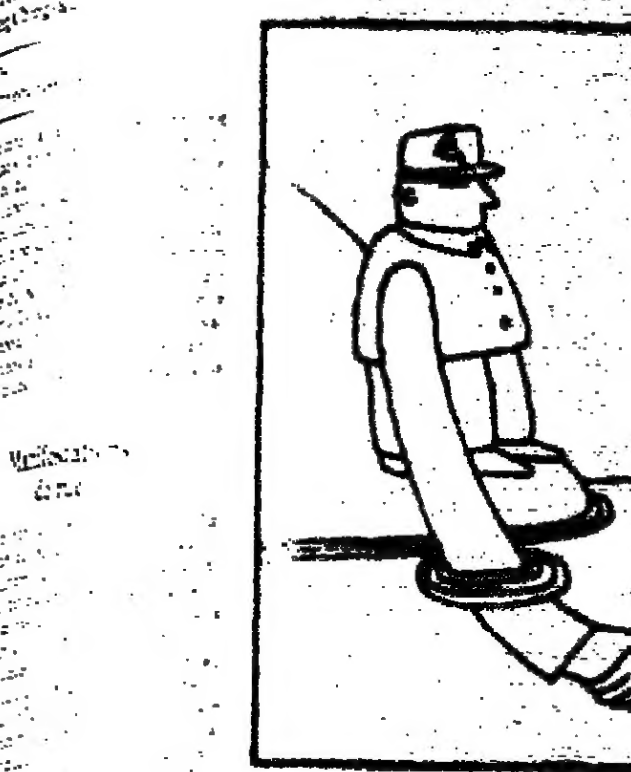
L'intrusion permanente de la politique dans la vie judiciaire, depuis dix ans, et le poids de l'opinion publique sur toutes les décisions, ont fait perdre à ce ministère sa nécessaire sérénité.

Je crois que nous sommes assez nombreux à être las du manichéisme droite-gauche et à espérer qu'un ministre puisse agir en son âme et conscience sans susciter la réprobation.

LAURE BASTE-MORAND, membre du conseil national de prévention de la délinquance, président du comité de liaison des associations de réinsertion.

Démocratisation intérieure face à la Chine communiste

Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu par le premier ministre chinois, Li Peng, à Pékin, le 7 juillet 1988. Cette visite officielle, la première d'un chef d'État français en Chine depuis 1964, s'inscrit dans le cadre d'une politique de rapprochement avec le régime communiste. Li Peng a souligné l'importance de cette rencontre et a exprimé la satisfaction du gouvernement chinois à l'égard de la France.



Le président de la République, François Mitterrand, a été reçu par le premier ministre chinois, Li Peng, à Pékin, le 7 juillet 1988. Cette visite officielle, la première d'un chef d'État français en Chine depuis 1964, s'inscrit dans le cadre d'une politique de rapprochement avec le régime communiste.

Aucune condamnation en France

C'est avec beaucoup de surprise que les médias ont appris que le tribunal de Pékin avait condamné à mort le journaliste français, Jean-Louis Fabiani, pour avoir publié des informations relatives à la situation politique en Chine. Cette condamnation a suscité de vives réactions de la part de la communauté internationale, mais aucune condamnation n'a été prononcée en France.

ASEAN apporte son soutien total au prince Sihanouk

L'Association des États du Sud-Est Asiatique (ASEAN) a apporté son soutien total au prince Norodom Sihanouk, exilé en France. Cette décision a été prise lors d'une réunion tenue à Jakarta, le 6 juillet 1988.

Le prince Sihanouk a été élu président de l'Assemblée nationale du Cambodge en 1985, mais a été forcé de quitter le pays à la suite d'un coup d'État.

Le soutien de l'ASEAN au prince Sihanouk est une marque de solidarité régionale et internationale.

Le prince Sihanouk a exprimé sa reconnaissance à l'égard de l'ASEAN et a promis de continuer à travailler pour la paix et la stabilité au Cambodge.

Le prince Sihanouk a également appelé à une réconciliation nationale au Cambodge.

Le prince Sihanouk a été reçu par le premier ministre français, Jacques Chirac, à Paris, le 7 juillet 1988.

Le prince Sihanouk a exprimé sa satisfaction à l'égard de la France et a promis de continuer à travailler pour la paix et la stabilité au Cambodge.

Le prince Sihanouk a également appelé à une réconciliation nationale au Cambodge.

Le prince Sihanouk a été reçu par le président de la République, François Mitterrand, à Paris, le 7 juillet 1988.

Le prince Sihanouk a exprimé sa reconnaissance à l'égard de la France et a promis de continuer à travailler pour la paix et la stabilité au Cambodge.

Le prince Sihanouk a également appelé à une réconciliation nationale au Cambodge.

TAIWAN : au treizième congrès du Kouomintang

Démocratisation intérieure et vigilance face à la Chine communiste

Le président taiwanais, M. Lee Teng-hui, a été massivement réélu, le vendredi 8 juillet, à la tête du parti au pouvoir, le Kouomintang (KMT). Il avait été élu président de cette organisation en janvier dernier à la suite de la disparition du chef de l'Etat et du parti, Tchang Ching-kuo.

Le congrès, réformé, modernisé et démocratisé, tandis que la vigilance face aux ouvertures de la Chine populaire doit être renforcée.

La réforme politique engagée par Tchang Ching-kuo avec la levée de la loi martiale et l'apparition progressive d'une opposition semi-légale sera « accélérée », a promis M. Lee. Il convient de « renforcer la substance et la fonction de la démocra-

tie » au moins, indirectes, en raison de l'histoire. Les communistes de Pékin « sont totalement indignes de confiance. Tout peut changer à tout moment sous le communisme... et c'est souvent le cas. (...) Nous n'avons aucune confiance dans le régime communiste chinois et nous ne ferons aucun compromis d'aucune sorte avec eux », a insisté le chef de l'Etat nationaliste, pre-

TAIPEI
de notre envoyé spécial

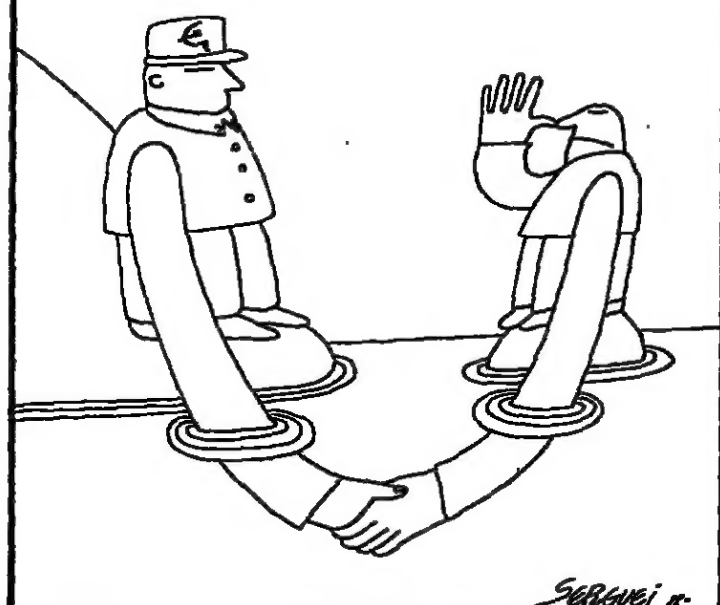
Cela tenait à la fois du « meeting de masse » idéologique, du rodéo américain et du rite chinois discipliné par le Japon. L'ouverture, le jeudi 7 juillet, dans un stade couvert de onze mille personnes dans la grande banlieue de Taipei, du treizième congrès du Kouomintang, parti au pouvoir à Taiwan, reflétait en cela les composantes du bastion nationaliste chinois à l'heure où se présentent à lui des choix décisifs pour son avenir.

Manifestations de rue

L'héritage du Kremlin sur la structure du Kouomintang ressortait, derrière la tribune, des drapeaux géométriques frappés des portraits des trois dirigeants historiques du parti : le fondateur, Sun Yat-sen, son successeur, Tchang Kai-chek, et Tchang Ching-kuo, récemment décédé. L'influence américaine d'un orchestre militaire plus enclins à s'écarter qu'à faire dans le martial, la succession des orateurs, des minutes de silence et des grands commandements du parti repris en chœur par la foule, tout cela faisait penser à une cérémonie de temple chinois. Ailleurs, les jeunes gens portaient des pancartes numérotées pour chaque délégation et l'imposant dispositif de sécurité évoquait plutôt la perfection métro-métrique nipponne.

Une synthèse de ce qu'est devenu Taiwan, quatre décennies après l'arrivée des troupes défaits de Tchang Kai-chek : le plus « fourré » des « dragons » économiques d'Extrême-Orient, un bastion de la culture chinoise traditionnelle confronté à l'âge informatique et un champion du capitalisme qui tente le marché potentiel du continent communiste malgré le souvenir douloureux des guerres civiles qu'à Pékin, pour des raisons tactiques, on feint d'avoir oubliées.

M. Lee a donné le ton en ouvrant le congrès par une adresse insistante sur les mille deux cent neuf délégués présents sur la « phase nouvelle » que doit aborder le Kouomintang.



« Naïssance, a-t-il souligné. Mais attention aux excès. » Nous sommes pleinement conscients de ce que l'extrémisme et la violence sont les plus grands ennemis de la démocratie.

Aucune confiance en Pékin

Ces mots, longtemps des paroles sans fondement tant que le Kouomintang régnait sans partage, commencent à prendre un sens à Taiwan. Il ne se passe plus de jour sans qu'une manifestation de mécontentement d'un secteur ou d'un autre ne se produise dans les rues de la capitale. A l'occasion, un défilé déguisé, comme en mai, celui de paysans ouvriers qui s'affrontèrent avec la police devant le yuan (Assemblée). « Nous appelons nos membres et nos compatriotes (...) à agir ensemble dans le cadre de la loi », a lancé M. Lee à l'attention des « libéraux » du Kouomintang comme de l'opposition.

Quant aux relations avec le continent, elles devront rester, sur le

Sans doute, M. Lee s'efforçait-il de rassurer la vieille garde du Kouomintang, car, dans la réalité, le développement des relations d'affaires, au moins — entre Taiwan et le continent a pris une allure accélérée ces derniers temps, avec quantité d'investissements provenant d'Etat nationaliste dans les provinces côtières du continent, et le gouvernement ne semble plus en mesure de freiner le mouvement.

Les délégués, tous élus pour la première fois de façon démocratique, parmi un nombre de candidats supérieur à celui des sièges à pourvoir, devaient débattre de ces questions pendant une semaine. Ils abordèrent aussi des problèmes plus techniques qui touchent à des filières sensibles. Va-t-on créer un poste de vice-président du parti — par exemple, pour un fils de Tchang Kai-chek, M. Tchang Wego — ce qui équivaldrait à donner un gage à ceux qui se raccrochent encore à la « dynastie » du généralisme pour tenter d'abriter Taiwan du souffle de démocratisation qui y règne ? Ou bien la jeune génération du Kouomintang, fortement représentée parmi les délégués, parviendra-t-elle à imposer ses vues pour débarrasser le parti de l'étiquette de « révolutionnaire » qu'il arbore depuis sa fondation ? Ce serait alors reconnaître implicitement le principe de l'alternance démocratique à l'occidentale. Décidément, à travers les hésitations et les débats parfois outrés (jusqu'aux coups de poing en plein Parlement...), Taiwan, ces temps-ci, bouge.

FRANCIS DERON.

CORÉE

Un diplomate de Pyongyang qualifié de « propagande » l'ouverture de Séoul

Un diplomate nord-coréen en poste à Pékin a déclaré, le vendredi 8 juillet, que l'offre de réconciliation du président sud-coréen Roh Tae Woo (le Monde du 8 juillet) n'était pas sérieuse et relevait d'une opération de propagande. Dans un discours diffusé par la télévision vers la Corée du Nord, M. Roh avait déclaré la veille que l'hostilité entre son pays et la Corée du Nord n'était plus de mise, et s'était engagé à aider Pyongyang à améliorer ses relations avec les alliés de Séoul. Il avait également proposé d'instaurer un commerce sans droits de douane entre les deux pays.

Un porte-parole américain a qualifié, jeudi, ces discours d'« initiative très positive ». Mais M. Kim Chang Gyu, ministre conseiller à l'ambassade de Corée du Nord en Chine, a déclaré que la position de son gouvernement ne changerait pas. « Le problème principal est que les Etats-Unis occupent la Corée du Sud », a-t-il dit. Si les Etats-Unis retirent leurs troupes, nous pourrions donner quelque crédit à ce discours. — (AFP.)

JEAN-LAPORTE POMONTI.

ESPAGNE : six nouveaux ministres

M. Gonzalez veut donner un second souffle à son gouvernement

MADRID
de notre correspondant

Le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, n'a jamais caché son aversion pour les remaniements ministériels. Celui qu'il a finalement rendu public, le jeudi 7 juillet après plusieurs semaines de rumeurs persistantes, à une heure insolite (23 heures), n'est que le deuxième depuis l'arrivée au pouvoir du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) en décembre 1982, et le premier depuis le début de la seconde législature socialiste, en juillet 1986.

Il s'agit cette fois d'un remaniement très ample, puisqu'il concerne la moitié des ministres — huit sur seize. Six nouvelles personnalités entrent au cabinet : M. José Luis Corcuera à l'Intérieur, Jorge Semprun à la Culture, Claudio Arzandi à l'Industrie, Enrique Magaña à la Justice, M. Matilde Fernandez au Bien-être social, et Rosa Conde comme porte-parole du gouvernement (1). Deux ministres changent de portefeuille, M. Barriomero passant de l'Intérieur aux transports et M. Solana de la Culture à l'Éducation.

M. Gonzalez a voulu, à la mi-temps de la seconde législature, donner un nouveau souffle à son cabinet, en remplaçant ceux de ses ministres qui apparaissaient « brûlés » par des conflits dans leurs secteurs respectifs. C'est le cas

notamment de M. Luis Carlos Croisier, l'ancien titulaire de l'Industrie qui avait dû mener à bien, à ce poste, une sévère reconversion industrielle, génératrice de graves conflits sociaux. C'est également le cas de M. José María Maravall, le responsable de l'Éducation sortant : si celui-ci a réalisé dans son secteur des réformes qui comptent parmi les plus profondes de la législature socialiste, il a également dû faire face à la grogne des étudiants en 1987, à celle des enseignants cette année.

Il en va de même pour l'ancien ministre de la Justice, M. Fernando Ledesma. Ce dernier a certes réalisé une partie des promesses électorales des socialistes — dépeçage de l'avortement, réforme du code pénal, introduction de l'habeas corpus. Mais, victime notamment de l'insuffisance des ressources qui lui sont attribuées, la justice espagnole reste l'une des plus lentes et des plus inefficaces d'Europe. Les conflits entre les pouvoirs exécutif et judiciaire ont été particulièrement nombreux durant ces dernières années.

Le cas de M. Barriomero, un ministre sans doute efficace mais très contesté en raison de sa manière de défendre la « loi et l'ordre », est plus complexe. Le ministre de l'Intérieur sortant avait lui-même offert sa démission de ce poste particulièrement difficile, surtout en Espagne. M. Gonzalez, qui était réticent, a finalement choisi une solution à la

Salomon, en le libérant de ses fonctions antérieures tout en le maintenant au gouvernement. M. Barriomero, qui a remporté, grâce notamment à la coopération avec la France, d'indéniables succès dans la lutte contre l'ETA, abandonne toutefois son poste à un moment où les problèmes se multiplient : conflit avec la justice du fait des réticences de l'Intérieur à collaborer avec cette dernière dans l'enquête sur les activités du commissaire Amedo (suspension de convocations avec l'organisation d'extrême droite GAL) ; incrimination de policiers pour leurs méthodes de répression des manifestations, polémique sur l'insécurité croissante dans les grandes villes, etc.

Quant à M. Solana, qui apparaît de plus en plus comme l'un des véritables « hommes forts » du cabinet, son passage à l'Éducation nationale constitue une apparente promotion. Considéré comme un homme de dialogue, il devrait avoir pour première mission de rétablir le contact avec les enseignants, aujourd'hui rompu, après une grève particulièrement tumultueuse.

THIERRY MALINIAC.

(1) L'entrée de deux femmes dans le gouvernement pour la première fois depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, est liée à une résolution adoptée lors du dernier congrès du PSOE, en janvier dernier, et prévoyant une plus grande participation des militantes dans les organes de direction du parti.

SUISSE

Nastassja Kinski indésirable à Genève

GENÈVE
de notre correspondant

Les organisations humanitaires de Genève et celles qui sont attachées à la lutte en faveur des droits de l'homme sont en émoi. L'actrice et mégane d'origine allemande Nastassja Kinski s'est vu refuser le droit de résider et travailler à Genève. Le Conseil d'Etat (organe exécutif du canton de Genève) explique ainsi sa décision : « L'intérêt économique d'une telle résidence dans l'intérêt de la santé publique n'est pas suffisant pour justifier la délivrance d'un permis de séjour... ».

Estimer que la jeune femme ne rapportait pas assez à Genève, ville où est né son deuxième enfant, pour y séjourner et y créer une firme cinématographique destinée principalement à coproduire un film sur la vie d'Henry Dunant, le fondateur de la Croix-Rouge, paraît pour le moins paradoxal. Il est vrai que Henry Dunant avait également été contraint de quitter la cité de Calvin où il était né et avait sombré dans la plus profonde misère parce que des Genevois bien pensants l'avaient rejeté.

Nastassja Kinski, pour qui l'action humanitaire compte parmi les principales préoccupations, avait tenu la recette de son dernier film et fait plusieurs dons — certains de la manière la plus confidentielle — s'élevant à des dizaines de milliers de francs suisses en faveur des victimes des séismes du tiers-monde, sans jamais utiliser cette générosité à des fins publicitaires. Elle s'était au surplus rendue sur le terrain. Son dévouement, notamment en faveur des affaiblis d'Afrique et des réfugiés indochinois, est assez discret qu'efficace.

La société Leila Films SA qu'elle comptait créer devait être associée à la télévision suisse romande et produire, outre l'œuvre sur Henry Dunant, des téléfilms originaux où auraient été employés des actrices et du personnel genevois. Tout nouveau recours paraît difficile sinon impossible. Pourtant, l'actrice ne sollicite que le « permis B » suisse, qui est octroyé à certains travailleurs saisonniers et entre autres à... Alain Delon.

ISABELLE VICHNIAC.

● GRÈCE : personnel pénitentiaire en grève. — L'ensemble du personnel pénitentiaire grec est en grève depuis le lundi 4 juillet pour des revendications salariales, ce qui paralyse le fonctionnement des trente prisons du pays et d'une partie du système judiciaire. Tout en exigeant des primes supplémentaires, la Fédération des employés pénitentiaires insiste sur les mauvaises conditions de détention dues à un manque de moyens financiers de personnel, notamment dans la prison de Korydallos (près d'Athènes) où sont encore détenus les responsables du coup d'Etat militaire de 1967. — (AFP.)

M. Jorge Semprun à la culture

Scénariste d'Alain Resnais et de Costa-Gavras

MADRID
de notre correspondant

La nomination de M. Jorge Semprun, intellectuel de prestige sans lien particulier avec le PSOE, constitue à la fois une manifestation de l'ouverture à façon espagnole, et une indéniable surprise. Qui aurait cru, en effet, que cet ancien dirigeant communiste qui devint célèbre à l'époque de la clandestinité, en Espagne et à l'étranger, sous le nom de guerre de Federico Sanchez, allait un jour faire partie d'un gouvernement socialiste ?

Né à Madrid en 1923, Jorge Semprun a passé une grande partie de sa vie en France, après que sa famille ait quitté l'Espagne durant la guerre civile. Il milita d'ailleurs dans la Résistance française, ce qui lui valut d'être arrêté par le Geste et déporté à Buchenwald. Après la seconde guerre mondiale, il changea de front et participa activement, comme dirigeant du Parti communiste espagnol, à la lutte antifranquiste, partageant son temps entre les tâches d'organisation du parti à Paris et les activités clandestines au sud des Pyrénées.

Après la mort de Franco, M. Semprun fit partie des dirigeants du PCE, sous la direction de M. Santiago Carrillo et au nom de la « rénovation », écartant en douceur M. Dolores

Ibaruri, la Pasanaria. M. Semprun et un autre intellectuel de renom, M. Fernando Claudin, ne tardèrent pas toutefois, dès le début des années 60, à s'opposer à M. Carrillo lui-même lorsqu'ils tentèrent d'approfondir cette rénovation. Les deux « contestataires » défendirent alors (trop tôt sans doute) des idées qui contribuèrent à donner naissance, par la suite, à l'eurocommunisme. M. Semprun et Claudin affirmèrent notamment que le PCE sous-estimait la capacité d'adaptation d'un régime franquiste qui a permis un indéniable développement économique du pays, et que le boulangisme révolutionnaire annoncé par les communistes, dans ces conditions, n'est pas pour demain. Ce qui leur valut d'être exclus manu militari du parti par M. Carrillo en 1964.

Depuis, M. Semprun avait abandonné la politique pour se consacrer, avec succès, à la littérature. En langue espagnole d'une part, avec l'autobiographie de Federico Sanchez, dans laquelle il raconte son expérience au sein du PCE, mais en français également, avec notamment la *Seconde Mort de Ramon Mercader*, qui lui valut le prix Femina en 1969. M. Semprun a également signé les scénarios de plusieurs films : *La guerre est finie*, d'Alain Resnais, et *L'aveu*, de Costa-Gavras.

M. Jose-Luis Corcuera à l'intérieur

Un syndicaliste critiqué par les siens

Un syndicaliste à l'Intérieur ! La nomination de M. Jose-Luis Corcuera à ce poste était inattendue. Ce serait toutefois une erreur que d'y voir un « geste » de M. Gonzalez à l'égard du syndicat socialiste de l'Union générale des travailleurs (UGT) et de son secrétaire général, M. Nicolas Redondo.

En effet, M. Corcuera a plutôt fait figure, ces dernières années, de véritable « bête noire » de M. Redondo (comme d'ailleurs M. Matilde Fernandez, nommée ministre du Bien-être), qui l'accusait d'apparaître comme un « cheval de Troie » du gouvernement au sein du syndicat. M. Corcuera ne s'est-il pas publiquement démarqué de M. Redondo chaque fois que celui-ci critiquait la politique du gouvernement en le qualifiant d'« antisocial » ?

Th. M.

● TURQUIE : quatre-vingt-huit peines de mort requises contre des militants d'extrême gauche. — La première phase du procès entamé en 1981 contre mille deux cent quarante-trois accusés, membres du mouvement d'extrême gauche des *Dev-Sol*, s'est achevée le 7 juillet à Istanbul par le réquisitoire du procureur, qui a réclamé quatre-vingt-huit condamnations à mort et des

peines allant de trois à vingt ans de réclusion pour six cent vingt-cinq personnes. Quarante des accusés pourraient être acquittés et onze pourraient bénéficier d'un non-lieu. Les chefs d'accusation ont trait à huit cent soixante-quatre attentats commis dans les années 70, avant le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, et à l'interdiction de l'organisation *Dev-Sol*. — (AFP.)

Monde

Indonésie : le prince Sihanouk...
Cambodge : la recherche d'un règlement...
ASEAN : son soutien total au prince Sihanouk...
Bangkok : de notre envoyé spécial...
Retrait vietnamien du Laos...
Dans une première réaction à la demande vietnamienne, les Thaïlandais se sont efforcés de calmer le jeu en faisant savoir qu'ils n'avaient pas l'intention de modifier la « nature » de la « réunion informelle » prévue à Bogor, près de Djakarta et qui doit durer seulement une journée. Ils en

SECRET

1

« La dette de l'Afrique au sud du Sahara (350 milliards de francs environ) est à la fois faible par rapport à l'ensemble de la dette extérieure mondiale, et occupe une part minime des capacités d'exportation par rapport à son remboursement - à-t-il noté, qualifiant la situation d'« insupportable ». M. Pelletier a indiqué que les experts du Club de Paris (qui réunit les créanciers publics des pays du tiers-monde) discutent des modalités d'application des mesures prises en fin de Sept. - Il faudra veiller à ce que les décisions prises dans cette instance soient bien conformes à l'esprit de générosité qui a prévalu à Toronto », a-t-il précisé.

Le ministre a préconisé un réajustement des grandes équilibres financiers des pays africains, sans notamment « la privatisation d'une partie du secteur bancaire. Il a toutefois mis en garde contre les dangers de mesures trop strictes pour des économies fragiles dans le cadre des efforts d'ajustement réclamés par les grandes instances financières mondiales.

SECRET

charge d'élaborer
 le 5 juillet, et
 président du
 comité national
 d'élaboration de
 la loi du gouver-
 nement. Les con-
 sultations de
 la loi de 1958
 ont été privi-
 légées.
 tel, président
 et, sous cette
 a été grand
 sous du gou-
 vernement
 et a été
 président. « Il
 n'a pas été
 du conseil
 de la loi de
 1958. Il a
 été le seul
 pour élabora-
 tion de la
 loi de 1958.
 »

1. Toulon, du R.P. à Paris, 1940-1941, 1942-1943, 1944-1945, 1946-1947, 1948-1949, 1950-1951, 1952-1953, 1954-1955, 1956-1957, 1958-1959, 1960-1961, 1962-1963, 1964-1965, 1966-1967, 1968-1969, 1970-1971, 1972-1973, 1974-1975, 1976-1977, 1978-1979, 1980-1981, 1982-1983, 1984-1985, 1986-1987, 1988-1989, 1990-1991, 1992-1993, 1994-1995, 1996-1997, 1998-1999, 2000-2001, 2002-2003, 2004-2005, 2006-2007, 2008-2009, 2010-2011, 2012-2013, 2014-2015, 2016-2017, 2018-2019, 2020-2021, 2022-2023, 2024-2025, 2026-2027, 2028-2029, 2030-2031, 2032-2033, 2034-2035, 2036-2037, 2038-2039, 2040-2041, 2042-2043, 2044-2045, 2046-2047, 2048-2049, 2050-2051, 2052-2053, 2054-2055, 2056-2057, 2058-2059, 2060-2061, 2062-2063, 2064-2065, 2066-2067, 2068-2069, 2070-2071, 2072-2073, 2074-2075, 2076-2077, 2078-2079, 2080-2081, 2082-2083, 2084-2085, 2086-2087, 2088-2089, 2090-2091, 2092-2093, 2094-2095, 2096-2097, 2098-2099, 2100-2101, 2102-2103, 2104-2105, 2106-2107, 2108-2109, 2110-2111, 2112-2113, 2114-2115, 2116-2117, 2118-2119, 2120-2121, 2122-2123, 2124-2125, 2126-2127, 2128-2129, 2130-2131, 2132-2133, 2134-2135, 2136-2137, 2138-2139, 2140-2141, 2142-2143, 2144-2145, 2146-2147, 2148-2149, 2150-2151, 2152-2153, 2154-2155, 2156-2157, 2158-2159, 2160-2161, 2162-2163, 2164-2165, 2166-2167, 2168-2169, 2170-2171, 2172-2173, 2174-2175, 2176-2177, 2178-2179, 2180-2181, 2182-2183, 2184-2185, 2186-2187, 2188-2189, 2190-2191, 2192-2193, 2194-2195, 2196-2197, 2198-2199, 2200-2201, 2202-2203, 2204-2205, 2206-2207, 2208-2209, 2210-2211, 2212-2213, 2214-2215, 2216-2217, 2218-2219, 2220-2221, 2222-2223, 2224-2225, 2226-2227, 2228-2229, 2230-2231, 2232-2233, 2234-2235, 2236-2237, 2238-2239, 2240-2241, 2242-2243, 2244-2245, 2246-2247, 2248-2249, 2250-2251, 2252-2253, 2254-2255, 2256-2257, 2258-2259, 2260-2261, 2262-2263, 2264-2265, 2266-2267, 2268-2269, 2270-2271, 2272-2273, 2274-2275, 2276-2277, 2278-2279, 2280-2281, 2282-2283, 2284-2285, 2286-2287, 2288-2289, 2290-2291, 2292-2293, 2294-2295, 2296-2297, 2298-2299, 2300-2301, 2302-2303, 2304-2305, 2306-2307, 2308-2309, 2310-2311, 2312-2313, 2314-2315, 2316-2317, 2318-2319, 2320-2321, 2322-2323, 2324-2325, 2326-2327, 2328-2329, 2330-2331, 2332-2333, 2334-2335, 2336-2337, 2338-2339, 2340-2341, 2342-2343, 2344-2345, 2346-2347, 2348-2349, 2350-2351, 2352-2353, 2354-2355, 2356-2357, 2358-2359, 2360-2361, 2362-2363, 2364-2365, 2366-2367, 2368-2369, 2370-2371, 2372-2373, 2374-2375, 2376-2377, 2378-2379, 2380-2381, 2382-2383, 2384-2385, 2386-2387, 2388-2389, 2390-2391, 2392-2393, 2394-2395, 2396-2397, 2398-2399, 2400-2401, 2402-2403, 2404-2405, 2406-2407, 2408-2409, 2410-2411, 2412-2413, 2414-2415, 2416-2417, 2418-2419, 2420-2421, 2422-2423, 2424-2425, 2426-2427, 2428-2429, 2430-2431, 2432-2433, 2434-2435, 2436-2437, 2438-2439, 2440-2441, 2442-2443, 2444-2445, 2446-2447, 2448-2449, 2450-2451, 2452-2453, 2454-2455, 2456-2457, 2458-2459, 2460-2461, 2462-2463, 2464-2465, 2466-2467, 2468-2469, 2470-2471, 2472-2473, 2474-2475, 2476-2477, 2478-2479, 2480-2481, 2482-2483, 2484-2485, 2486-2487, 2488-2489, 2490-2491, 2492-2493, 2494-2495, 2496-2497, 2498-2499, 2500-2501, 2502-2503, 2504-2505, 2506-2507, 2508-2509, 2510-2511, 2512-2513, 2514-2515, 2516-2517, 2518-2519, 2520-2521, 2522-2523, 2524-2525, 2526-2527, 2528-2529, 2530-2531, 2532-2533, 2534-2535, 2536-2537, 2538-2539, 2540-2541, 2542-2543, 2544-2545, 2546-2547, 2548-2549, 2550-2551, 2552-2553, 2554-2555, 2556-2557, 2558-2559, 2560-2561, 2562-2563, 2564-2565, 2566-2567, 2568-2569, 2570-2571, 2572-2573, 2574-2575, 2576-2577, 2578-2579, 2580-2581, 2582-2583, 2584-2585, 2586-2587, 2588-2589, 2590-2591, 2592-2593, 2594-2595, 2596-2597, 2598-2599, 2600-2601, 2602-2603, 2604-2605, 2606-2607, 2608-2609, 2610-2611, 2612-2613, 2614-2615, 2616-2617, 2618-2619, 2620-2621, 2622-2623, 2624-2625, 2626-2627, 2628-2629, 2630-2631, 2632-2633, 2634-2635, 2636-2637, 2638-2639, 2640-2641, 2642-2643, 2644-2645, 2646-2647, 2648-2649, 2650-2651, 2652-2653, 2654-2655, 2656-2657, 2658-2659, 2660-2661, 2662-2663, 2664-2665, 2666-2667, 2668-2669, 2670-2671, 2672-2673, 2674-2675, 2676-2677, 2678-2679, 2680-26

1. Nome e Cognome
 2. Indirizzo
 3. Città
 4. Prov.
 5. Cap.
 6. Telefono
 7. Professione
 8. Altre informazioni
 9. Altre informazioni
 10. Altre informazioni
 11. Altre informazioni
 12. Altre informazioni
 13. Altre informazioni
 14. Altre informazioni
 15. Altre informazioni
 16. Altre informazioni
 17. Altre informazioni
 18. Altre informazioni
 19. Altre informazioni
 20. Altre informazioni
 21. Altre informazioni
 22. Altre informazioni
 23. Altre informazioni
 24. Altre informazioni
 25. Altre informazioni
 26. Altre informazioni
 27. Altre informazioni
 28. Altre informazioni
 29. Altre informazioni
 30. Altre informazioni
 31. Altre informazioni
 32. Altre informazioni
 33. Altre informazioni
 34. Altre informazioni
 35. Altre informazioni
 36. Altre informazioni
 37. Altre informazioni
 38. Altre informazioni
 39. Altre informazioni
 40. Altre informazioni
 41. Altre informazioni
 42. Altre informazioni
 43. Altre informazioni
 44. Altre informazioni
 45. Altre informazioni
 46. Altre informazioni
 47. Altre informazioni
 48. Altre informazioni
 49. Altre informazioni
 50. Altre informazioni
 51. Altre informazioni
 52. Altre informazioni
 53. Altre informazioni
 54. Altre informazioni
 55. Altre informazioni
 56. Altre informazioni
 57. Altre informazioni
 58. Altre informazioni
 59. Altre informazioni
 60. Altre informazioni
 61. Altre informazioni
 62. Altre informazioni
 63. Altre informazioni
 64. Altre informazioni
 65. Altre informazioni
 66. Altre informazioni
 67. Altre informazioni
 68. Altre informazioni
 69. Altre informazioni
 70. Altre informazioni
 71. Altre informazioni
 72. Altre informazioni
 73. Altre informazioni
 74. Altre informazioni
 75. Altre informazioni
 76. Altre informazioni
 77. Altre informazioni
 78. Altre informazioni
 79. Altre informazioni
 80. Altre informazioni
 81. Altre informazioni
 82. Altre informazioni
 83. Altre informazioni
 84. Altre informazioni
 85. Altre informazioni
 86. Altre informazioni
 87. Altre informazioni
 88. Altre informazioni
 89. Altre informazioni
 90. Altre informazioni
 91. Altre informazioni
 92. Altre informazioni
 93. Altre informazioni
 94. Altre informazioni
 95. Altre informazioni
 96. Altre informazioni
 97. Altre informazioni
 98. Altre informazioni
 99. Altre informazioni
 100. Altre informazioni

1948
 1949
 1950
 1951
 1952
 1953
 1954
 1955
 1956
 1957
 1958
 1959
 1960
 1961
 1962
 1963
 1964
 1965
 1966
 1967
 1968
 1969
 1970
 1971
 1972
 1973
 1974
 1975
 1976
 1977
 1978
 1979
 1980
 1981
 1982
 1983
 1984
 1985
 1986
 1987
 1988
 1989
 1990
 1991
 1992
 1993
 1994
 1995
 1996
 1997
 1998
 1999
 2000
 2001
 2002
 2003
 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015
 2016
 2017
 2018
 2019
 2020
 2021
 2022
 2023
 2024
 2025
 2026
 2027
 2028
 2029
 2030
 2031
 2032
 2033
 2034
 2035
 2036
 2037
 2038
 2039
 2040
 2041
 2042
 2043
 2044
 2045
 2046
 2047
 2048
 2049
 2050
 2051
 2052
 2053
 2054
 2055
 2056
 2057
 2058
 2059
 2060
 2061
 2062
 2063
 2064
 2065
 2066
 2067
 2068
 2069
 2070
 2071
 2072
 2073
 2074
 2075
 2076
 2077
 2078
 2079
 2080
 2081
 2082
 2083
 2084
 2085
 2086
 2087
 2088
 2089
 2090
 2091
 2092
 2093
 2094
 2095
 2096
 2097
 2098
 2099
 2100
 2101
 2102
 2103
 2104
 2105
 2106
 2107
 2108
 2109
 2110
 2111
 2112
 2113
 2114
 2115
 2116
 2117
 2118
 2119
 2120
 2121
 2122
 2123
 2124
 2125
 2126
 2127
 2128
 2129
 2130
 2131
 2132
 2133
 2134
 2135
 2136
 2137
 2138
 2139
 2140
 2141
 2142
 2143
 2144
 2145
 2146
 2147
 2148
 2149
 2150
 2151
 2152
 2153
 2154
 2155
 2156
 2157
 2158
 2159
 2160
 2161
 2162
 2163
 2164
 2165
 2166
 2167
 2168
 2169
 2170
 2171
 2172
 2173
 2174
 2175
 2176
 2177
 2178
 2179
 2180
 2181
 2182
 2183
 2184
 2185
 2186
 2187
 2188
 2189
 2190
 2191
 2192
 2193
 2194
 2195
 2196
 2197
 2198
 2199
 2200
 2201
 2202
 2203
 2204
 2205
 2206
 2207
 2208
 2209
 2210
 2211
 2212
 2213
 2214
 2215
 2216
 2217
 2218
 2219
 2220
 2221
 2222
 2223
 2224
 2225
 2226
 2227
 2228
 2229
 2230
 2231
 2232
 2233
 2234
 2235
 2236
 2237
 2238
 2239
 2240
 2241
 2242
 2243
 2244
 2245
 2246
 2247
 2248
 2249
 2250
 2251
 2252
 2253
 2254
 2255
 2256
 2257
 2258
 2259
 2260
 2261
 2262
 2263
 2264
 2265
 2266
 2267
 2268
 2269
 2270
 2271
 2272
 2273
 2274
 2275
 2276
 2277
 2278
 2279
 2280
 2281
 2282
 2283
 2284
 2285
 2286
 2287
 2288
 2289
 2290
 2291
 2292
 2293
 2294
 2295
 2296
 2297
 2298
 2299
 2300
 2301
 2302
 2303
 2304
 2305
 2306
 2307
 2308
 2309
 2310
 2311
 2312
 2313
 2314
 2315
 2316
 2317
 2318
 2319
 2320
 2321
 2322
 2323
 2324
 2325
 2326
 2327
 2328
 2329
 2330
 2331
 2332
 2333
 2334
 2335
 2336
 2337
 2338
 2339
 2340
 2341
 2342
 2343
 2344
 2345
 2346
 2347
 2348
 2349
 2350
 2351
 2352
 2353
 2354
 2355
 2356
 2357
 2358
 2359
 2360
 2361
 2362
 2363
 2364
 2365
 2366
 2367
 2368
 2369
 2370
 2371
 2372
 2373
 2374
 2375
 2376
 2377
 2378
 2379
 2380
 2381
 2382
 2383
 2384
 2385
 2386
 2387
 2388
 2389
 2390
 2391
 2392
 2393
 2394
 2395
 2396
 2397
 2398
 2399
 2400
 2401
 2402

[illegible]

**Communistes présenteront
aux élections cantonales**

1. The following information is being furnished to you for your information only. It is not intended to be used for any other purpose.

La vie d'un premier ministre n'est pas un long fleuve tranquille. Alors qu'il était parvenu, il y a quelques jours à peine, à faire la presque nananisation du pays, extrêmement sensible de la Nouvelle-Calédonie, le premier ministre, M. Michel Rocard, a buté sur un texte souvent présenté comme de nature consensuelle. L'opposition a eu beau jeu d'expliquer qu'en matière d'aménagements, il n'y a pas de royaliste que le roi puisse éliminer. Mais le texte original du grand des accords qui ne prévoyait pas de réintégration. Essayait tout à tour de se frayer un chemin sur sa droite et sur sa gauche, M. Michel Rocard s'est senti obligé de se retourner vers la République. Il n'aurait guère apprécié les tergiversations du gouvernement depuis mardi et la nécessité dans laquelle il s'est trouvé de convoquer le Parlement en session extraordinaire pour... moins de trois heures.

Jeudi, à l'Assemblée nationale, le spectacle offert fut irrésistiblement comique. Le premier ministre, qui il va mieux n'avoir raté aucun épisode pour comprendre la fin. La commission mixte paritaire (CMP), qui pendant trois heures a tenté de trouver un terrain d'entente, a dû, à 18 heures, reconnaître son échec. Pour la droite, la réintégration dans les conditions de la loi de 1958 des cadres (comme ceux de Renaud) licenciés à la suite de fautes lourdes constituait un inacceptable *casus belli*. Majorité sénatoriale et opposition de droite au Palais-Bourbon ont campé fermement sur leurs positions après avoir dénoncé « la motion de confiance » votée par la gauche. C'est par l'expression de M. François Delattre (UDF-Val-d'Oise), liée par un accord avec les élus communistes qui avait obtenu mardi à

L'Assemblée nationale a voté à l'unanimité, le jeudi 7 juillet, la ratification de la convention franco-algérienne concernant les enfants de couples mixtes séparés. L'Assemblée populaire algérienne a également autorisé, le 30 juin dernier, la ratification de ce texte signé le 21 juin par M^{me} Georgina Dufoux, alors ministre délégué chargé de la famille dans le premier gouvernement Rocard. M^{me} Dufoux, qui assista au débat dans les tribunes, a été chargée par le chef de l'Etat et le premier ministre d'une mission spécifique afin d'assurer le suivi de cette convention.

« *Huit ans d'incompréhension se sont écoulés aujourd'hui !* » a affirmé la tribune le rapporteur, M. Jean-Louis Le Deant, (S.P., Membre-étroite), qui s'est également félicité de la victoire « du dialogue sur la politique de la canonnière que certains prônaient ». Sous le regard de plusieurs « mères d'Alger », présentes, le député socialiste a présenté les trois grandes lignes de cette convention : la juridiction compétente est celle du lieu du domicile conjugal (entendu comme lieu de vie familiale commune) ; le droit de visite transparaît et est reconnu ; l'absence d'obligation de pension alimentaire sera organisée de façon à avoir une réalité concrète ; enfin les décisions judiciaires portant sur le droit de visite ont immédiatement exécutaires.

La convention, qui cherche à solder également les litiges existants en tenant compte de l'intérêt de l'enfant, crée une commission arbitraire qui sera tenue d'avoir cherché son travail un an après son installation. Sur ce point, M. Pierre L'Évêque (UDF, Yvelines) a émis quelques réserves estimant que les dispositions relatives à cette commission paritaire étaient encore *extrêmement floues*. Il a également souhaité que, contrairement à d'autres conventions, celle-ci soit directement appliquée de façon à ne

l'adoption du texte en première lecture, M.M. Michel Sapin (PS-Hauts-de-Seine), président de la commission des lois, et M. Jean-Pierre Michel, rapporteur PS, n'ont pu en CMP s'avancer que très prudemment, en évitant les concessions à droite. Au demeurant, le premier (rocardien) a semblé prêt à en faire, le second (chevènementiste) a pu paraître plus réticent.

Après l'échec de la commission mixte paritaire et à la suite de plusieurs réunions, les rocardiens ont fini toutefois par obtenir du groupe parlementaire PS une concession : celle des concessions faites au PCF. Et, en séance du nuit, à 22 h 30 est le coup de théâtre. De sa voix diaphane M. Pierre Arraiguelles présentait un amendement qui exculait du bénéfice de l'amnistie les syndicalistes licenciés pour coups et blessures. *« C'est en effet normal que l'on pardonne à telle ou telle personne le retour dans l'entreprise d'un salarié qui a eu un comportement violent. La paix sociale dans l'entreprise commence par le respect des hommes et de leur intégrité physique »*, explique le ministre de la justice. Malaise sur les bancs communistes. M. Michel Sapin se sentait obligé d'imaginer : *« Une de l'hémicycle du lendemain : Défaite... ? Pourquoi cette même assemblée qui, il y a quelques années, a amnistié des généraux félon qui avaient combattu la République (...) refusait-elle de faire un geste humanitaire à l'égard des militants syndicaux ? »*

protésts M. François Asensi (PCF, *« On ne peut pas pardonner à tout le monde, qu'est-ce qu'on a fait pour Thor ? »*, lance de son banc M. Michel Colinet (RPR, Ille-et-Vilaine) (1).

Les députés communistes s'orientent

Pour le gouvernement, M^{me} Edwige Aïcia, ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, s'est félicitée du fait que le consensus qui a prévalu dans les travaux parlementaires. Elle a rappelé que cette convention contenait, par rapport à d'autres conventions, des dispositions originales qui devaient assurer son efficacité, notamment : l'instauration d'une aide judiciaire automatique pour le parent vicieux du déplacement ; l'instauration d'une coopération administrative avancée par la voie consulaire ; elle s'appuie, en outre, sur un droit des enfants qui peut se définir comme le rétablissement du lien de l'enfant avec ses deux

S'agissant des enfants naturels, dont le cas a été soulevé par le rapporteur, M^{me} Avicé a précisé que celle que suit l'évolution des *« naturalités »*, il reste que le mode d'établissement de la filiation par le mariage dans le droit algérien diffère de notre ». Elle a toutefois précisé que depuis 1985, les autorités algériennes avaient facilité le retour en France de cinquante enfants naturels et que l'on pouvait espérer que la convention créerait sur ce point une dynamique nouvelle.

Cette convention avait été approuvée la veille à l'unanimité par le Sénat après que le rapporteur, M. Guy Cabanel (RI, lre), et M. Hélène Luc (PC, Val-de-Marne) et MM. Guy Penne (PS, Pas-de-Calais), Jean-Pierre (PS, Pas-de-Calais), Jean-Pierre (PS, Paris) se soient félicités et l'abstention d'un large négociation commençaient il y a huit ans. Le ministre délégué aux affaires étrangères, M. Edwige Avice a assuré le dispositif entrera en application le 1er août prochain.

Enfin, le Sénat avait adopté définitivement des conventions en matière fiscale entre la France et la République de la Trinité et Tobago et entre le Venezuela et enfin le Canada et le Québec.

P. S.

leurs leur arme de dissuasion : nous adoptiez cet amendement, nous nous abstenions sur le texte. Le gouvernement et les élus socialistes font mentalement leur calcul : si le PCF s'abstient, le texte peut être repassé par la voix de droite, plus nombreux, ils croient que celui du groupe PS, compte tenu du gel des voix des vingt-trois ministres-députés. Au nom du groupe socialiste, M. Philippe Marchand (PS, Charente) demande une prise de position.

Dans les couloirs, M. André Lajoinie est furieux. « Nous espérons que les socialistes ne se défilent pas. Drôle de spectacle ! » Rencontre peu avant, le ministre de la justice était resté impassible devant les questions : « Vous comprendrez que ce soit le ne dites rien... »

Sourire retrouvé

A la reprise de séance à 23 heures, les élus communistes retrouvaient le sourire en entendant le garde des sceaux. « J'ai écouté avec beaucoup d'attention les orateurs des différents groupes. Ayant réfléchi à la situation, ainsi créée et après consultation, le gouvernement retire ses amendements. » Applaudissements sur les bancs de gauche, rires et protestations sur ceux de la droite.

Au cours de la courte réunion qui a précédé et à laquelle ont participé, outre les députés, les présents à l'Assemblée nationale, le président du groupe, M. Louis Mermaz, le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperec, et des membres du cabinet du premier ministre, chacun a rapidement com-

éous communistes auraient pu en effet refuser de voter cet alinéa ainsi amendé par le gouvernement. L'opposition aurait fait de même. On ne verrait pas, par cette disposition, l'immense des dispositions concernant la réintégration, aurait alors disparu. *In fine*, la droite aurait pu adopter la totalité du texte puisqu'il était privé du seul point qu'elle contestait (la réintégration) et au Sénat la majorité de droite aurait pu à son tour l'adopter conforme définitivement : le texte aurait alors été délesté de toute référence à la réintégration des délégués syndicaux, mais aurait contenu, en revanche, les dispositions en faveur de l'immensité des « délits patronaux ».

[illegible]

● **PRÉCISION** — Nous avions écrit, dans un article consacré à M. Michel Sapin (*le Monde* du 7 juillet), que ce dernier « est probablement, à trente-six ans, le plus jeune président que la commission des lois ait connu ». Cette prudence adverbale était opportune, car M. Maurice Kriegel-Valrimont, député communiste de Meurthe-et-Moselle, l'un des chefs militaires de la Résistance, avait présidé, en 1946, la commission de la justice et de législation générale de la seconde Assemblée constituante et n'avait, alors, que trente-deux ans.

Apaillement, même étiqué de l'apaisement réitégué.

Pour les élus centristes, M. Jean-Jacques Hyst (UDC-Seine-et-Marne) devait expliquer que les valse-hésitations du gouvernement ne pouvaient qu'enraciner sa formation dans l'opposition. « Le gouvernement a le droit des aménagements pour apaiser les petits poissons centristes comme on l'a fait pour les petits ministres centristes. Mais on n'a pas appliqué grand-chose, car l'ouverture, ce n'est pas cela, et les ministres centristes ne l'ont pas voulu. »

M. Francis Delastre (UDF-val-d'Oise), a, quant à lui, insisté sur les divergences au sein du groupe PS, sur ce texte, mais également sur l'impitoyable sur les grandes fortunes.

« Décidément le gouvernement recroqueville pas devant les communistes. Un loi qui a été votée, une loi de pardon, que les Français attendent. Je comprends donc, l'embaras de l'opposition, qui s'apprête à tromper cette attente », répondra pour le groupe PS, M. Marchand.

La leçon de ces trois jours de l'opposition complet était tirée dans les conclusions par le député communiste député : « On ne peut pas courir successivement après une majorité de droite et une majorité de gauche. Quand, en plus, on tente de les réunir toutes les deux sur le même texte, c'est la catastrophe... »

PIERRE SERVENT.

(1) Le leader communiste avait été élu le 28 novembre 1959 à six ans de prison pour désertion en temps de guerre (M. Thoriz était réfugié en Union soviétique). En 1940, il était déchu de la nationalité française. Revenu en France le 27 novembre 1944, il fut condamné à mort par le tribunal militaire.

louse, le jeudi 7 juillet, le président du CNRP, M. François Périgot, s'est exprimé pour la première fois sur la réintégration des salariés protégés dans le cadre de la loi d'amnistie.

Celle-ci prévoit en effet la possibilité d'aller à l'encontre du but recherché par l'amnistie elle-même, qui est un but d'apaisement.

« Si l'on met directement en cause les décisions qui ont été prises par les dirigeants et les cadres d'entreprises à partir de fautes incontestables, on risque de mettre en cause leur autorité, on risque de remettre en cause la confiance que nous ont certains nombre de conflits qui sont certains », a souligné le dirigeant patronal. Toutefois, M. Périgot a reconnu qu'il revenait « aux responsables politiques de décider de ce qu'ils veulent faire » et s'est déclaré « obligé de garder un certain droit de regard sur ces questions de réintégration des salariés protégés ».

Quelques heures plus tard, le texte de loi ayant été définitivement adopté, le ton du CNPF changea profondément. « *Profondément attaché* » au dialogue social, le CNPF rappelait, dans un communiqué, que les acteurs de ce dialogue doivent « *conserver en toutes circonstances un comportement responsable et qui ne soit pas contraire à la loi* ». Or l'omission va obliger des entreprises à réintégrer des personnes protégées qui se sont livrées à des violences que rien ne saurait excuser », soulignait le CNPF.

« Leur retour éventuel dans les entreprises sera considéré comme

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :
45-55-91-82
poste 4138
4324

Kathleen Evvin

**François
Mitterrand**

Chronique
d'une victoire
annoncée

Fayard

69 F.
220 p.

Un récit remarquablement informé mais surtout indiscret, vif, drôle, incisif. Et souvent impertinent. Un régal.

Claude Weill - *Le Nouvel Observateur*

Kathleen Evin, qui connaît son Mitterrand depuis longtemps et qui a fait partie de son état-major de campagne, ne pratique pas l'adulation... Le portrait intimiste qu'elle en dessine est rare. Le portrait politique, bien que par nature plus fréquemment tracé, est souvent original.

Jean-Yves Lhormeau - *Le Monde*

FAYARD

[Faint handwritten notes at the bottom of the page]

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :
45-55-91-82
poste 4138
4324

1789

l'année sans pareille

UNE CHRONIQUE DE MICHEL WINOCK

Les quarante journées qui ont marqué la Révolution de 1789 et révélé à l'Europe une idée neuve : la liberté.

Les prémices de 1788 : ce qui aurait pu être alors une simple révolte.

L'inconscience du roi, les illusions de la cour, les hésitations de Necker.

Les premiers hauts faits des acteurs de la Révolution : de Mirabeau à Talleyrand, de Camille Desmoulins à Robespierre.

Les grandes dates de l'an 1789 : ce qui s'est vraiment passé le 14 juillet, dans la nuit du 4 août et pendant les journées d'octobre.

Les comptes rendus fidèles et les témoignages passionnés des héros et des sans-grade, tel cet Adrien Duquesnoy, modeste député du Tiers-Etat.

1789, l'année sans pareille, la première chronique du Bicentenaire, un retour passionnant au cœur de la Révolution.



Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 11 JUILLET (NUMÉRO DATÉ MARDI 12)

CHAQUE JOUR DANS LE MONDE

Pol

Le PR veut toujours coopérer avec le RPR

et M. Barre créer une convention

Paris. Les deux grands groupes de la droite, le RPR et le PR, ont décidé de continuer à coopérer. Le RPR, qui a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale, a annoncé qu'il ne se réunirait pas en conseil national, mais qu'il continuerait à travailler avec le PR. Le PR, quant à lui, a déclaré qu'il était prêt à créer une convention avec le RPR. Cette convention aurait pour but de coordonner les actions des deux groupes et de leur permettre de présenter une liste commune aux élections municipales de 1989. Le RPR a également annoncé qu'il allait se réunir en conseil national le 11 juillet. Cette réunion aura pour but de discuter de la stratégie du groupe et de décider si le RPR doit se présenter seul ou en coalition avec le PR. Le PR, quant à lui, a déclaré qu'il était prêt à créer une convention avec le RPR. Cette convention aurait pour but de coordonner les actions des deux groupes et de leur permettre de présenter une liste commune aux élections municipales de 1989.

JOURNAL D'UN AMAT

Le 14 juillet 1789, jour de la fête de la Fédération, j'étais à Paris. C'était un jour de grande liesse, de grande joie. On avait décidé de célébrer la fête de la Fédération à Paris, et on avait invité tous les Français à y participer. J'étais allé à la messe à 8 heures, et j'avais vu beaucoup de monde. Les gens étaient très heureux, et ils chantaient des chansons patriotiques. Après la messe, on est allé à la fête de la Fédération. C'était une grande fête, avec beaucoup de musique, de danse, et de jeux. J'ai passé une très bonne journée, et j'ai vu beaucoup de choses intéressantes.

Le 14 juillet 1789, jour de la fête de la Fédération, j'étais à Paris. C'était un jour de grande liesse, de grande joie. On avait décidé de célébrer la fête de la Fédération à Paris, et on avait invité tous les Français à y participer. J'étais allé à la messe à 8 heures, et j'avais vu beaucoup de monde. Les gens étaient très heureux, et ils chantaient des chansons patriotiques. Après la messe, on est allé à la fête de la Fédération. C'était une grande fête, avec beaucoup de musique, de danse, et de jeux. J'ai passé une très bonne journée, et j'ai vu beaucoup de choses intéressantes.

Politique

Les grandes manœuvres de l'opposition

Le PR veut toujours coopérer avec le RPR et M. Barre créer une convention libérale

Il y a plusieurs façons de dire non. M. Gérard Longuet, ancien ministre, l'a dit avec une certaine condescendance, jeudi 7 juillet : « Nous sommes majeurs et vaccinés ; nous avons les mains libres et nous les gardons ». Ce propos s'adressait à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, la veille, en sa qualité de président de l'UDF, avait remis à sa place le secrétaire général du Parti républicain, M. François Létard, lequel s'était permis d'engager l'UDF au cours d'un déjeuner avec le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé (le Monde du 8 juillet).

L'éditorialiste de la Lettre quotidienne du PR, qui se cache sous le pseudonyme de Constant, l'a dit, lui, en délaissant davantage la pensée de la « bande à Léo ». Sous le titre « Persiste et signe », il écrit notamment, dans son numéro du 7 juillet : « Quant aux relations que le PR entend entretenir avec le RPR, elles découlent tout naturellement des prérogatives d'un parti libre et autonome. Un secrétaire général a déjà eu avec un autre secrétaire général, où est le problème ? Ils souhaitent que l'union soit chaque jour davantage une réalité. Or est la difficulté ? Le bon sens et la volonté des électeurs - qui aiment l'union et la clarté - veulent qu'il y ait, dans ce domaine, autant d'initiatives que possible. Le PR veut développer des relations de confiance avec le RPR et il continuera, bien entendu, à le faire. Des contacts continueront d'avoir lieu et des initiatives seront prises. En cela nous nous situons dans la continuité de ce qui s'est fait depuis 1983 lorsque, grâce à notre action, il y a eu une plate-forme pour gouverner et, en mars 1986, un gouvernement pour la mettre en œuvre. Qui peut le

plus... peut toujours davantage. Lors du dernier conseil du PR, François Létard a reçu mandat pour agir en ce sens. L'Europe et l'emploi constituent deux thèmes majeurs de réflexion. Travailler sur ces thèmes n'est pas seulement viable, c'est indispensable. Que le PR veuille continuer à faire aboutir des idées neuves sur ces thèmes n'étonnera personne. On ne pouvait mieux implicitement accuser VGE d'archaïsme.

Enfin, il y a ceux qui disent non à VGE, jeudi, dans l'entourage du secrétaire général du PR, tout en demandant à leurs interlocuteurs de protéger leur anonymat.

Voilà qui promet au moment où les dirigeants de l'UDF, comme ceux du RPR, ne cessent de proclamer les vertus de l'opposition « utile ».

Pendant que M. Jacques Chirac exprimait le vœu d'une réunion commune RPR-UDF d'ici à la fin du mois de juillet - avec toutes les composantes de l'UDF -, M. Raymond Barre, poursuivant cahin-cahin son bonhomme de chemin, proposait aux responsables locaux des réseaux REEL la création d'une Convention libérale européenne et sociale destinée à constituer un « lieu de rassemblement » au-delà des clivages politiques.

Selon les proches de l'ancien premier ministre, il ne faut pas tout de suite confondre ce projet - avec la création de la force libérale européenne et sociale qui sera, elle, le fruit de la reconquête du paysage politique -. De décomposition en reconquête, ledit paysage n'en finit pas de connaître un été en proie aux turbulences.

A. R.

La réorganisation du RPR

M. Juppé va partir en tournée en province

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, partait, le jeudi 7 juillet, avant même l'élection du gouvernement de M. Léon Schwarzenberg, de « patinage généraliste », à propos du fonctionnement de l'équipe de M. Michel Rocard, en évoquant les « aller-retour » sur le projet de loi d'amnistie et les « déclarations imprudentes » du ministre délégué chargé de la santé. Il jouait le gouvernement « trop nombreux, pas dirigé » et dépeignait de « ligne politique claire ».

Au sujet des rapports entre le RPR et l'UDF, M. Juppé a indiqué qu'une rencontre des dirigeants des deux mouvements pourrait être prochainement décidée. Il a souligné que la perspective d'une telle réunion n'était pas « contradictoire » avec la poursuite de ses entretiens politiques avec les représentants des différentes formations de l'opposition. Après s'être entretenu, mercredi, avec le secrétaire général du Parti républicain, M. Juppé a ainsi reçu, jeudi après-midi, le secrétaire général du Centre national des indépendants paysans (CNI), M. Yvon Briant. Les deux hommes sont convenus, selon ce dernier, que « pour faire passer au plus vite la démocratie que le Parti socialiste essaye d'organiser dans son sillage, l'organisation d'une droite unie apparaît indispensable ».

Le secrétaire général du RPR doit également s'entretenir dans quelques jours avec le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie. Il a réaffirmé sa « conviction » que le rapprochement avec les autres formations de l'opposition devait d'abord s'opérer sur le plan des idées avant que l'on songe à un rapprochement des appareils. « Il faut », a-t-il dit, « qu'entre tous les partis de l'opposition qui sont liés par un même idéal et une même conviction nous ouvrons une réflexion, au travers de groupes de travail sur des questions de fond ».

M. Juppé a également indiqué que le Conseil général de la République, créé sous la houlette de Mme Michèle Barzach, comptera

vingt délégués nationaux et mettra en place des groupes de travail. Sa première réunion est fixée au 19 juillet.

Le secrétaire général du RPR va entreprendre une tournée en province pour prendre le pouls des militants à l'occasion de rencontres avec les comités départementaux. Cette série de visites commencera le mardi 12 juillet à Paris par une réunion des comités de l'Ile-de-France, suivie, le même jour, d'une réunion analogue à Amiens. M. Juppé se rendra ensuite, le 13 juillet, à Dijon et Nancy ; le 20 juillet à Lyon et Marseille ; le 21 juillet à Carrouges et Bordeaux ; le 26 juillet à Rennes et Clermont-Ferrand ; le 27 juillet à Orléans.

C'est à La Baule qu'aura lieu l'université d'été des jeunes du RPR, du 2 au 4 septembre. Dans l'immédiat, les membres du comité central sont invités à répondre, avant le 14 juillet, à un questionnaire dont les résultats serviront à préparer le dossier de consultation des fédérations du mouvement qui sera adressé aux secrétaires départementaux au début du mois de septembre, conformément aux décisions du comité central du 2 juillet. Ce document demande en particulier aux cadres du RPR de procéder à une introspection : « Comment jugez-vous les structures actuelles du mouvement ? Avez-vous des suggestions à faire pour les réformer ? ». « Êtes-vous satisfait de la manière dont fonctionne la communication à l'intérieur du Rassemblement ? ». « Quels ont été, à votre avis, les principaux défauts du projet présenté dans la « Décennie du renouveau » et plus largement des propositions faites au cours de la campagne présidentielle ? ». « Quelle part faut-il donner, selon vous, au bilan de l'action gouvernementale de 1986 à 1988 ? ». « Comment résumeriez-vous en une phrase l'originalité du message du RPR ? ». « Quelle est votre définition personnelle du gaullisme aujourd'hui ? », etc.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

LES idées retrouvent leurs droits, les convictions leurs privilèges ; au risque, pour ceux qui en ont et qui sont d'humanité, de paraître irresponsables ou plus exactement d'en subir l'accusation, jusque dans leur propre camp, ainsi qu'il est malheureusement d'usage. Il n'est ni étonnant ni mauvais que ce soit à l'occasion d'un débat sur la justice. Parce qu'elle est gardienne de la loi et qu'il lui revient de faire vivre ce paradoxe de l'Etat de droit : reconnaître à ceux qui violent la loi le bénéfice de la loi.

Qu'importe alors que ce débat idéologique ait eu de forts relents de querelle personnelle. La présence de M. Jean-Louis Dabry aux côtés de M. Toubon lorsqu'il interpellait M. Arpaillange réduisait l'ancien secrétaire général du RPR au rôle de porte-voix et d'ombre portée d'un ancien magistrat dont les attaches partisanes dans son corps d'origine sont notoires. C'est Pierre Arpaillange, le défenseur de l'indépendance du juge d'instruction avec Claude Grallier, le protecteur de la liberté de parole du parquet avec le procureur Georges Appay, qui était alors attaqué autant que la décision qu'il avait prise.

Elle devait l'être. Au plus peut-on discuter le moment où elle est intervenue puisque elle a donné à l'opposition, M. Pasqua en tête - répondant dans la seule journée de mercredi, le matin au Figaro, à midi aux questions d'Antenne 2 et le soir à celles de la 5, - l'occasion d'un concert qui visait une fois de plus à réveiller dans l'opinion des réflexes de peur et des réactions d'hostilité. Les premiers troubles qui sont nés d'une mesure nécessaire et qui vise à rétablir de grande délinquants dans leur condition d'homme, c'est la droite qui n'en est rendue auteur. Elle connaît ses recettes. Prétendant parler au nom de la paix publique, ses champions ont été prompts à souffler sur les brandons d'un feu toujours mal éteint. C'est une habileté connue qui n'honore pas ceux qui y recourent tant on y est assuré de toucher son poids d'acclamations.

FALLAIT-IL donc, au prix d'une autre habileté qui n'aurait trompé personne, attendre que la session parlementaire soit terminée pour mettre fin à l'isolement qui pesait sur les détenus se réclamant de motifs politiques ? La droite n'aurait pas même huri. Mais sans doute présume-t-on que l'été aurait amorti ces cris. La loi aurait-elle meilleure figure en catimini ? Allons ! Comme des détenus corsés s'approprient à engager une grève de la faim, si l'isolement avait été levé après le début de cette grève on n'aurait pas manqué de dire que la gauche « céda » aux terroristes. « Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage ».

Fallait-il donc maintenir un isolement carcéral qui était, pour nombre de ceux qui y sont assujettis, un détournement de la loi, une anomalie dans l'application de la loi ? Celle-ci dit que l'isolement peut être décidé pour trois mois et qu'il est renouvelable. Mais le seul fait de prévoir dans la loi (en fait un décret) que l'isolement ne peut excéder trois mois signifie que la possibilité de renouvellement de cette mesure ne doit pas

se traduire par un isolement perpétuel. Or, pour neuf de ces détenus, il durait depuis plus d'un an, et pour deux d'entre eux depuis deux ans. Cette durée n'était certes pas illégale, mais d'une légalité sournoise.

C'est à cela aussi qu'a voulu mettre un terme M. Arpaillange, dont il serait difficile de soupçonner qu'il ait quelque sympathie que ce soit pour ces gens-là. En bonne logique, sa décision devrait être étendue à tous ceux qui sont dans le cas d'être l'objet d'une application maladroite de la loi.

Si la droite souhaite, pour sa part, que soient créés autant de petits Spandau qu'il existe de terroristes afin qu'ils soient aussi coupés du monde que le fut Rudolf Hess, qu'elle le dise clairement. Si la droite entend que la prison comporte un quartier des oubliettes, rabâties à l'identique de ce qu'elles étaient dans les châteaux médiévaux, profondes, noires et glacées, n'accueillant des vivants que pour rendre des morts ; que des anneaux y soient scellés auxquels les détenus seraient rivaillés le reste de leur vie, rétablissant sans la nommer une peine que la loi a abolie des codes, qu'elle ait le cœur d'en faire la demande. Nul doute qu'il se trouve des voix pour lui donner raison. On les lui laisse bien volontiers.

Arpaillange

C'ET ouïr de l'été n'a pas de quoi étonner. Combien de fois ne l'a-t-on pas vérifié ! La justice, qui se veut impartiale et impavide, est, de tous les domaines où l'Etat assure sa mission, celui qui suscite les réactions les plus épidémiques et les plus passionnées.

A plus forte raison, en quoi ce débat n'est pas mauvais, lorsqu'il s'agit de déterminer quelle doit être la condition de l'homme détenu. Sur ce terrain, les Français ne sont pas plus avisés que les autres nations. Prononcez le mot « prison », alors les intelligences se mettent en congé, les sentiments d'humanité en vacances et les esprits réfréchis aux abornés absents.

A moins, bien sûr, que l'un de ceux-là ne soit amené à avoir, directement ou indirectement, par les nécessités de sa fonction ou par les accidents de la vie, une connaissance personnelle de l'univers pénitentiaire.

Dès le dix-huitième siècle, chargé par Louis XVI d'un rapport sur les prisons, Melesherbes dit au souverain qu'il défendra devant la Convention : « Si, les prisons du royaume ne sont pas dignes de Votre Majesté ». Déjà. Déjà on reconnaissait que la sanction prononcée, l'exécution de celle-ci ne devait pas prendre en compte ce qui l'avait causée.

A la libération de la France à l'issue de la deuxième guerre mondiale, ce sont d'anciens résistants, incarcérés pour leur courage, qui

s'unissent afin d'obtenir une réforme de la prison pour ceux qui y sont retenus pour des motifs dépourvus de noblesse, eux qui n'y étaient que pour cela.

Après eux, pas un, pas un ministre de la justice, aussi réactionnaire qu'on le connaisse, qui ne se soit déclaré épouvanté de l'état où il trouvait le plus commenté et le moins connu des domaines dont il devenait le maître. Tous se sont souciés, à la fois, des conditions matérielles de détention, qui restent largement déplorables, et de la situation personnelle des détenus. On fera même le crédit à « feu » M. Chalonon que ce fut l'un des motifs qui l'ont poussé à entreprendre son programme de construction carcérale.

La rigueur dudit M. Chalonon à l'égard des gens d'Action directe et de leurs compagnons de violence - Corses, Basques ou Guadeloupéens - ne l'a pas empêché de subir, à Besençon, à Châteauroux ou à Marseille, des révoltes dont la brutalité n'avait rien à envier à celles que M. Lacombe avait dû affronter en 1974 sur une plus grande échelle.

M. Arpaillange fait le pari inverse et rien n'indique qu'il doive le perdre. C'est un peu tôt pour présager cet échec, obéi à la droite, fléchi devant une opinion qui n'avait encore dit mot que de l'avoir si échevement désavoué.

VISIBLEMENT, ils sont quelques-uns au gouvernement à n'avoir pas bien perçu qu'il est un homme d'une courtoisie dont font montre trop rarement les dignitaires de la République, parce qu'il est d'une simplicité d'abord qu'il n'est pas parvenu à ceux qui le rencontrent et que ses nouvelles fonctions n'ont pas démentie, certains ont dû croire qu'il était du bois dont on fait les fûtes.

Parce qu'il s'est rendu odieux en tant que haut magistrat, et par des actions qui lui assuraient de laisser un nom sans qu'il entre au gouvernement, ils ont été plusieurs à ne vouloir lui consentir, avec le demi-sourire qui est alors de mise, que les qualités d'un « technicien ». On sait ce que cela veut dire dans la bouche d'un politicien. Ce n'est pas une injure, mais c'est déjà du dédain. D'autres enfin ont pu être agacés de son lien direct avec le président de la République et se dire que, tout compte fait, cela ne comptait pas vraiment.

Lorsque, dans l'affaire d'Ouvéa, M. Arpaillange a imposé que la justice soit saisie pour homicide volontaire, et non pas involontaire comme le souhaitait (euphémisme) M. Chevènement, la volonté du garde des sceaux l'avait à peine emporté que le « microcosme » de la nouvelle majorité réduisait son choix à la raideur d'un juriste et s'affairait à le faire savoir. Au vrai, la volonté de M. Arpaillange n'était pas moins « politique » que celle du ministre de la défense, mais elle seule méritait un P majuscule.

Aujourd'hui, M. Rocard s'affaire publiquement de la décision du ministre de la justice. Qui ne voit qu'elle aurait toujours été condamnée par la droite à quelque moment qu'elle aurait été prise ? Fallait-il donc ne la prendre jamais ?

P.D. JAMES



324 p.
95 F.

Un formidable écrivain.

Françoise Ducout, Elle

Aucun écrivain ne peut se vanter, aujourd'hui, de faire mouche à tous les coups avec une telle perfection.

André Clavel, l'Evénement du Jeudi

Rien d'étonnant à ce que Mrs. James se retrouve sur la liste des best-sellers chaque fois qu'elle publie un livre.

Christian Gonzalez, Madame Figaro.

Une véritable romancière, une « romancière de crimes ».

Jacques Roubaud, Le Monde.

FAYARD

Société

La plus grande catastrophe de l'histoire de l'exploitation pétrolière

166 morts et disparus après l'explosion de « Piper Alpha »

Les recherches ont repris, le vendredi 8 juillet, en mer du Nord, dans le secteur de la plate-forme pétrolière « Piper Alpha ». Il y avait peu d'espoir de retrouver des rescapés après l'explosion qui a fait cent soixante-six morts et disparus (seize corps ont été retrouvés). Le dernier bilan de la police écossaise, vendredi en fin de matinée, faisait état de 17 morts (dont deux sauveteurs), 149 disparus et 64 survivants.

Le prince de Galles et son épouse ainsi que le premier ministre M. Thatcher sont attendus ce 8 juillet à Aberdeen.

ABERDEEN
de notre envoyé spécial

L'incendie qui s'est produit dans la nuit du mercredi 6 au jeudi 7 juillet en mer du Nord, à 180 kilomètres au large d'Aberdeen, constitue la plus grande catastrophe de l'histoire de l'exploitation pétrolière.

Tous les récits des survivants concordent : l'explosion initiale sur la plate-forme pétrolière « Piper Alpha » a été énorme et aussitôt suivie d'un incendie d'une grande violence, qui s'est étendu en quelques minutes à l'ensemble des installations. « On n'a même pas eu le temps de mettre à l'eau un seul canot de sauvetage », explique l'un d'eux. « Il n'y avait qu'une seule solution : sauter dans la mer, mais une partie de celle-ci était déjà en feu », raconte un autre.

Les 64 rescapés ont le sentiment d'avoir eu beaucoup de chance. Il y avait 228 personnes sur la plate-forme, au moment de l'explosion et 166 ont péri. Les recherches ont été interrompues jeudi soir à la tombée de la nuit, 16 corps ayant alors été repêchés. Elles ont repris à l'aube du vendredi 8 juillet, mais il ne s'agissait plus désormais que de retrouver des cadavres.

Pour avoir la chance de survivre sur « Piper Alpha », il fallait appartenir à l'équipe de nuit. Ceux qui avaient pris leur service mercredi à 18 heures ont eu les quelques instants nécessaires pour comprendre ce qui se passait et se jeter à l'eau. L'un d'eux a même plongé d'une hauteur de 60 mètres. « Il s'en est tiré », commente sagement M. Graham Page, chirurgien en

Royal Infirmary Hospital d'Aberdeen, où ont été transportés les blessés.

Les employés de l'équipe du jour sont presque tous morts. Ils avaient terminé leur journée de travail à 13 heures. L'accident a eu lieu à 21 h 30. Ils étaient alors dans les quartiers d'habitation, déjà couchés pour la plupart. Le feu s'est enflammé apparemment en quelques secondes. En moins d'une heure, la quasi-totalité de la plate-forme était détruite, le métal avait fondu. Les trois quarts des structures émergées ont coulé au cours de la nuit.

Le docteur Page a surtout traité des brûlés. Deux d'entre eux sont dans un état grave, le premier atteint à 35 %, le second à 55 %. Des spécialistes étaient arrivés, dès jeudi matin, au Royal Infirmary Hospital. Il ne restait jeudi soir que 25 personnes hospitalisées, sur les 67 qui avaient été transportées par hélicoptère dans la nuit de mercredi à jeudi. Il y avait un Français parmi elles, dont l'identité n'a pas été révélée.

Une fuite de gaz

Selon M. Glenn Shurtz, président de la filiale britannique d'Occidental Petroleum, propriétaire de « Piper Alpha », une fuite de gaz dans le module C de la plate-forme est probablement à l'origine de la catastrophe. « Piper Alpha » était composée de quatre modules. Seul le module A, situé au-dessus du puits, émergeait encore de l'eau, les autres ont sombré.

Le module B comportait les installations destinées à séparer le pétrole du gaz. Le pétrole lui-même était envoyé par oléoduc sous-marin jusqu'au terminal de l'île de Flotta dans les Orcades, 200 kilomètres plus loin, au rythme de 167 000 barils par jour. Le gaz composé à 81 % de méthane, était comprimé dans le module C et prenait le chemin, par gazoduc sous-marin, de Saint-Fergus sur la terre ferme écossaise, au nord d'Aberdeen.

Le scénario aurait été le suivant : une fuite se produit dans le compresseur et provoque l'explosion du gaz. Cette masse de gaz enflammée est incontrôlable, les flammes atteignent 100 mètres de haut, des milliers de tonnes d'eau de mer déferlantes, dans les minutes qui suivent, par le navire de soutien logistique *Tharos* tournant à proximité n'y peuvent rien. Le *Tharos* doit s'éloigner en raison de la chaleur et des risques d'explosion supplémentaires. Les plus chanceux sur la plate-forme ont le temps de se jeter à la mer pour échapper au brasier.

L'explosion a cependant libéré de grandes quantités de pétrole qui brûlent à la surface de l'eau et inondent des centaines de kilomètres carrés de mer. C'est-à-dire, conduisant à la fermeture de six puits pour des raisons de sécurité, entraînant un manque à produire de 290 000 barils par jour en mer du Nord (plus de 10 % de la production locale), ce qui amènera à assainir, en partie, le marché mondial.

A Londres, le Brent, qualité de référence outre-Manche, a gagné un dollar à 15,65 dollars le baril. A New-York, le baril de West Texas Intermediate a gagné aussi jusqu'à un dollar pour retomber, dans la journée, et se fixer avec un gain de 47 cents à 15,83 dollars (pour une livraison en août). Cette hausse s'ajoute à celle due, en début de semaine, aux événements du Golfe.

L'Airbus d'Iran Air abattu par l'US Navy... et, au final, le baril aura gagné près d'un dollar depuis lundi. La tendance, qui était à une baisse marquée depuis l'échec de la conférence de l'OPEP en juin dernier, devrait, malgré les événements, reprendre le dessus après une période d'hésitations.

Le milliardaire ami du Kremlin

Il est difficile d'évoquer la moindre relation, commerciale ou autre, entre Soviétiques et Américains sans évoquer le nom d'Armand Hammer, directeur de l'Occidental Petroleum, la société exploitant la plate-forme Piper Alpha, ce magnat américain du pétrole qui, à quatre-vingt-neuf ans passés, continue à jouer les familiers, voire les éminences grises, du Kremlin. Fils d'immigrants juifs russes qui s'étaient fixés dans le Lower East Side à New-York, il a rapidement conçu sa propre théorie d'un certain « communisme des affaires ». Il est vrai que son père, un des fondateurs du parti communiste américain, l'a très tôt — dès le début des années 20 — poussé à faire du commerce avec les Soviétiques.

Son premier partenaire commercial d'alors n'est autre que Lénine...

Depuis, celui qui est devenu le patron d'un immense empire reçoit à chacun de ses voyages en URSS les « confidences », voire les « suggestions », du nouveau maître du Kremlin et

M. Gorbachev n'a pas fait exception. De près ou de loin, le milliardaire américain est associé à tous les dossiers délicats sur lesquels s'affrontent les Deux Grands. Médiateur discret dans la crise algérienne, il est aussi, bien qu'à son corps défendant, un intermédiaire très actif avec les « réformistes » : c'est lui qui, entre autres « médiateurs », a cherché à rapprocher Lénine et Khrushchev, lorsque la plus célèbre des refusés est enfin autorisée à quitter l'URSS en octobre 1987.

Après s'être détourné pendant près de dix ans d'Israël, pour lequel il a manifesté un intérêt croissant à la suite de la guerre des six jours, Armand Hammer a recommencé à déverser avec une régularité accrue la manne de ses pétrodollars sur l'État hébreu.

En mars dernier, le milliardaire américain a signé le plus gros contrat né du décret soviétique du 13 janvier 1987, favorisant la création de sociétés mixtes entre l'État soviétique et des entreprises occidentales.



L'incendie n'était pas encore totalement maîtrisé jeudi soir, mais les quantités de pétrole et de gaz qui s'échappaient encore étaient décrites comme « minimes ». Les trente-six puits situés sous « Piper Alpha » devraient pouvoir être obturés assez rapidement. L'idée d'une remise en service d'ici neuf mois a été avancée.

M. Brading n'a donné aucune estimation du coût matériel de la catastrophe. La construction de la plate-forme était revenue à 900 millions de dollars (environ 5,5 milliards de francs). Elle avait été mise en service en 1976 et était assurée par les Lloyd's. La BBC a chiffré à 300 millions de livres (3,3 milliards de francs) le manque à gagner annuel pour la balance des paiements britannique résultant de la perte de « Piper Alpha ». La plate-forme produisait 10 % du pétrole extrait de la mer du Nord. Elle est entièrement détruite.

M. Peter Morrison, ministre de l'Énergie, était aux côtés de M. Brading. Il a insisté sur le fait que le gouvernement allait mener sa propre enquête. Un peu auparavant, le chef de la police régionale d'Aberdeen, M. Alistair Lynn, avait donné quelques précisions sur les secours. Il a révélé que deux sauveteurs avaient péri lorsque leur bateau pneumatique avait explosé, probablement à cause de la proximité de pétrole en flammes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

SCIENCES

Pour rattraper les autres grands pays industrialisés

M. Curien souhaite une programmation du budget de la recherche sur plusieurs années

Fort de la toute nouvelle autonomie qui lui a été donnée dans le deuxième gouvernement Rocard, le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, a défini, jeudi 7 juillet, les grandes lignes de la future politique de recherche du ministère. Trois priorités ont été retenues : accroissement du budget de la recherche, mise en place d'une politique de l'emploi scientifique et établissement de liens plus étroits entre la recherche publique et le monde industriel. Ces derniers sont ceux qui ont bénéficié, début juin, des facilités budgétaires offertes par les 830 millions de francs du décret d'avance exceptionnelle (Le Monde du 10 juin).

Le retard pris au cours des deux dernières années — une diminution en francs courants de 6,6 % du budget civil de recherche et de développement — ne permettra pas à la France de consacrer, en 1990, 3 %

de son PIB à ses dépenses de recherche et de développement. Or la France connaît, d'après les statistiques de l'OCDE pour 1986, un retard sensible sur les autres grands pays industrialisés. La part du PIB affectée à ces activités s'élève à 2,26 %, contre 2,32 % pour la Grande-Bretagne, 2,67 % pour l'Allemagne fédérale, 2,71 % pour les États-Unis et 2,81 % pour le Japon.

L'Allemagne, elle, a pratiquement atteint, cette année, ce fameux niveau de 3 % auquel elle se tiendra dans les prochaines années. Pour combler progressivement ce retard, M. Curien prévoit de programmer à nouveau les activités de recherche, mais aussi que celle-ci soit obligatoirement liée à une loi de programmation comme cela fut le cas en 1982 et 1985. Un projet dans ce sens devrait faire l'objet de réflexions

« officielles et parlementaires » au début de 1989 (1). La tâche ne sera guère facile, dans la mesure où il faudra financer notamment les programmes spatiaux européens décidés en novembre 1987 à La Haye et gros consommateurs de crédits — le budget spatial français devrait doubler dans les quatre ou cinq ans qui viennent — sans porter atteinte au reste de la recherche. Recherche que le ministre veut faire évoluer « par tendance, et grand secteur », par une commission indépendante, du type du comité national d'évaluation que préside M. Laurent Schwartz, pour les universités.

Pour l'emploi scientifique, qui a connu un début de relance grâce au ballon d'oxygène du décret d'avance, M. Curien espère encore améliorer la situation. Il s'agit d'évaluer que les organismes de recherche soient soumis à ces coups d'accor-

dées qui leur sont préjudiciables et qui vont conduire dans les toutes prochaines années à la retraite. C'est pourquoi, comme cela se fait en Allemagne, il souhaiterait obtenir du ministère des Finances le recrutement à l'avance de jeunes chercheurs sur ces postes prochainement libérés. Là encore, les comparaisons avec les autres pays industrialisés ne sont pas à notre avantage : le nombre de chercheurs publics ou privés pour 10 000 travailleurs est, en France, de 43, contre 52 en Allemagne, 65 aux États-Unis et 79 au Japon, pays dont les performances à l'exportation sont certainement enviables.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) L'année 1989 ne peut être incluse dans ce projet dans la mesure où les arbitrages budgétaires se font actuellement.

Les Soviétiques renouent avec la planète Mars En route pour Phobos...

C'est jeudi 7 juillet, à 19 h 38 (heure française), qu'a débuté l'une des plus ambitieuses missions spatiales jamais entreprise. Une fusée soviétique Proton, mise à feu au centre spatial de Baïkonour, a mis en orbite une sonde spatiale destinée à explorer la planète Mars et son satellite Phobos. Une deuxième sonde Phobos doit être lancée, mardi 12 juillet.

L'Union soviétique a invité à Baïkonour de nombreuses personnalités des nations qui ont contribué à la réalisation des programmes d'exploration spatiale. Les sondes — la France étant celle qui a pris la part la plus importante. M. Paul Culié, ministre des PTT et de l'espace, a assisté au tir en compagnie de M. Jacques-Louis Lions, président du Centre national d'études spatiales (CNES), et de M. Reimar Lust, directeur de l'Agence spatiale européenne.

Cette opération marque le grand retour de l'Union soviétique dans l'exploration de la planète rouge. Des sondes soviétiques avaient photographié Mars dans les années 70, mais les scientifiques soviétiques s'étaient, depuis, intéressés surtout à la planète Vénus, sur laquelle ils ont fait atterrir plusieurs modules, malgré la haute

température (500°) et l'atmosphère corrosive de cette planète. La mission Phobos n'est d'ailleurs que le début d'un programme plus ambitieux. En 1994 les Soviétiques pensent expédier vers la planète un véhicule autonome d'exploration, Mikroskhop, et simultanément faire flotter dans son atmosphère un ballon, qui pourrait être de conception française. Vers le fin du siècle, l'étape suivante devrait porter sur la récupération d'échantillons du sol martien et leur retour vers la Terre, comme cela a déjà été fait pour la Lune. Beaucoup plus tard, et si l'homme est physiologiquement capable de faire un tel voyage, des communautés pourraient enfin s'établir pour un temps limité sur le moins inhabitable des scours de la Terre et l'explorer.

Il faudra environ deux cents jours aux deux sondes pour atteindre la planète Mars et se mettre en orbite autour d'elle, les 25 et 29 janvier 1989. Les sondes ne seront pas inactives pendant le voyage ; elles étudieront le Soleil, l'espace interplanétaire, les émissions cosmiques de rayons gamma. Elles se livreront ensuite à une sorte de gymnastique entre Mars

et Phobos. Leur orbite sera d'abord très excentrique — l'altitude variant entre 500 et 57 000 kilomètres, de manière à étudier en profondeur l'environnement martien. L'orbite sera ensuite circularisée à 6 300 kilomètres d'altitude, qui est celle de Phobos.

Ce petit satellite n'a que 27 kilomètres dans sa plus grande dimension. Il est difficilement observable depuis la Terre (l'éclairage est très faible). Les sondes américaines Viking ont photographié Phobos à environ 600 kilomètres de distance, montrant qu'il a grossièrement la forme d'une énorme pomme de terre. Mais son orbite reste trop mal connue pour qu'un rendez-vous soit possible. Aussi la mission des sondes sera-t-elle de photographier le satellite sur fond d'étoiles, ainsi que son ombre sur la planète, ce qui permettra de préciser son mouvement. Simultanément, les sondes étudieront la surface et l'atmosphère de Mars (Le Monde du 6 juillet).

C'est en principe le 7 avril, qu'une des sondes devrait, après plusieurs corrections de trajectoires, se trouver à seulement

80 kilomètres de Phobos. Une impulsion lui sera donnée qui l'amènera 30 kilomètres plus près. Un système d'altimétrie sera alors mis en route pour contrôler la descente de la sonde qui survolera Phobos à 50 mètres d'altitude, alors que certaines falaises sont bien plus hautes. Il lui faudra donc suivre une trajectoire bien calculée. Elle devra passer au-dessus d'une zone plate pour larguer deux modules, dont l'un s'ancrera dans le sol, tandis que l'autre sautillera de place en place. Pendant ce survol la surface sera bombardée par laser et par un faisceau d'ions, pour réaliser une analyse précise de la composition des roches du satellite.

La sonde retrouvera ensuite son orbite circulaire autour de Mars pour continuer l'étude de cette planète. La deuxième sonde fera un survol analogue de Phobos, qui ne sera précisément programmé qu'au vu des résultats du premier. La mission se poursuivra jusqu'en septembre 1989, date à laquelle la présence du Soleil entre la Terre et Mars interrompra les communications.

MAURICE ARVONNY.

Après la mise en Les commissaires de police récla

La mise en place de la loi relative à la police nationale, le 1er juillet, a entraîné la mise en place de commissaires de police réclama...

Deux affaires en une

C'est quoi à la justice de la justice... deux affaires en une...

La justice de la justice... deux affaires en une...

Pragueurs funambules

A l'époque, en effet, les Pragueurs funambules...

Les funambules de Prague... deux affaires en une...

Les funambules de Prague... deux affaires en une...

Les funambules de Prague... deux affaires en une...

Les funambules de Prague... deux affaires en une...

Les funambules de Prague... deux affaires en une...

Société

Après la mise en liberté de M. Yves Jobic

Les commissaires de police réclament la « collégialité » de l'instruction

En application de l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles, rendu le 7 juillet, le commissaire Yves Jobic a été remis en liberté, le même jour (nos dernières éditions du 8 juillet). Placé sous mandat de dépôt le 22 juin par M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction au tribunal de Nanterre, qui l'avait inculpé, le 28 novembre 1987, de proxénétisme aggravé et de corruption passive, M. Jobic avait immédiatement fait appel de la décision du magistrat instructeur. Après avoir séjourné à huis clos dans la matinée de jeudi, la chambre d'accusation a rapidement rendu, dans l'après-midi, une décision qui donne satisfaction au commissaire et à ses avocats. Toutefois, M. Jobic est soumis à un strict contrôle judiciaire, qui lui interdit de rencontrer toute personne en relation avec l'affaire et de se rendre rue de Budapest, à Paris (9^e), y compris dans l'exercice de ses fonctions de policier. Les témoignages à charge contre le commissaire émanent, pour la plupart, de prostituées exerçant dans cette rue de la capitale.

La décision de la chambre d'accusation n'est pas une surprise. Le parquet, par la voix de l'avocat général, M. André Gandol-

phie, avait requis la mise en liberté du policier. M. Gandolphie a estimé que l'incarcération du policier ne se justifiait pas puisqu'il n'y avait plus à craindre de pressions sur les témoins, les trois personnes — Ahmed Ben Arbia, Boumedienne Ouchent et Bernard Lemouton — ayant exercé ces menaces se trouvant désormais sous mandat de dépôt, inculpées de subornation de témoins. C'est la révélation de ces pressions sur certains des prostituées ayant accusé le commissaire ainsi que le refus de ce dernier d'assister à une confrontation organisée par le juge d'instruction qui avaient provoqué son incarcération.

« En tant que citoyen innocent et policier innocent, je ne souhaite à personne de vivre ce que j'ai vécu pendant ces quinze jours d'enfer », a déclaré M. Jobic à la sortie de la prison de Bois-d'Arcy (Yvelines). L'un de ses avocats, M. Jean-Claude Collard, a estimé pour sa part que « ce dossier est vide. Mais on ne fait pas de triomphe sur un dossier vide. Il faudra aussi se battre pour le problème de la collégialité des juges d'instruction ».

C'est ce thème qui devait être mis en avant par M. Daniel Duglery, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police. M. Duglery a annoncé son intention d'en appeler au président de la République et au garde des sceaux pour que « la collégialité des magistrats soit enfin mise en œuvre ». « Il a fallu quinze jours d'incarcération de Jobic, au milieu des insultes qu'il a subies, et la troisième condamnation par la chambre d'accusation des actes du juge, pour que la méprise du juge Hayat éclate au grand jour et que la sérénité de la justice retrouve ses droits », a ajouté M. Duglery, au cours d'une conférence de presse.

« Le juge est un homme seul et un homme seul peut se tromper », a estimé le responsable syndical des commissaires de police. Nous retrouvons, dans la version Jobic, toute la pathologie judiciaire qui a provoqué l'exécution d'un homme dans l'affaire Grégory Villemain. F. faudra-t-il un autre drame on la mise en pièce de notre système judiciaire pour que la loi du 30 décembre 1987 instaurant la collégialité soit enfin mise en œuvre ? »

Après la décision du premier ministre sur le sort des détenus politiques

Dans le calme, le retour à l'isolement

Contrairement aux craintes des personnes pénitentiaires, le retour dans la journée du 7 juillet des détenus politiques au quartier d'isolement dont ils avaient été exclus deux jours plus tôt s'est en général bien passé. Sur les trente-trois détenus concernés, neuf ont été remis à l'isolement, dix-sept autres ont été placés en cellule de manière à ne pouvoir communiquer entre complices présumés. Il s'agit — selon les termes du communiqué de Matignon (le Monde du 8 juillet) — des « détenus poursuivis pour des crimes de sang » qui ne devaient pas bénéficier de la levée de l'isolement préconisée par le ministre de la justice.

Pour les autres — on évalue à deux cents leur nombre — qui étaient placés seuls en cellule, mais qui sont détenus en « détention normale », le doublement, c'est-à-dire la détention à deux, a été maintenu.

Le seul incident notable a eu lieu vers 17 heures à la Santé, où il a fallu conduire Philippe Bidart (du mouvement séparatiste basque Iparrizar) sous la contrainte et sous escorte renforcée au quartier d'isolement. Son compagnon de cellule — de la même mouvance — Henri Perez, qui s'opposait à cette séparation, a été placé au quartier disciplinaire. Les détenus corses de l'INOC, qui ces jours derniers étaient les plus revendicatifs et avaient menacé — à moins d'être regroupés — de déclencher un mouvement de protestation et d'entraîner une grève de la faim, se sont, dit-on, « tenus tranquilles », à l'exception d'une petite agitation à Fresnes.

leur longue grève de la faim de février dernier. « N'avaient pas levé le petit doigt pour les soutenir ».

Après les grèves de la faim, les membres d'Action directe, une fois sortis de l'hôpital, avaient obtenu sous M. Chalandon non d'être regroupés, mais, au sein du quartier d'isolement, d'être placés dans des cellules voisines. L'ancien directeur de cabinet de M. Chalandon, M. Paul-André Sadon, nous a précisé qu'il avait à l'époque reçu les avocats d'Action directe, mais qu'il n'y avait jamais eu de « négociations ni de promesses », contrairement à ce qu'a affirmé l'un des avocats des chefs « historiques » d'Action directe, M. Bernard Rippert. Celui-ci avait en effet déclaré que « des propositions précises correspondant à peu près à ce qu'avait proposé M. Arpaillange avaient été faites à l'époque (...) ». Les conditions de détention n'ont pas changé depuis la fin de leur grève de la faim. « Satisfait » que le garde des sceaux « reconnaisse que ces mesures d'isolement sont de la torture », M. Rippert estime que le premier ministre « a choisi la torture pour les prisonniers politiques en France (...) ». M. Rippert se dit très certainement contraint de reprendre sa lutte.

Troublés par les consignes contradictoires qui leur ont été transmises à deux jours d'intervalle, directeurs et gardiens de prison se sentent soulagés : « Tout s'est bien passé, mais il ne faut pas présumer de l'avenir nous a déclaré un responsable pénitentiaire. De leur côté des détenus de droit commun ont déjà fait savoir qu'ils comprennent mal pourquoi ils étaient mieux traités que les « politiques », et dans certains établissements pénitentiaires — notamment Clairvaux — on note un regain de tension. Ag. L.

Le Syndicat de la magistrature exprime son « étonnement »

De nouvelles réactions ont été exprimées au cours de la journée du 7 juillet après la décision du premier ministre de maintenir à l'isolement les détenus « politiques » impliqués dans les affaires de crimes de sang. Ces réactions sont toutes négatives.

« Le Syndicat de la magistrature (SM), gauche » s'est « étonné du désaveu du garde des sceaux par un gouvernement qui a été à la tutelle du discours sécuritaire de la droite parlementaire ».

« La Fédération de l'éducation nationale (FEN) estime que « la démocratie ne saurait, sauf à trahir ses propres fondements, adopter, pour se protéger, des méthodes incompatibles avec les principes fondamentaux des droits de l'homme » et que « la décision du premier ministre ne règle rien ».

« Les Verts » estiment que les inculpés dans des affaires de terrorisme « doivent être détenus dans des conditions conformes aux conventions internationales dont la France est signataire ».

« L'Association des familles des prisonniers politiques » a déclaré, par le biais de son porte-parole, que « le garde des sceaux a lui-même prononcé le mot de « torture » en parlant d'isolement, mais il a suffi de quelques aboiements de chiens d'extrême droite pour que le premier ministre rassure cette extrême droite ».

Deux affaires en une

Il y a deux affaires Jobic. Distinctes ou complémentaires ? C'est tout le problème. La première se résume à l'opposition de deux mondes : parole de « flics » contre parole de prostituées. Major de sa promotion, juge efficace par ses supérieurs, bien noté par le parquet de Paris (sa carrière débute à M. Yves Jobic, chef des unités de recherche de la première division de police judiciaire (DPJ) de Paris, est accusé par une dizaine de prostituées de la rue de Budapest de leur avoir extorqué de l'argent contre sa bienveillance, sinon sa tolérance.

Aidé par les gardiens de la section de recherches de Versailles, le juge Hayat a certes accumulé des témoignages concordants. Mais comment exclure a priori l'hypothèse d'un règlement de comptes, d'une « vengeance du milieu » contre un policier réel, ainsi que le répètent les amis du policier ? D'autant plus que — inexpérience ou précipitation — le juge d'instruction, malgré des écoutes téléphoniques montrant les liens de proximité du commissaire avec certains de ses indicateurs, n'a pu faire constater le moindre flagrant délit. Bref, la bête bleue, les preuves matérielles fort défectueuses et les revenus apparents du commissaire Jobic sont hors de soupçons.

C'est donc à la justice de faire la lumière. Concomitamment, les témoignages justifient une inculpation, qui ne saurait signifier culpabilité. Il faut confronter, entendre, enquêter. Tel serait du moins le scénario imposé par le droit commun judiciaire. Or M. Jobic, soutenu par ses collègues du syndicat des commissaires, ne semble pas l'entendre ainsi. Et c'est la seconde « affaire » qui, logiquement, suscite, en retour, des questions sur la première. Depuis le début de sa mésaventure, le commissaire ne cesse de dénoncer le magistrat instructeur, de se rebeller — lui, un officier de police judiciaire — contre la marche de la justice. Comment ne pas comprendre que cette attitude suscite l'exaspération du juge Hayat ?

La veille de son incarcération, M. Jobic devait, par exemple, diffuser une lettre manuscrite, justifiant son refus de se rendre à une confrontation, à laquelle il dut finalement se soumettre, où l'on pouvait lire ceci : « M. Hayat ne se cache pas de faire de ce procès un procès politique, il a déclaré à plusieurs reprises que la police de notre pays était pourrie, il n'a jamais caché ses convictions politiques, mais, malheureusement, les a fait passer dans ce dossier. »

Ce commentaire restait anecdotique s'il ne s'était accompagné de pressions tangibles à l'encontre des accusateurs du commissaire. Voici ce qu'a déclaré au juge Hayat, le 21 juin, Bernard Lemouton, inculpé de subornation de témoins, dont le numéro de téléphone figure dans le carnet personnel du commissaire : « Je reconnais avoir écrit une lettre pour Samira Khori (fille Lahouie Nacel), qui ne sait ni lire ni écrire le français, qui était une lettre de rétractation de son témoignage dans l'affaire Jobic (...) Je n'ai pas été mandaté par qui que ce soit pour la rédaction de cette lettre ; je sais que plusieurs personnes me mettent en cause, comme ayant des liens avec Jobic, c'est faux. Quant à la page de mon carnet qui est attachée à la lettre J, c'est un pur hasard ». Le 20 juin, Boumedienne Ouchent, inculpé du même délit, déclare : « Il y a une dizaine ou une vingtaine de jours, Jobic a contacté « l'indien » et lui a remis le brouillon d'une lettre de rétractation à l'intention de Ouhria. Cette lettre était destinée au juge Hayat. Après avoir pris contact avec Jobic, « l'indien » s'est rendu dans la rue de Budapest et il a contacté deux prostituées. »

Or Ouchent est lui-même présenté par plusieurs témoins comme un « ami » du commissaire. Ainsi, le 9 juin, au cours d'une conversation téléphonique enregistrée par les gendarmes, le commissaire l'informe qu'une voiture est bien arrivée, qu'il peut aller la chercher au garage, que le mécanicien a bien travaillé et qu'il ne faut pas en parler. Le 20 juin, sur procès-verbal, Ouchent s'explique sur cette conversation avec M. Jobic : « Il ne s'agit pas d'une voiture mais il s'agit d'un langage courtois car il savait qu'il était sous écoute et il voulait me dire que, ce jour-là, il avait obtenu une partie la levée du contrôle judiciaire et qu'il ne fallait pas en parler tant que ce n'était pas définitif. »

Ces faits — car, cette fois, il ne s'agit plus seulement de témoignages sujets à caution — ne laissent pas de susciter des interrogations sur la véritable nature de l'affaire Jobic. Le commissaire et ses amis jurent de son innocence. Mais, dans ce cas, pourquoi ne pas faire confiance à la justice ? Pourquoi avoir recouru à de telles stratégies, au sein même du milieu dont proviennent les accusations, jugées, en raison de cette origine, peu crédibles ?

EDWY PLEDEL

La chute des « braqueurs funambules »

Deux ans, presque jour par jour, après l'attaque à main armée du 3 juillet 1986 ayant permis à ses auteurs, formés en commando quasi militaire, de dérober 88 millions de francs dans l'agence de la Banque de France de Saint-Nazaire (le Monde du 4 juillet 1988), les policiers de l'Office central de répression du banditisme semblaient avoir abouti dans leur enquête.

Quinze personnes ont été interpellées mercredi 6 et jeudi 7 juillet à Paris et dans la région parisienne. Parmi elles, cinq hommes considérés comme les auteurs probables de cette attaque à main armée hors du commun devaient être défilés en fin de semaine au parquet de Paris.

Bien que les enquêteurs se refusent dans l'immédiat à communiquer les identités des personnes interpellées, il semble, selon différentes sources, que plusieurs d'entre elles appartiennent ou aient appartenu aux milieux anarchistes français et étrangers. Ce qui confirmerait les thèses avancées en 1986 sur la participation de « politiques » à l'affaire.

A l'époque, en effet, les enquêteurs avaient envisagé dans un premier temps la participation de militants d'Action directe dans cette attaque à main armée, comme cela s'était produit quelques mois auparavant, le 4 mars 1986, lors d'un précédent hold-up contre la Banque de France de Niort.

Les auteurs de l'agression de Saint-Nazaire, s'auto-intitulant les « braqueurs funambules » avaient alors adressé aux journaux un rectificatif annonçant plutôt que terroristes en envoyant à plusieurs d'entre eux, dont le Monde, une liasse de cent billets de deux cents francs, percés chacun de quatre trous. La liasse était accompagnée d'un carton de la Banque de France à Saint-Nazaire ainsi que d'un tract où les « braqueurs funambules » affirmaient ne pas être membres d'Action directe et dénonçaient, sous forme de jeux de mots, « la politique sécuritaire de Pandore et Passagouti ».

L'humour ne paie pas. Les ministres de l'intérieur passent, l'OCRB reste.

RELIGIONS

Un « avertissement » du cardinal Lustiger

Les fidèles de Mgr Lefebvre seront excommuniés

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a adressé un « monition » (avertissement) à tous les fidèles catholiques de son diocèse, qui sera lu, le dimanche 10 juillet, dans toutes les églises de la capitale. Il écrit que « tout fidèle catholique qui ferait un acte explicite d'adhésion au groupe « l'Épiscopat » se sépare de l'Église catholique, entre dans le schisme et encourt l'excommunication ». Il appelle « chacun à peser devant Dieu ses responsabilités ». Il ajoute que « les prêtres, le clergé, qui participeraient liturgiquement à la messe célébrée le 15 août à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet » par Mgr Tisserand de Malleria, ordonné par Mgr Lefebvre et excommunié « seront par là même excommuniés ».

Le cardinal Lustiger rappelle que cette église a été occupée le 27 février 1977 par la violence et l'illégalité. « Seul en est le curé légitime celui que j'y ai nommé et qui en est l'affectataire légal. » (Par ce « monition », qui fera jurisprudence dans d'autres diocèses de France, le cardinal Lustiger fait usage de son droit d'« ordinaire » (diocésain) à déclarer officiellement — ou à ne pas déclarer — l'excommunication « latente » (c'est-à-dire automatique) de tout fidèle ou ministre du clergé qui se rend coupable d'un acte schismatique (canon 1364 du code de l'Église). Selon les spécialistes, l'acte explicite d'adhésion « au schisme » serait la participation régulière à la messe ou la fréquentation de sacrements dans des lieux tenus par des prêtres suspendus ou excommuniés.)

H. T.

Le Carnet du Monde

Décès

— Jean-Pierre QUILLÈS, HEC 70, cadre à IBM France.

nous a quittés, le mercredi 6 juillet 1988. Il avait trente-neuf ans.

De la part de : Anne, son épouse née Weyn, Jérôme et Nicolas, ses fils, Odette et René Quillès, Paul et Joseph-Marie Quillès, Marie-Angèle et Edouard Leprovost, François et Jacques Dupendant et leurs enfants, M^{me} Margareth Weyn-Tissot, Amanda et Henri Weyn, Lynda et Hugues Marzouf-Weyn, Christophe et Catherine Weyn, Sophie Weyn, Et des familles Quillès, Weyn, Tyrode, Serand.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 juillet, à 9 heures, en l'église Sainte-Thérèse, 16, boulevard des Cèdres, Neuilly-Malmaison (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Boulogne-sur-Seine, dans la sépulture de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons sont acceptés au profit du CCFD, de Frères des hommes et de l'UNICEF.

Anne Quillès, 6, avenue Auguste-Renoir, 92500 Neuilly-Malmaison. Odette et René Quillès, 3, avenue Saint-Joseph, 92600 Asnières.

— La famille Benyssoob, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée

M^{me} veuve Mohamed SALAH, née Benyssoob Yasmine,

le 16 juin 1988.

« Que Dieu lui accorde miséricorde », et respectent toutes les personnes qui lui ont témoigné leur affection.

7, rue Khemissa, Annaba (Algérie).

Anniversaires

— M^{me} Pierre Vient, son épouse, M^{me} Maud Sirven-Vient, M^{me} M^{me} Philippe Dubois, M^{me} M^{me} Hughes Sirven-Vient, ses enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Pierre VIENOT, ingénieur de l'aéronautique, artiste peintre,

surné le 6 juillet 1988, à Paris, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Un service religieux sera célébré ultérieurement au temple de l'Oratoire, sa paroisse, 16, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

73, rue Daguerre, 92100 Boulogne.

— Tasse - Tartas (Londres) - Paris.

M^{me} Henri GABARRA, Sa fille Brigitte, Et toute la parenté,

extrêmement touchées par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Henri GABARRA

et dans l'impossibilité de répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine, par leur présence, leur envoi de fleurs, leurs cartes de condoléances et d'affaires de messe, les prient de trouver ici l'expression de leur gratitude profonde et émue.

Des fleurs peuvent être offertes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Né le 3 août 1900 à Huel, descendant de l'empereur Gia Long, fondateur du Vietnam, le jeune prince accède au trône dès l'âge de sept ans. Suite à une révolte contre l'administration française en 1916, il est déporté à l'île de Réunion. Il jouera un rôle essentiel dans le ralliement de cette colonie à la France combattante. Il sera déchu de la couronne de la Restauration sous le coup de la loi de l'Assemblée nationale. Après le coup de force des japonais en Indochine, il intervient auprès du général de Gaulle, qui le reçoit le 14 décembre 1945. Lui présente son programme d'indépendance des trois pays — phnom pénché d'une vraie indépendance du Vietnam. L'empereur meurt dans un accident d'avion le 24 décembre 1945.

BERTEIL SOLDES

7, RUE DE SOLFERINO 75007 PARIS

3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS

24, RUE DU CHERCHE-MIDI 75006 PARIS

L'honneur de M. François Ferrus

M. Roger Fressoz, directeur de la publication du Canard enchaîné, a été condamné, le jeudi 7 juillet, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris à 6 000 francs d'amende pour avoir diffamé M. François Ferrus, un des responsables du service d'information du premier ministre (SPI) en commettant une erreur sur l'inculpation dont il faisait l'objet.

Dans le numéro spécial intitulé l'Argent secret des élections daté de mars et avril 1988, le Canard enchaîné avait indiqué que M. Ferrus avait été inculpé fin 1987 de « fraude fiscale ». Celui-ci engageait une poursuite en diffamation.

Le Canard rectifiait aussitôt en publiant sous le titre « Pan sur le bon une rectification précisant qu'il s'agissait non pas de fraude fiscale mais de fraude électorale. A l'audience du 23 juin, le conseil de M. Ferrus, M^{me} Pascal Dewinter, émit son vœu que la rectification était « aussi éditoriale » en ajoutant que son client n'avait été inculpé que d'infraction au code électoral, avant de demander 200 000 francs de dommages et intérêts.

Le tribunal, présidé par M^{me} Marie-Claude Duverrier, se borne à déclarer : « Il ne saurait être contesté qu'accuser à tort une personne de faire l'objet de poursuites pour une telle infraction constitue de l'imputation d'un fait précis (...) de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération », et lui attribue 20 000 francs de dommages et intérêts.

M. P.

● Départ du directeur de la centrale de Saint-Maur. — M. Jean-Charles Toulouse, directeur de la centrale de Saint-Maur (Indre), où des détenus l'avaient pris en otage lors de la mutinerie du 12 novembre 1987, quitte la direction de cet établissement pour prendre celle du centre pénitentiaire de Val-de-Reuil (Eure).

Sports

Les Jeux olympiques

Séoul attend de pied ferme

79, 69, 68... L'horloge olympique égrène les jours qui restent jusqu'à l'ouverture des Jeux, le 17 septembre. Personne ne peut échapper au compte à rebours dans cette Corée du Sud qui vit à l'heure olympique depuis des années.

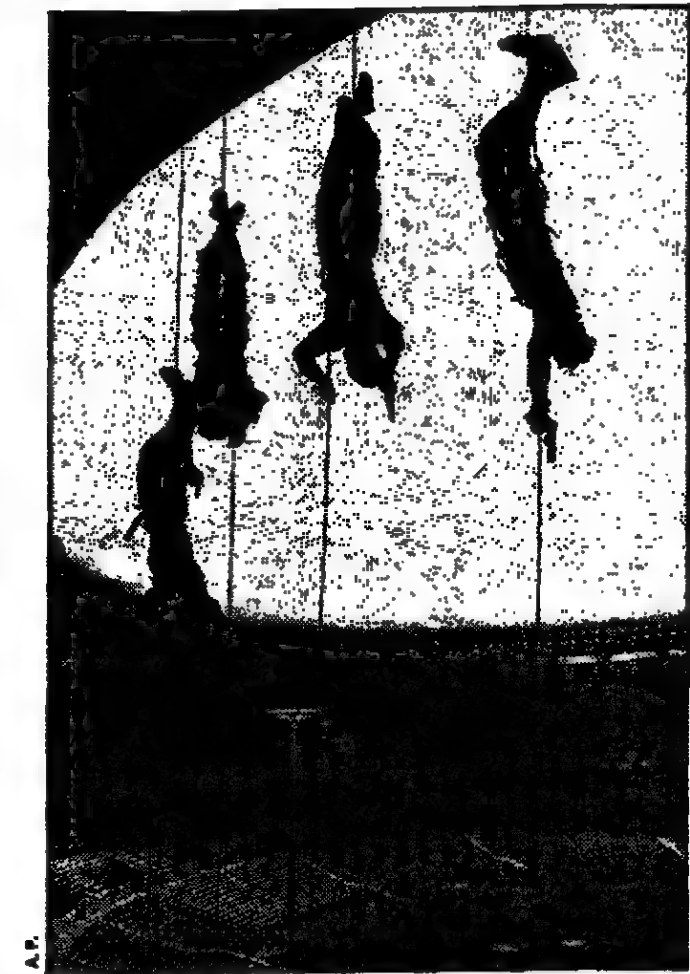
SÉOUL
de notre envoyé spécial

Sur le bâtiment de l'hôtel de ville, un écran géant, illuminé la nuit, donne aux passants le jour exact. Devant, sur la grand-place, une ronde des drapeaux de toutes les nations participantes entoure un bassin avec des jets d'eau. Répétée soigneusement par des jeunes scouts, la levée des drapeaux a eu lieu le jour J moins 100 en présence du président de la République.

Dans chaque bâtiment public, des pendules marquent les jours. Les calendriers qui pendent dans chaque bureau assurent le relais. Au SLOOC — organisme chargé de la préparation des JO — on a fait mieux : un calendrier a été taillé spécialement autour de l'année olympique : numéroté de 365 à 0, il court du 16 septembre 1987 au 17 septembre 1988. Devant chaque édifice officiel, ministères compris, le drapeau des Jeux flotte au côté des couleurs nationales.

Si des magasins démontent patentes vendent déjà tous les bibelots olympiques, l'art des faussaires coréens a pris le dessus, en particulier à Itaewon, près de la base militaire américaine, où l'on trouve toutes les contrefaçons possibles, des sacs Vuitton et Gucci aux chaussures de sport Reebok ou aux pulls Benetton. Les T-shirts olympiques sont imprimés à la chaîne dans l'attente des touristes. Pour attirer la clientèle, le grand magasin Lotte a offert 10 % de réduction pour le jour J moins 100.

Ainsi l'objectif des JO est-il martelé partout et tout le temps, avec une insistance digne des



Les commerçants sud-coréens ont commencé leur entraînement dans le stade olympique.

campagnes de la révolution culturelle chinoise. Dans le métro et dans les journaux, à la radio et à la télévision, on répète aux Sud-Coréens cet objectif, comme si l'avenir de leur pays en dépendait, comme si le monde allait s'arrêter le 17 septembre. Le prestige de l'Etat est à ce prix, les JO vont faire de la Corée du Sud un grand pays ; c'est certainement vrai puisque la propagande officielle ne cesse de le rappeler. Bien des

gens y croient, succombant à ces slogans répétitifs. D'autres, comme ce cadre supérieur formé aux Etats-Unis, ne cachent pas leur agacement : « Cela fait dix ans qu'ils nous bassinent avec ces JO. Comme si nous avions besoin d'eux pour nous faire connaître ! »

Chacun est chargé d'apporter sa contribution : plus de cent mille membres des forces de l'ordre mobilisées (le Monde du

5 mars), des dizaines de milliers de volontaires de toutes parts sollicités, de multiples sponsors privés de contribuer aux énormes frais engagés, des automobilistes qui se verront recommander fermement de laisser leur voiture au garage pour éviter que des embouteillages ne gâchent la fête, des athlètes appelés à fournir l'effort suprême. Tout juste si l'on n'a pas engagé les arbitres coréens à favoriser leurs compatriotes, comme ils le firent outrageusement il y a deux ans lors des Jeux asiatiques, dans une atmosphère de nationalisme exacerbé. Près de cinq millions de billets ont déjà été vendus.

Pendant ce temps, tous les corps de métiers s'activent. Les installations sportives, les logements des 36 000 participants attendus (14 000 athlètes, autant de journalistes, et 8 000 délégués) et le centre de presse sont fin prêts. La grande mosaïque et l'arche triomphale à l'entrée de la Cité olympique, qu'un responsable du SLOOC a comparé devant nous à l'« Arc de triomphe de Paris en plus grand », sont entourées d'échafaudages. Mais qu'on ne s'inquiète pas, tout sera prêt à temps. De même pour les nombreux tunnels dont on recouvre les parois de carreaux de céramique, pour les rues et les routes que l'on repave, pour les jardins et les bordures dont les fleurs font l'objet de tous les soins.

Tout cela, ces 1,7 milliard de dollars dépensés (dont la moitié d'origine privée), pour éblouir les quelque 230 000 visiteurs attendus, et surtout les trois milliards de télépectateurs qui découvriront la Séoul olympique pendant trois semaines. Mais du moins, quand la vie retrouvera son cours normal, les habitants de Séoul disposeront-ils d'une voie express « olympique » et d'installations sportives exceptionnelles. Quant aux appartements des athlètes, ils ont déjà tous été vendus.

PATRICE DE BEER.

CYCLISME : Tour de France

Kelly, le passager de la pluie

Un Néerlandais chasse l'autre. Succédant à Teun Van Vliet, Henk Lubberding s'est emparé du maillot jaune, le jeudi 7 juillet, à l'issue de la cinquième étape — Neuchâtel-en-Bray-Liévin — remportée par son compatriote Jelle Nijdam. Mieux, deux autres coureurs des Pays-Bas, Breukink et Winnen appartenant, comme Lubberding à l'équipe Panasonic, sont classés dans le même temps que le nouveau leader. A la veille d'une course contre la montre importante, cette étape de transition a été marquée par une échappée réussissant quelques-uns des grands favoris du Tour, en particulier Jean-François Bernard, Charly Mottet et Sean Kelly.

LIEVIN
de notre envoyé spécial

L'été pourri fait au moins un heureux dans le peloton : Kelly, qui aime pédaler sous la pluie. Depuis quelques jours, le champion irlandais retrouve ses velléités et se reprend à espérer d'une épreuve dont il ne conserve pas que de bons souvenirs, tant s'en faut. Ce coureur d'exception — le meilleur du monde d'après les classements de régularité — est allergique à la chaleur. « Si la course avait lieu au mois de novembre, si-tu dis, il franchirait la plus haute marche du podium ».

Eh bien ! Nous y sommes. Le ciel fait penser davantage à la Toussaint qu'à 14 juillet et à Paris-Roubaix plutôt qu'à la Grande Boucle. Et si Kelly a raté la victoire d'étape, il n'a pas manqué l'échappée de Liévin. La première échappée importante. Elle rassemblait Jean-François Bernard, Mottet, Breukink, trois des principaux favoris, Nijdam, le vainqueur du jour et Lubberding qui porte désormais le maillot jaune... plus Rooks, Winnen, Pelier, Verhoeven, l'Italien Ghirelli, le Canadien Bauer et le champion des Etats-Unis Ron Kiefel, l'un des routiers américains les mieux familiarisés avec la

compétition européenne. Une fameuse sélection.

Il faut souligner que cette offensive spectaculaire regroupait essentiellement des routiers. Lesquels ont ainsi marqué un point sur les grimpeurs. Certes, l'écart n'est pas considérable : 56 secondes. Cependant, l'effet psychologique de l'opération ne saurait être négligé car des personnages essentiels comme Bernard, Breukink, Mottet et... Kelly ont énergiquement affirmé leurs ambitions. Leurs mérites sont d'autant plus évidents que la cassure décisive se produisit en pleine bagarre. « J'ai rarement vu un peloton rouler aussi vite, remaquait l'ancien vainqueur du Tour Roger Fignon. Il fallait tirer beaucoup costaud pour en sortir ».

VITESSES
records

Malgré les routes mouillées et, par endroits, glissantes qui ont encore provoqué de nombreuses chutes, les records de vitesse ont été battus. Le jour précédent, la moyenne horaire de l'étape était élevée à 46 kilomètres/heure. Cette fois-ci, indiquent les chronométrateurs officiels, plus de 50 kilomètres ont été parcourus durant la première heure.

« Tout cela se paie très cher, prévient Bernard Hinault qui fait maintenant partie de l'organisation... et plus tôt qu'on ne l'imagine ».

JACQUES AUGENDRE.

LES CLASSEMENTS

Cinquième étape :
Neuchâtel-en-Bray-Liévin
(147,5 kilomètres)

1. Nijdam (P-B), en 3 h 14 min 14 s (moyenne 45,563 km/h) ; 2. Ghirelli (Ital.), à 8 s ; 3. Kelly (Ir.) ; 4. Verhoeven (P-B) ; 5. Lubberding (P-B).

Classement général. — 1. Lubberding (P-B), en 14 h 44 min 02 s ; 2. Breukink (P-B), à 0 s ; 3. Winnen (P-B), à 0 s ; 4. Bauer (Canada), à 10 s ; 5. Vandenberghe (Belg.), à 31 s.

Les frères ennemis

LIEVIN
de notre envoyé spécial

Il a été l'homme du jour. Un moment. Pendant cette fameuse traversée du pays Picard, Jérôme Simon a préparé son échappée. Puis, une fois le contrôle de ravitaillement effectué, il s'est envolé au kilomètre 86, laissant sur place un peloton qui roulait pourtant à bonne allure. L'homme classé parmi les équipiers de la formation au maillot bordé de « Z » a choisi la proximité des points « Catch » pour porter son attaque.

Habile calcul. Avec vingt secondes d'avance sur ses camarades, il gagne une première bonification de quatre secondes. Pour suivre son effort, il remporte le second contrôle en portant l'écart avec ses suivants à plus d'une minute. Simon le nœud, qui avait mené avant le départ que les quatre points « Catch » étaient situés dans un mouchoir, ne lève pas le tête. Il maintient son avance et empêche vingt-quatre secondes de bonus pour le classement général.

Une échappée solitaire de trente kilomètres. Intéressante pour le classement général, même si elle risque d'être lourde de conséquences pour les prochains jours. « Jérôme s'est fait très mal aujourd'hui », diagnostique Jean-François Bernard en connaisseur. Mais l'intéressé n'a cure de ce jugement. Lui, il a tenté l'aventure. Il l'aurait bien poursuivie jusqu'à la ligne d'arrivée si la route laniée à ses trousses ne l'avait pas rattrapé au 116^e kilomètre.

« L'action aurait pu être plus payante », reconnaît ce gervin de vingt-sept ans, il s'enfonce tout de suite dans le silence. C'est une façon d'inscrire une nouvelle fois le nom de Simon dans une épreuve cycliste.

Ces dans la famille de Troyes (Aube), le vélo, on connaît et on pratique. Le père, maçon, a laissé ses enfants suivre la voie tracée par l'aîné, Pascal. Vainqueur du Tour

de l'Avenir en 1981 et surtout héros malheureux du Tour 1983, l'enfant du pays de Marcel Bidault, directeur technique de l'équipe de France de 1952 à 1968, a servi de père à ses frères.

Réglé d'abord, Jérôme ensuite, ont choisi comme lui la voie du professionnalisme. Une décision mûrement réfléchie pour ce dernier qui, avec un CAP d'électricien, aurait pu continuer à exercer son métier comme il l'a fait jusqu'à sa vingt et unième année. Mais il a sauté le pas par envie de se battre plus que d'arrêter une fortune. François et Stéphane, vingt et un ans et devenu ans, n'ont pas encore pris le tour des épreuves. Ils se contentent de faire bonne figure dans des courses amateurs. Les deux autres enfants de la famille Simon, deux frères, elles, demeurent hémétiques aux sirènes de la course.

Mais leur cœur vibre toujours au moment du Tour, car les trois grands sont sur le scène du théâtre cycliste. Trois frères dans trois équipes différentes, beaucoup de raisons pour suivre attentivement les résultats des étapes. Pascal, le grimpeur reconnu de trente et un ans, a rejoint Cyrille Gaudin qui a fait appel à lui pour épauler Laurent Fignon dans l'équipe Système U. Régis, l'habituel des longues échappées, porte les couleurs de RMC. Et Jérôme, le plus jeune de la bande bien qu'il soit marié et père d'une petite fille, joue les assistants Zorro dans l'équipe de Ronan Penec.

« Nous nous voyons peu pendant le Tour, raconte Jérôme. C'est seulement au départ des courses que parfois on échange quelques impressions entre nous ». Le visage constellé de taches de rousseur s'éclaircit légèrement comme pour regretter cette réponse un peu trop brève. Chez les Simon, le Tour, c'est une affaire importante. C'est sans doute pourquoi chaque enfant joue sa chance de son côté, quitte à spéculer la réussite de l'autre, ou à l'enfer.

SERGE BOLLOCH.

TENNIS

Le « tie-break » en Coupe Davis

L'assemblée générale de la Fédération internationale de tennis (FIT), réunie le jeudi 7 juillet à Paris, a décidé d'introduire le « tie-break » en Coupe Davis à partir de 1989. Cette mesure destinée à limiter la durée des matches, sera appliquée dans tous les sets, sauf le cinquième. Le « tie-break » au cinquième set est seulement en vigueur aux championnats internationaux des Etats-Unis à Flushing Meadow.

A l'initiative de la Finlande, de la Norvège, de la Suède et du Danemark, l'assemblée générale a également voté à une large majorité une motion pour l'arrêt de tous les tournois internationaux en Afrique du Sud. Cette mesure qui viserait principalement le tournoi de Johannesburg est toutefois du ressort du comité exécutif de la FIT qui devait se réunir le vendredi 8 juillet.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Grand Prix de Nice (Nikaia). — Dimanche 10 juillet (A 2, à 17 h 35 puis à 22 h 40).

Automobilisme

Grand Prix de Grande-Bretagne de Formule 1. — Dimanche 10 juillet à Silverstone (TF 1, direct à 15 h 20).

Rallye de Nouvelle-Zélande. — Du samedi 9 au mardi 12 juillet.

Basket-ball

Tournoi pré-olympique. — Jusqu'au dimanche 10 juillet aux Pays-Bas.

Cyclisme

Tour de France. — Jusqu'au dimanche 24 juillet (A 2, arrivée en direct dans Sports été à partir de 14 h 30).

Football

Métra-Racing-Etats-Unis. — Match amical, samedi 9 juillet à 20 h 30 au Parc des princes (Canal +, le 10 à 14 heures).

Concours de pronostics

Une troisième chance pour le Loto sportif

La nouvelle formule du Loto sportif entre en vigueur avec la reprise du championnat de France de football de première et deuxième division, le samedi 16 juillet (validation des bulletins les 14, 15 et 16). On en connaît les principales modalités (le Monde des 15 et 16 avril) :

— TRIZE MATCHES AU LIEU DE SEIZE ;

— TROIS RANGS DE GAINS (au lieu de cinq) à 13, 12 et 11 bons résultats ;

— CRÉATION D'UN NUMÉRO-FACTOLE DE 0 à 9, que l'ordinateur inscrit sur le reçu de jeu et qui permettra à ses possesseurs de doubler leurs gains. Ce numéro-pactole, tiré au sort le lendemain des matches, annule et remplace les « 7 numéros de la chance » ;

— AUGMENTATION DE LA PART DES ENJEUX DISTRIBUÉS AUX PARIEURS (qui passe de 48 % à 50 %) et des gains attribués, qui passent de 18 % à 30 % pour chacun des trois rangs, les 10 % restant étant affectés au numéro-pactole ;

— PUBLICATION DES RAPPORTS (le dimanche soir) et paiement des gains (le lundi), avancés de 24 heures.

D'autre part, en cas de match (ou annulé (s)), il n'y aura plus de tirage au sort : seules les rencontres réellement jouées seront prises en compte, et les

gagnants seront payés à 12, 11, 10, etc. bons résultats. En revanche, si aucun pronostiqueur ne trouve les treize résultats justes, le Loto sportif ne paiera pas au-dessous de ces résultats : il ne le fera que s'il y a au moins un gagnant au troisième rang.

Dans cette nouvelle formule, le « poids » de la première division sera évidemment plus grand. Mais, compte tenu des matches avancés pour la télévision, il arrivera souvent que la grille ne proposera que neuf des dix matches de division I.

Cette grille comportera, outre les anciennes mises, une somme supplémentaire : 7 doubles à 640 F.

M. Jean-Pierre Teyssier, PDG de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLN/LN), qui présente, le jeudi 7 juillet, le nouveau Loto sportif a indiqué : « Nous avons tenu compte, à travers les nombreuses enquêtes-congrès que nous avons effectuées, de toutes les critiques des parieurs pour créer un jeu plus sportif, plus technique et plus gratifiant. »

Les enjeux du Loto sportif avaient chuté de 30 % en 1987. Grâce à cette formule, moins compliquée et plus équilibrée dans la répartition des gains, les dirigeants de la SLN/LN espèrent que ce nouveau départ — le troisième en quatre ans — sera enfin le bon. Mais ils n'attendent pas une remontée significative des paris avant la rentrée de septembre.

M. C.

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

LONGINES

chronométrateur officiel des Grand Prix d'Angleterre et de l'Euro-Terrain

Grand Prix d'Angleterre, Silverstone



Chronométrateur VHP (pour Very High Precision), la montre la plus précise du monde. Temps en 1/10^e de seconde à 30 mètres. Chronométrateur automatique de précision horaire. Indicateur de fin de vie de pile. Glace saphir.

Le Monde
doctes et documents



LE TOUR EN FRANCE

JUILLET-AOÛT 1988 - NUMÉRO SPÉCIAL, 24 PAGES

Le Monde
SANS VISA

Karachi l'économique, Moscou la religieuse, Lahore l'intellectuelle, Rangoon la culturelle, Islamabad la politique. Nouvelle édition dans les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.



Jean-Pierre
Huguez

KARACHI

vous des autres cités... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

A cette, on peut ajouter des... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

« Mes correspondants en Angleterre »

Le tour d'un monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

En 1988, le monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

Le tour d'un monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

En 1988, le monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

Le tour d'un monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

En 1988, le monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

Le tour d'un monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

En 1988, le monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

Le tour d'un monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

En 1988, le monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

Le tour d'un monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

En 1988, le monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

Le tour d'un monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

En 1988, le monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

Le tour d'un monde... Karachi, Lahore, Rangoon, Moscou, Islamabad... Les cinq « capitales » d'une culture en mouvement.

LA TABLE

Une grande dame au piano

UNE des grandes adresses gourmandes du Rhône est bien le *Beau Rivage* à Condrieu. Deux étoiles au *Bottin gourmand*, deux étoiles au *Michelin*, deux toques chez *Gault-Millau*. Depuis quarante-trois ans, les fourneaux de cette illustre maison sont en effet brillamment tenus par M^{me} Paule Castaing. En cuisine depuis l'âge de seize ans, cette dame d'ARC fête cette année ses soixante-dix ans.

Condrieu (quelque trois mille habitants) produit le vin blanc si original que l'on sait, issu du vignier doré. Qui plus est, voyageant mal, on préfère le boire sur place, sur ce terroir nommé « côte-chérie ». Condrieu, de suave et pénétrant bouquet (comme son proche voisin le châteauneuf), c'est là un blanc d'exception et l'on serait tenté de dire : à vin d'exception, cuisine d'exception !

Après cette saison touristique, la chère M^{me} Castaing fera retraite. Aux dernières nouvelles, elle aurait trouvé un bon successeur, un cuisinier. Pourtant — n'est-ce pas Paul Bocuse ? — on regrettera cette grande dame du « piano ».

Vous avez encore quelques mois pour vous régaler de son frot de grasse, de ses vraies quenelles de brochet (n'est-ce point André Mura,



auteur du *Lyon gourmand*, qui m'écrivait l'autre jour qu'il partait en guerre contre les semblables, qu'envisageant Lugdunum ?), le rognon de veau au cornet, la frittée de volaille au vinaigre et le fondant au chocolat. Avec aussi les trésors de la cave

teron, à Gordes), Laurence Cusane (le Cheval blanc, à Sept-Saiz, qui fut une élève de M^{me} Castaing), Annie Milhaud (des Pins du vert bois, à Orléans), Isabelle San-Juan (du Manoir, boulevard de Latour-Maubourg à Paris), Brigitte Huerta (le Vieux Clodoche, à Chennévières-sur-Marne).

Et vous me permettrez alors de vous mettre le condrieu à la bouche en vous donnant le menu de ce repas d'hommage :

Chaud-froid de volaille
demi-deuil
Gâteau de fole d'ote
au miel et jasmin
Mique royale aux rouspons
de veau et morilles
Fromages de France
Duo de ganache amère glacée
aux noix et deux sauces
Nougat glacé à la liqueur
d'orange, coulis de cassis
Soupe aux quatre fruits rouges.
Le tout naturellement arrosé,
grande dame oblige, de la cuvée
« Grande Dame » de la Veuve Clicquot.

LA REYNÈRE.

● *Hôtellerie Beau-Rivage*, 69420 Condrieu, Tél. : 74-59-52-24. Menus à 215, 300 et 330 F et carte. CB, AE, DC, EC.

SEMAINE GOURMANDE

Le Bistrot de l'Etoile

Patrick Lenôtre

Signe (et difficulté ?) des temps, de nombreux restaurants aux prix lourds courent une annexe de cuisine plus simple et d'additions plus légères.

Voici donc, juste en face son restaurant, l'annexe de Guy Savoy. Quelques tables serrées, un directeur de métier, une serveuse jeune et jolie et... une carte courte d'excellents plats simples et réconfortants : entrées de 38 F à 55 F (saucisson chaud en brichole), plats de 58 F (gras double lyonnaise parfait) à 85 F (pavé de bœuf écholote), des gratins (15 F), des desserts, un « pot du Bistrot » (40 cl de bordeaux à 49 F ou de vin). Quelques bonnets bottellés à prix doux. La bien jolie M^{me} Savoy vient quelquefois d'en face se soucier gentiment de votre bonheur. On se bouscule déjà et c'est justice.

● *Le Bistrot de l'Etoile*, 13, rue Troyon, 75017 Paris. Tél. : 42-67-25-95. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

Juste un mot pour « chanter » sa nouvelle carte, le saumon mariné aux orties blanches, la soupe de poissons aux herbes, le rôti de lapereau en cocotte avec sa frittée potagère, les morilles farcies, les affriolants desserts, j'en passe. Mais je ne veux point oublier la joue de bœuf à la bourgeoise, plat succulent, rustique et combien goûteux ! C'est le succès mérité d'un jeune enfin chez lui mais bien mal récompensé par une étoile au *Michelin* !

Menus : 220 F (midi), 350 F et 460 F, et carte. Un personnel d'une gentillesse efficace et un sommelier qui aime sa carte de bouteilles « découvertes », comme ce vin du pays catalan, le mas de chichet 1985, qui veut le voyage.

● *Patrick Lenôtre*, 28, rue Duret, 75018 Paris. Tél. : 45-00-17-67. Fermé samedi midi et dimanche. CB-AE-DC. Parking porte Maillot. Chiens acceptés.

L. R.

MIETTES

● *Le gâteau Opéra*. — On ne prête qu'aux riches disait ma grand-mère ! A force d'essayer les médias, M. Lenôtre (pas le cuisinier, l'autre !) se voit attribuer toute la pâtisserie depuis Ragueneau. C'est ainsi qu'il aime que l'on écrive qu'il est le créateur du gâteau Opéra. Mais rétablissons la vérité : cette pâtisserie fut créée en 1955 par M. Gavillon (Pâtisserie Dalloyau-Gavillon, rue du Faubourg-Saint-Honoré) qui en vendit aussi au 44, rue d'Autreuil, chez Montgérald. C'est en rachetant cette affaire en 1957 que Lenôtre trouva la recette de Gavillon et en fit à son tour une spécialité.

● *La soupe de chênave*. — C'est une recette du Tallevant (le père du cuisinier du « Vindicta » et non du restaurant d'aujourd'hui). Dans « l'Annuaire de la colombe », Maryvonne Miquel fait Jacques Coeur s'en régaler. En voici la recette : il y entre moule de bœuf, basilic, sauce à la moutarde, amandes pilées, eau de rose, gingembre. On ajoute à cette soupe des croûtons dorés et des œufs pochés au safran.

● *Lecteurs satisfaits*. — L'un d'eux me signale les pains « à l'ancienne » de La Grande Colombe

(5, avenue Saint-Eloi à Abbeville). Il ajoute qu'il serait intéressant d'avoir des informations sur l'usage et les conséquences pour la santé de l'acide ascorbique (en Vaseline ils appellent ça le « pétard » !). Question transmise à M. Delessart. Un autre lecteur a été satisfait d'un déjeuner au Bello Visto de Gassin (Var), qui ne figure sur aucun guide.

● *Il y viendront tous...* ou il y viendront, à diminuer le prix des plats en recherchant cette cuisine bourgeoise hier encore si dédaignée des apprentis sorciers de la Nouvelle Cuisine. Jouteux (aux Semelles, 7, rue Steylin, 18^e Tél. : 46-06-37-05), d'où il n'aurait jamais dû partir pour ses malheureuses expériences, Jouteux, donc, propose des entrées aux alentours de 40/50 F (pommes de terre et œuf dur en salade), des plats de 70 à 85 F (morue, maquereaux, pite ou langue de bœuf, pernod, boudin, navarin printanier), desserts (35/40 F). Bravo !

● *L'avenir des Relais et Châteaux*. — L'assemblée générale des Relais et Châteaux a réuni dix-huit administrateurs et choisi un nouveau président, M. Régis Bulet. Ce dernier a indiqué son objectif : la préparation

de l'acte unique européen de 1992 par le renforcement des normes de qualité.

● *Les engagements de Châteaux et Demeures de tradition*. — La chaîne Châteaux et Demeures de tradition a, elle aussi, tenu séance. La charte de cette célèbre association présidée par Michel Massia précise, entre autres, que ses membres s'interdisent d'utiliser produits congelés, surgelés ou sous vide sans l'indiquer sur les cartes. Par ailleurs ses hôteliers s'engagent à ne pas prioriser les clients de leurs amis ou familles, à les protéger des bruits intempestifs et à ignorer les centrales d'achats, contraignantes et, surtout, uniformisantes. Bravo !

● *Médaille d'or*. — Gisèle Crozier (La Croix Blanche, à Chauron-sur-Thoron), présidente de l'ARC et qui vient de prendre sa retraite, a reçu le diplôme et la médaille d'or du travail. Pierre Bardèche, vice-président de l'Académie nationale de cuisine, les lui a remis en soulignant la reconnaissance que doivent avoir les chefs envers les « maîtres cuisiniers », la cuisine étant : « l'émancipation même de la femme, sa propre entité ».

● *Caviar et caviar*. — Amphitryon, mensuel d'information et d'enseignement professionnel de la restauration, ouvre un « dossier caviar » à la gloire des œufs d'ascogot et du caviar de truite. Il est conseillé aux restaurateurs de ne pas répéter cela sur leur carte. Ils auraient légalement tort car l'appellation caviar est réservée aux seuls œufs d'esturgeon.

L. R.

D'OR ET DE LUMIÈRE : RELAIS & CHÂTEAUX EN ESPAGNE

D'ocre brûlant, ses terres gorgées de soleil s'épanouissent en vallées plantées d'arbres fruitiers et, de rocaïles en roudades, son accent dévale impétueux comme le torrent de ses montagnes qu'elle offre superbes à quelques rivages dorés de la Méditerranée. Bruissements d'élégance et confort souverain, l'Espagne vous accueille dans ses Relais & Châteaux avec la grâce d'un Grand d'Espagne.



Dans un ancien palais catalan, l'un des hôtels les plus somptueux de la Costa Brava où de raffinements esthétiques en délices culinaires, il n'est que de se laisser porter par la douceur et l'Art de Vivre. A Marbella de sable doré, luxueuse et discrète, les plaisirs de l'été se conjuguent au plus que parfait. Près de Grenade, au cœur de l'ardente Andalousie, une oasis de tranquillité recrée le même charme subtil qu'abritait autrefois l'Alhambra. Entre ciel et vagues, à Ibiza la toute blanche, le soleil éperdument. Plus merveilleux qu'un rêve, Relais & Châteaux en Espagne.

Le Guide international 1988 des Relais & Châteaux est en vente (20 F) au Centre d'information :

RELAIS & CHÂTEAUX

Hôtel de Crillon, 10, place de la Concorde, 75008 Paris
Téléphone : (1) 4742.00.20 - Téléc. : 220319 RCG

1. EL CASTELL 19-34 (973) 350704/350701
2. L'INCORRELLA 19-34 (95) 895051/895004
3. HOTEL SANTA MARTA 19-34 (972) 364904
4. BOSTAL DE LA GAYNA 19-34 (972) 321100
5. HOTEL EL MONTIBOLI 19-34 (965) 890250
6. HACIENDA "LA XAMENA" 19-34 (971) 533046/533175
7. HOTEL LA BORDALLA 19-34 (958) 321861
8. MARBELLA CLUB HOTEL 19-34 (952) 771300

GASTRONOMIE

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Valeur de la mer et de la gastronomie.
10 bis, place de Clichy
Paris 1^{er}
Réservation : 46.74.44.78

CHEZ HANSI
La grande brasserie absolue.
3, place du Val-de-Marne
Paris 13^e
Anglais bien accueillis
Rue de Rennes
Réservation : 45.45.55.42

Environ de Paris

LE COQ DE LA MAISON BLANCHE
37, boulevard Jean-Jaures
94300 SAINT-OUEN
40-11-01-23 et 40-11-67-68
SALONS DE 10 A 120 PERSONNES FERMÉ le dimanche

Province

Le Lagon Bleu
13 bis, rue de l'Hôpital
89200 AVALLON
Réservation au 86-34-30-86

les gourmets font la différence
GLACES-SORBETS
Dégustation - A emporter

RAIMO Glacier
59 bis Bd de Reuilly 75012 PARIS
Tél. 43 43 70 17
Mo. DAUMESNIL (Felix Eloué)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>ALESIA - PORTE D'ORLÉANS 45-39-74-91 A LA BONNE TABLE 42, r. Frém. PARKING. Spéc. POISSONS. Fermé en juillet.</p>	<p>PLACE CLICHY CHARLOT, rue des couillottes 12, place Clichy, 9, 42-74-49-64. Tous les délices de la mer réunis dans un cadre « Art Déco ». Tous les jours jusqu'à 1 heure.</p> <p>ROUVE - VILLIERS EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 43-67-28-87. PAELLA, ZARZUELA, BACALAO, GAMBAS, Frittata, morde. Passe à emporter. Fermé du 1^{er} au 31 août inclus.</p>	<p>WWWPS-ELVILLES RELAIS KILIMAN, 37, r. Foug. 1^{er}, 47-23-54-42. Juso, 22 h 30. Cadez délé. F. samedi, dimanche. Fermé en août.</p> <p>142, m. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE, 1^{er} étage. F. août. FLORE DANICA, et son jardin d'été. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.</p>	<p>Gobelins ENTOTTO 145, r. L.-M. Nordmann, 13^e Spécialités éthiopiennes.</p> <p>LES HABILES CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses cartes de N.V. F. max. et lundi. P.M.R. 175/200 F.</p> <p>SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1^{er} (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. j. 22 h 30. F. dim. Spéc. portugaises. PÉRENNITÉ. PRIX MARCO POLO CASANOVA 88.</p>	<p>ODEON LE PROCOPE, carrefour de l'Odéon, 13, rue de l'Académie-Condé, 6. 43-26-99-20. Fruits de mer. Cuisine de tradition. Accueil jusqu'à 2 h.</p> <p>RELAIS ROYAL LA CLÉ DU PÉRIGORD, 11, r. Cuvier-Pe- Champs, 40-30-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Pâtis. fine, env. 230 FC.</p>	<p>SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8, 45-22-23-62. Cuisinier 90 F. Couteil 90 F.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6^e), F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.</p>
--	--	---	---	---	--

MUSIQUES

Le IX^e Festival de jazz de Montréal

Pleins feux sur la Belle Province

Installé du 1^{er} au 10 juillet dans les théâtres, dans les hôtels, à la radio comme à la télévision, le Festival de Montréal voit grand. Pour sa neuvième édition, les sept cent mille spectateurs ont eu droit à une trentaine de manifestations quotidiennes. Le budget tourne autour de 20 millions de francs.

D'un festival, on doit s'attendre à tout. Le génie ne vient pas forcément à son heure. Sur le papier, par exemple, la rencontre de Dorothy Donegan et de Phil Woods — la pianiste dont Art Tatum fut le maître (elle est née en 1922) et l'artiste le plus brillant des descendants directs de Parker — est, au mieux, une curiosité. Ils ne se sont jamais rencontrés. Cela, on ne l'apprendra que plus tard. L'idée est une trouvaille d'agent qui tourne bien.

Dorothy Donegan entre en scène. Les salles, éclairage et acoustique, sont belles. Dorothy Donegan, allure de princesse russe, on de M^{me} Irma, c'est selon, paillottes, turban façon Simone de Beauvoir mais moiré, attaque le piano. C'est le mot. Tout y passe et le reste. On doit craindre le pire. Ornementation à la Tatum, technique époustouflante, envolée à la diable, retours sur l'axe en strident le plus pur, on boogie-woogie le plus intégral, une énergie brisante, mains de fer dans des gants de fer, et puis soudain, là, cette suave évocation d'Erroll Garner, un trait d'émotion affiné.

De nouveau les climats d'été, de vastes états de rire, Castafiore du marteau, tout un fatras de truc, un inventaire de mauvais goût qu'on n'utilise en général que par défaut. Dans son cas, c'est l'inverse : une sorte de luge. La salle est debout. La dame indigne, pas si vieille, jure debout. Elle frappe du coude les notes, mais les boumes. Elle n'utilise jamais ses pieds sur le clavier, on ne saura pas bien pourquoi.

Entre alors un Phil Woods sera : il est de dix ans son cadet et pratique un style notoirement plus moderne. Deuxième risque, deuxième chance. Il ne se démonte pas. Il consent aux combines sans perdre un pouce d'élégance. L'entente est alors immédiate. Comme d'autres s'abandonnent au rap à l'œil, Dorothy Donegan se

transforme illico en partenaire attentive, inventive, délicate. Étrange. C'est la première confrontation de hasard parfaitement justifiée depuis des siècles : l'esprit du jazz à l'état pur. Leurs triomphes sont d'autant

musical, jazz, etc. Cette danse de chat de Steve Swallow : il est presque le seul à donner à des carresses tant d'intensité musicale. Surtout à la guitare basse, fichtre instrument si souvent employé au pire. Leur duo

capable de « jammer » le dimanche, de faire le bouaf aux arènes de Séville avec la bande musicale et capable de s'acquiescer avec le dernier « tapochou » (percussionniste débutant tel qu'on en voit à la station Châtelet). Il peut vous sortir *Jeux interdits* comme *Naima* : à ravir. Le soir, avant de se coucher, on regarde sous le lit s'il n'y a pas Pat Metheny.

« Oh When the Saints... »

Ici, on vient et on court en foule pour Pat Metheny parce qu'il est jeune (et qu'il joue vraiment bien), pour Arnett Cobb, parce qu'il est vieux (et qu'il joue vraiment très bien), pour Dizzy Gillespie, qui fait rire plus qu'il ne souffre, mais Sam Rivers est là, magistral sur *Round Midnight*, pour Carmen McRae, parce que seule une femme sait à ce point échoquer les inflexions du jazz (et qu'un Clifford Jordan surpasse la double). On vient pour Courtney Pine parce qu'il est la nouvelle étoile du jazz britannique, et l'on oublie du coup qu'il joue parfois franchement faux. On vient pour J.J. Johnson, parce qu'il ne cesse, avec son trombone, de revenir, même s'il a laissé son phrasé et ses idées en coulisse.

On vient aussi pour John Carter ou Eddie Daniels, qui ont, chacun à sa manière, une façon si délicate, si forte, de traiter la clarinette. A vrai dire, certains étaient aussi venus pour entendre Phil Woods à la clarinette. Mais, à un autre membre du jury, le romancier Alain Gerber, très amoureux du Québec, Phil Woods dira : « C'est un instrument impossible. La clarinette a sûrement été inventée par sept types qui ne se sont jamais rencontrés... » Il le tenait d'un clarinettiste qui l'avait appris d'un autre.

Johnny Clegg est la vedette d'un concert gratuit — beaucoup le sont — qui rassemble soixante mille personnes. Première en Amérique du Nord, la rue Saint-Catherine est comble. La rue Saint-Denis, en folie, bloquée nuit et jour.

An jour d'ouverture, Miles Davis, jouant à réinventer ses propres traits de génie. Comme tous les ans. Il change de vêture à chaque morceau. S'entoure de types de plus en plus jeunes. Est déjà parti pour l'Europe comme les autres bientôt, et laisserait la terre de la Belle Province brûlée si elle ne l'était pas déjà par la sécheresse.

Les derniers acrobates, les derniers jongleurs, perdus parmi les derniers musiciens, rangent leurs outils. Johnny Clegg, définitivement en guerre contre l'apartheid, se déclare « homme de culture » : « C'est par ce biais que j'accède au politique. Notre travail, c'est d'exposer des idées dangereuses. » Il a raison, ce garçon. Il se trouve même des sculpteurs pour vendre à 5 dollars des entrées pour des concerts gratuits. Signe juré de réussite, non ?

FRANÇOIS MARMADE.

★ Festival de Pori (Finlande), du 9 au 17 juillet : Nino, du 9 au 19 (tél. : 93-21-22-01) ; Vitorio-Gasteiz (pays Basque espagnol), du 12 au 16 (tél. : 19/24/45-23-24-34) ; Marignac, du 12 au 14 (tél. : 42-80-51-90) ; Montpellier, du 15 au 26 (tél. : 67-79-45-51).

A La Rochelle

Michel Rivard en solo

La première aventure de Michel Rivard a été celle du groupe québécois Beau Dommage pour lequel dans les années 70 il a écrit, composé, chanté et joué de la guitare. Une de ses chansons, *Le Comptable du phoque en Alaska*, l'a même suivi pendant quinze ans.

Aujourd'hui, Michel Rivard est seul. Il fait partie de cette génération québécoise qui a plus besoin d'utiliser la chanson comme une carte d'identité. Michel Rivard a dû changer de cap. Son retour à la scène a coïncidé avec l'arrivée d'une autre vague moins « revendicatrice » : « Sans oublier ses racines, dit Michel Rivard, mais en les offrant d'une manière différente, sans les grands espaces, les chemises à carreaux et le jowl. » L'année dernière, le chanteur a retrouvé en solo au Québec la notoriété de Beau Dommage avec un album (*Un trou dans les nuages*). En compagnie du groupe avec lequel il tourne depuis septembre, Michel Rivard revient en France. Après un concert unique au Bataclan, il est à La Rochelle pour le festival des Francofolies.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Samedi 9 et dimanche 10 juillet.

THÉÂTRE

Au Festival européen : « Siegfried », de Jean Giraudoux

Il y avait des guerres

La Commission européenne a une section culturelle qui a organisé un festival au Luxembourg. On y a joué *Siegfried* de Giraudoux.

C'est l'hiver 1922. La ville de Gotha, près d'Erfurt, est couverte de neige. Un philologue français, Hippolyte Robineau, est venu retrouver son ami le baron Otto von Zeltens. Ils se sont pas vus depuis 1910. Et les voici l'un devant l'autre, d'après la Commission européenne, que *Siegfried* a été joué, au Luxembourg, dans la ville ancienne de Wiltz, qui est toute proche à la fois de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, et presque aussi voisine des Pays-Bas. Wiltz est une très belle petite ville, comme une clairière en pente dans la forêt. Les architectures, la lumière, les ciels d'orage, convenaient on ne peut mieux à la pièce de Giraudoux.

« Zeltens, toi qui aimais le printemps, la musique, la joie, la paix, depuis douze ans qu'as-tu fait ? — La guerre. Et toi, mon ami le plus cher, depuis douze ans qu'as-tu fait ? — La guerre, contre toi. — Heureusement nous sommes maladroits, Robineau, nous nous sommes manqués. »

C'est le premier acte de la pièce de Jean Giraudoux, *Siegfried*. Giraudoux, en 1905 (il avait vingt-trois ans), était allé en Allemagne. Il s'était pris, pour elle, de passion, avant même de l'avoir vue. Les poètes de l'Allemagne, ses philosophes, ses musiciens, l'avaient subjugué. « L'Allemagne est une grande plaine créée pour les invasions, et où le Français d'ailleurs, depuis quarante ans, n'a pu explorer que la cohorte semestrielle de huit bourgeois d'aggrégation, j'avais été l'un d'eux », écrivait Giraudoux dans son roman *Siegfried et le Limousin*.

Quand Jean Giraudoux revint d'Allemagne, il s'était fait la-bas des amis pour toujours. Puis ce fut soit 14. La guerre. Blessures, citations : les plus beaux textes de Giraudoux sont peut-être ceux de la guerre de 1914-1918, comme *Nuit à Châteaurox* et *Repos au lac Asquam*. Les plus beaux, parce que l'intelligence si aigüe et le cœur si grand de Giraudoux, et sa grâce si mozar-tienne, sont bien là, mais cette fois sans qu'il appuie sur la pédale des plâtres, des élégances.

Puis ce fut la paix. Quatre ans après l'armistice, Giraudoux publia ce roman, *Siegfried et le Limousin*, qui commençait par ces mots : « C'était en janvier 1922... les diplomates s'épuisaient encore à placer une clef de voûte pour l'Europe. »

Dans le roman, ce n'est pas à Gotha, comme dans la pièce, que le Français et son ami Zeltens se retrouvent, c'est à la terrasse d'un café, boulevard du Montparnasse. Le narrateur, qui ressemble comme deux gouttes d'eau à Giraudoux, attend, se rappelle son ami : « Zeltens avait des cheveux blonds en boucles, il sacrifiait chaque minute de sa vie à des chimères, il descendait habillé dans les bassins pour passer la main sur le jet d'eau ou remettre sous la bonne aile le bec du cygne endormi : il était l'Allemagne. » Et comme Giraudoux, écrivain ce roman, ne cesse pas une seconde de jouer, de rappliquer, il nous dit aussi que Zeltens s'était « brouillé avec son père, en constatant, le jour où il voulait le voler, que ce père n'avait pas pris le nom de son fils pour mot de code du coffre-fort ».

Giraudoux voit enfin Zeltens descendre d'un tramway, s'approcher : « Il s'assit en me haussant comme un cheval qui rejoint au brancard son collègue cheval, reformant

après tant d'années le vieil atelage avec lequel nous avions tiré bien des fardeaux. »

En 1928, cédant aux prières de plusieurs amis, et presque à contraindre, Giraudoux écrivit une pièce, *Siegfried*, d'après son roman. Mise en scène par Louis Jouvet, créée le 3 mai 1928, ce fut un triomphe. Soixante ans plus tard, cette semaine de juillet 1988, la « clef de voûte pour l'Europe » a pris des contours plus précis, et c'est pendant le Festival européen du théâtre, créé par la section culturelle de la Commission européenne, que *Siegfried* a été joué, au Luxembourg, dans la ville ancienne de Wiltz, qui est toute proche à la fois de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, et presque aussi voisine des Pays-Bas. Wiltz est une très belle petite ville, comme une clairière en pente dans la forêt. Les architectures, la lumière, les ciels d'orage, convenaient on ne peut mieux à la pièce de Giraudoux.

Une poésie faite d'inquiétude

Jean Davy jouait Zeltens. Il est étonnant, Jean Davy, il n'a certes pas vingt ans, il est très grand et très droit, il a une présence forte. Georges Tossaint jouait l'ami français de Zeltens, avec une poésie faite d'inquiétude légère, d'affection sûre. Yvan Varon, dans une solitude ténébreuse, jouait Siegfried, ce soldat français amnésique devenu allemand. Alsin Mac Moy et Yves Bravin étaient deux généraux allemands. Geneviève Brunet jouait Geneviève, qu'aimait Siegfried avant la guerre, lorsqu'il s'appelait Forstler. La mise en scène était d'Olivier Mallet.

Il était plus de minuit. *Siegfried* avait commencé, en beauté, devant l'architecture à la fois guerrière et féérique du château de Wiltz, mais sur toute l'Europe il tombait des cordes, et à la fin du premier acte, comédiens et spectateurs avaient opéré une manœuvre de retrait dans la grande salle de l'école primaire où aurait lieu, dans quelques jours, la distribution des prix. La pièce continuait, après tout aussi belle, dans des rideaux rouges comme du sang, rouges comme des groseilles. A la fin de la pièce, Siegfried meurt, abattu par des officiers allemands qui ne veulent pas le laisser repartir.

Mais la fin du roman était plus paisible, plus « européenne » : Jean le narrateur, Jean Giraudoux sous cape, est assis avec Siegfried, ou plutôt, puisque celui-ci redevient Français, avec Forstler, « dans le wagon qui les mène en Limousin ». Forstler s'est endormi. « Je vais le frapper à l'épaule, termine Giraudoux, de ma main gantée comme celle d'un contrôleur, et, pendant qu'il cherche ses billes, je lui tendrai, billet pour trente ans, sa photographie d'enfant avec le nom imprimé du photographe, et, quoique à l'encre simplement, son nom. »

Document pour document, Jean Giraudoux ne savait pas que, ce soir, trois comédiens déjà sur dix, et l'un des machinistes, et le chauffeur du camion qui transportait le décor, et l'hôtelier de Kautenbach chez qui la troupe allait dormir, auraient, pour servir son *Siegfried*, le passeport européen.

MICHEL COURNOT.

PHOTOGRAPHIES : les Rencontres d'Arles

Le sculpteur aveugle



Cette photographie fait partie des reportages réalisés à la commande par Pierre Gassmann pour la presse des années 50. Elle représente un sculpteur aveugle et manchot posant devant une de ses œuvres. On peut l'interpréter comme une allégorie du métier de « tireur », qui consiste à savoir lire et voir avec les mains mais aussi et sûrement avant tout dans sa tête.

P. R.

★ Rue du Regard, Pierre Gassmann, film de Patrick Roegiers, réalisé par Roger Pic, est projeté au Théâtre antique le vendredi 8.

CINÉMA

« Double détente », de Walter Hill

De la poudre et des balles

Dans un établissement de bains soviétique, à la fois gymnase et hammam, des femmes plantureuses côtoient de rudes gars qui abient en soulevant de la fonte ou se jettent des regards épouvantables. Une bagarre éclate, dont sort vainqueur — et par la fenêtre — le musculeux Arnold Schwarzenegger, ex-Conan le Barbare, ici capitaine Danko de la milice soviétique.

Danko a une mission, combattre les ravages galopants de la cocaïne qui, selon l'hypothèse retenue par Walter Hill, le chorégraphe de cette vaste castagne, menace de poudrer jusqu'à l'infime Sibérie. Danko, râblé, fait une entrée fracassante dans un bar extrêmement pittoresque et marginal (piano, pocharde, cheveux longs, d'une évocation slave) où se rassemblent d'innombrables Georgiens et, arrachant négligemment une fausse jambe à un client, y découvre la planque de 1 kilo de dope néigeuse. Dans l'incident, son collègue est tué par le trafiquant Viktor, qui s'enfuit en Amérique, au

pays du Grand Satan, pourvoyeur de la terrible cocaïne.

On devine aisément la suite : Danko est expédié sur le champ à Chicago et fait équipe avec un fils américain (Jim Belushi) très jovial, coureur de jupons, latin, macho, sanguin, à l'opposé de l'iceberg Schwarzenegger. Dans la tradition du tandem Don Camillo-Peypone de caractères inconciliables et comiques, les deux font merveille.

L'humour du grand Arnold

Belushi est rouspèteux, soupçonneux et bon zigue. Le bel Arnold, le visage hermétique, le regard las, son long museau de danois surmonté d'une coiffure en brosse jaune, d'un toupet gominé à la Desireless, est très sympathique. Il reste impertinable aux charmes de la décadence nord-américaine (une image porno à la télé : « capitalisme... »), et quand il donne un coup de poing

ce n'est plus de la boxe, c'est une autopsie. Les dialogues, brefs mais intenses, qu'il a avec les Noirs de la secte des Têtes d'œuf, amis de son ennemi Viktor, traduisent finement l'analyse que fait Hill de l'âme russe et des perspectives de la « pere-troïka ». Tête d'œuf en chef : « Je compte vendre de la came à tous les culs blancs de la Terre. Et à leurs saurs. Chez vous l'avant-gout de liberté aura un arrière-gout de came... » Danko : « Si toi pas donner Viktor à moi, toi te réveiller un jour avec testicules à tremper dans verre à dents sur table de nuit. »

Les bagarres sont en conséquence. Chaque coup de pied est tiré au mortier, les poursuites automobiles se font en autocar tout train, bref une heure quarante-cinq de dentelle pas très fûtée mais bien divertissante où triomphe, sinon la vraisemblance et la vérité, l'humour du grand Arnold.

MICHEL BRAUDEAU.

Des musées et des timbres

reux, Celles-sur-Cher, Nantais, Salou-
le-Provence, à partir de dimanche (du
10 au 12 juillet), Loches (10 au 13 jui-
let), Sully-sur-Loire (dimanche seule-
ment) et Saint-Amant-Soubert (diman-
che seulement).

mission de synthèse et de prospective en radiocommunications.

commission de synthèse et de prospective en radiocommunications.

RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Economie

SOMMAIRE

■ Après la prise de contrôle de la Société générale de Belgique, le groupe financier français Suez va devoir réorganiser l'ensemble. Un pari difficile mais possible (lire ci-dessous).

■ En dépit de mesures d'assouplissement, les producteurs de lait français devront

payer 668,7 millions de francs de pénalités, pour avoir dépassé leur quota de 321 000 tonnes (lire page 24).

■ Les ministres des affaires sociales des pays de l'OCDE ont estimé qu'il fallait, pour préserver les systèmes de protection sociale, les faire évoluer dès maintenant en les

intégrant aux politiques d'emploi (lire page 25).

■ Une étude de l'OFCE montre que la facilité avec laquelle les effets du krach boursier ont été effacés s'explique en partie par une politique monétaire généreuse menée par les banques centrales (lire ci-contre).

Les fonds propres des groupes nationalisés

Rhône-Poulenc lance un emprunt « perpétuel » de 5 milliards de francs

M. Jean-René Fourton, PDG de Rhône-Poulenc, a obtenu satisfaction. L'Etat français lui a fourni le moyen de se procurer les capitaux indispensables pour financer l'expansion de son groupe. En l'occurrence, le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, autorise le numéro un français de la chimie à émettre auprès d'investisseurs internationaux pour 5 milliards de francs environ, soit 900 millions de dollars, de titres perpétuels, autrement dit d'obligations subordonnées aux résultats de l'entreprise.

La firme américaine Merrill Lynch se chargera de placer auprès des grandes banques commerciales étrangères, d'entreprises allemandes et britanniques notamment, et de sociétés de leasing japonaises. Dans les faits, l'émission se monterait à 1 milliard de dollars. Mais entre 200 et 250 millions de dollars seront investis en obligations à coupon zéro du Trésor américain, qui seraient mis en réserve par un « trust » créé pour l'occasion, en vue d'être assimilés à des intérêts précomptés, et par conséquent déductibles fiscalement.

Cet emprunt sera rémunéré au taux interbancaire londonien, qui se situe autour de 7,5 %, avec une marge croissante comprise, en l'espace de quinze ans, entre 7/8 % et 1 1/4 %. A l'échéance de cette période, Rhône-Poulenc remboursera les 250 millions de dollars en les passant en charges déductibles, tandis que le trust, qui, lui, n'encaissera aucun intérêt, passera les obligations subordonnées à perpétuité.

Sur un plan comptable, cette opération complexe permettra à Rhône-Poulenc de porter ses fonds propres à 25 milliards de francs et de ramener sa dette de 15 milliards à 10 milliards de francs.

Pas d'ouverture au privé

Rhône-Poulenc est la première entreprise nationalisée à pouvoir renforcer la structure de son bilan, sous le gouvernement de M. Rocard. La direction du groupe avait à maintes reprises réclamé cette faculté. L'entreprise avait en effet épuisé toute possibilité de trouver de l'argent frais puisqu'elle a déjà atteint le maximum légal (25 % du capital) d'émission de certificats d'investissement privilégiés. Cet emprunt perpétuel permet donc de répondre aux besoins financiers pressants sans recourir à une ouverture du capital au privé. L'Etat reste propriétaire à 100 %.

Si Rhône-Poulenc a les moyens d'autofinancer sa recherche-développement, la firme était jusqu'ici incapable de poursuivre sa croissance externe tout en réduisant son endettement. M. Jean-René Fourton avait récemment indiqué que les acquisitions du groupe pour 1988 pourraient s'élever entre 200 et 700-800 millions de dollars. Il dispose désormais des munitions nécessaires pour mener à bien ce programme. L'emprunt perpétuel ne restera probablement pas, d'ailleurs, son seul recours. Depuis l'installation du nouveau gouvernement, on parle de la possibilité de porter de 25 % à 49 % le plafond des certificats d'investissement privilégiés dans le capital. Si cette mesure était rapidement adoptée, Rhône-Poulenc pourrait encore se procurer quelque 5 milliards d'argent frais, aux cours actuels, bien entendu. Ce qui donnerait à M. Fourton les moyens de réaliser son rêve : acheter une affaire américaine de 1,5 à 2 milliards de dollars.

A. D.

■ Préavis de grève des aiguilleurs du ciel. — Les syndicats SNTCA (autonome), CGT et CFDT représentent les contrôleurs de la navigation aérienne ont déposé un préavis de grève pour l'ensemble de la journée du lundi 18 juillet. Ils veulent obtenir l'ouverture de négociations sur leurs revendications (révision du pouvoir d'achat et classement en catégorie A de tous les contrôleurs) et la mise en place d'un véritable dialogue social.

Le groupe français après sa victoire pour la SGB

Le pari belge de Suez

On ne peut pas dire que la prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB) par la Compagnie financière de Suez soit considérée avec faveur par les milieux financiers français et internationaux. Les commentaires des médias ne sont pas tendres non plus et encore moins ceux des analystes financiers, comme celui de la grande firme de courtage britannique Phillips and Drew, citée par l'*International Herald Tribune* : « Ma recommandation est de se tenir à l'écart de tout investissement en actions Suez. La restructuration du groupe belge prendra beaucoup plus de temps que prévu et mon opinion est que la rentabilité de Suez en souffrira au moins pour cette année et la suivante ».

Que n'a-t-on glissé depuis des semaines et même des mois sur « l'inévitable patchwork » de la SGB, avec ses 1 200 participations, le plus souvent minoritaires, sur la fragilité de son influence réelle sur ces filiales et sur les pouvoirs des barons qui déjà prennent leurs distances. Certains experts font état de pré-audits très négatifs, sur le risque ou la certitude d'aboutir à une dilution sensible des résultats du nouveau groupe dans les prochaines années, cauchemar des analystes financiers. Les bons connaisseurs de Suez évoquent, avec inquiétude, le changement de culture qui va imposer le management de la SGB à des hommes habitués, en France, aux participations majoritaires et qui vont devoir découvrir, coudre et recoudre. En conséquence, ils pronostiquent un enlisement inévitable dans « le marais belge ».

Enfin, les censeurs mettent ouvertement en cause l'aptitude des dirigeants de Suez à maîtriser l'opération dans son ensemble. Ils les montrent hésitants, parfois divisés dans ce formidable défi et leur opposent la force de frappe constituée par l'équipe de Carlo De Benedetti. En conclusion, pour la plupart des observateurs, le mariage de Suez et de la SGB, loin de constituer un tremplin pour le groupe français, ne peut que conduire à l'enlisement tant redouté.

La sévérité de ce jugement peut être mise au compte d'une prudence bien compréhensible après tant de déceptions dans ce domaine des prises de contrôle : pas de cocoricos précipités qui pourraient compromettre la réputation des donneurs d'avis en cas d'échec. Ladite sévérité est-elle toutefois bien justifiée ? La convergence des opinions cache souvent des pièges.

L'hésitation des dirigeants à s'engager dans l'opération ? Elle est bien compréhensible au départ, surtout lorsque la montée des enchères face aux Italiens gonflera le volume des capitaux à mettre en œuvre — plus de 8 milliards de francs. Mais, et on ne l'a pas beaucoup dit, ce sont les administrateurs de la Compagnie financière de Suez, du noyau dur, qui ont poussé à la route. MM. Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain, Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux, Michel Pecqueur, PDG d'Elf Aquitaine, Jacques-Henri Gougouheim, directeur de l'International à l'UAP, Philippe Malet, qui fait le lien avec la Compagnie industrielle de M. Francis, tous ont considéré d'abord qu'à l'horizon 1993 on ne pouvait laisser les Italiens, devenus trop gourmands, tout avoir, et ensuite que l'affaire de la Générale de Belgique était une occasion à ne pas manquer : elles se font rares. Dans son domaine de l'agro-alimentaire, M. Antoine Riboud, PDG de BSN, ne pense pas autrement. Tous ces hommes, dont les entreprises ont déjà des intérêts en Belgique ou des objectifs éventuels dans le pétrole et les services, ont emporté la décision, en garantissant pratiquement les augmentations de capital nécessaires pour payer l'acquisition, ce qui vient d'être fait avec l'aide d'autres partenaires, comme le Crédit agricole.

Le doute sur l'aptitude des dirigeants de Suez à maîtriser l'opération ? Il n'est pas exclu que l'on ait des surprises dans ce domaine. Déjà, le PDG, M. de la Genière, malgré son peu d'expérience des affaires, en a économisé plus d'un. Tout au long de l'opération SGB, un homme comme M. Patrick Poussile a montré qu'il pouvait prendre des décisions rapides. Plutôt spécialiste des « coups » solitaires, il a pour pendant Gérard Worms, homme de gestion et de convivialité, ancien directeur

général d'Hachette et de Rhône-Poulenc. En regard, la force de frappe de Carlo De Benedetti paraît tout de même un peu légère, car Suez dispose d'une infrastructure administrative et juridique ancienne, parfois lourde, certes, mais bien rodée.

Le plus difficile sera sans doute le « changement de culture », c'est-à-dire la prise en charge du fameux patchwork, et les manœuvres délicates dans le marais belge. A cet égard, le sort de l'opération dépendra beaucoup du nouveau directeur général, M. Hervé de Carmoy, qui peut être considéré comme l'homme-clé du dispositif. Il est banquier, pas industriel, lui reprocher-on communément. Banquier, oui, mais formé à la dure école américaine du profit et habitué à manœuvrer les actifs. De plus, il a amené M. Robert Maxwell, le magnat de la presse britannique, qu'il connaît et

M. de Carmoy : un banquier directeur général

M. Hervé de Carmoy, à cinquante et un ans, dispose d'une solide expérience dans le secteur financier. Déjà d'un diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris et d'une maîtrise en business administration de l'université américaine Cornell, il a commencé par passer quinze ans à la filiale française de la Chase Manhattan Bank, dont il devient directeur général en 1971, et coordinateur de la banque belge de la SGB. En 1979, c'est le saut dans le financement de l'immobilier après la prise de contrôle par la banque britannique Midland de la Banque de la construction et des travaux (BCT) où sa mission sera de faire le ménage. Il dirige, en outre, la filiale de la Midland à Paris, et, en même temps, à la maison mère de Londres, il est chargé de l'Europe, des Etats-Unis, de l'Extrême-Orient et de l'Afrique.

Devenu en 1984 directeur à plein temps de la division internationale de la Midland, il le quitte au printemps 1988 pour diverger de la Midland à la recherche d'un nouveau projet, par suite de l'entrée de la Hongkong and Shanghai Bank dans le capital de l'établissement britannique, ce qui lui enlève pratiquement ses attributions sur les activités aux Etats-Unis et en Asie. M. de Carmoy était donc disponible pour la SGB, et à Suez, où plutôt Indo-Suez, en a parlé à lui.

dont l'arrivée a vraisemblablement permis de débloquer la situation grâce au rachat probable à Suez d'une partie (10 %) des titres de la SGB rachetés récemment par Carlo De Benedetti.

Surtout, il formera un tandem avec M. Etienne Davignon, belge qui sera, très probablement, le PDG de la SGB et sera chargé de vendre au gouvernement de Bruxelles et aux syndicats la stratégie de M. de Carmoy. Homme d'entre-gent, M. Davignon ménagera les transitions et permettra « aux opérations » de s'effectuer sans scandale.

Ces opérations, en Belgique, on les pressent et on les redoute. Des ballons d'essai ont déjà été lancés et, Outre-Québec, certains craignent déjà un dépeçage et à la vente par appartements. Ce qui est tout de même un peu fort pour des gens qui auraient déjà dû remettre de l'ordre à la Générale de Belgique et, au moment de la bataille boursière, n'ont eu qu'une idée : acheter des titres de la SGB pour les revendre au plus offrant en encaissant la plus-value.

Dépeçage ? La main sur le cœur, les dirigeants de Suez s'en défendent et assurent qu'ils ne paieront pas sur la bête. Toutefois, la logique de l'Europe de 1993 et les exigences d'une restructuration retardée vont fatalement entraîner des regroupements et des alliances. Ainsi, les Cimenteries CBR, filiale à 38 % au septième rang mondial avec une excellente rentabilité, trouveraient aisément un partenaire, par exemple Lafarge-Coppée ou les Ciments français. La holding Tractebel (contrôlée avec 33,6 % du capital) dégage 1 milliard de francs de bénéfice annuel, détient 16 % de Perofina et un quasi-monopole dans l'électricité, l'eau et le gaz en Belgi-

que, et a des affinités avec la Lyonnaise des eaux. L'Union minière (30 % des actifs de la SGB), après bien des malheurs, va redécouvrir rentable cette année avec la reprise des cours des métaux non ferreux, tombés très bas jusqu'à l'année dernière : elle est donc capable d'attirer des investissements extérieurs.

La Société générale de Banque (participation indirecte à 20 %), banque de dépôts et de terrain, très profitable mais peu internationale, est susceptible de trouver un excellent complément dans le réseau étranger et d'activités des marchés de la Banque Indo-Suez. N'oublions pas l'Indo-Suez, banque d'affaires (véritable cage à poules), et la Sibeka, petit De Beers très bénéficiaire.

Restent les canards boiteux, pour lesquels la chirurgie va devoir jouer. Elle l'a déjà fait pour les Ateliers et Constructions électriques de Charleroi, qui ont récemment réduit leurs effectifs et passé des accords avec la Compagnie générale d'électricité française.

Elle va devoir le faire pour FN Herstal (petit armement) et Gechem (chimie), qui constituaient des problèmes bien avant la prise de contrôle de la SGB.

Voilà donc bien du travail pour ces messieurs de Suez. Avec ce paradoxe que l'année 1988 sera bonne pour la SGB, grâce notamment à un très bon exercice de l'Union minière. Les vrais difficultés risquent de commencer en 1989 lorsque le tandem Carmoy-Davignon entrera dans le vif des opérations. Son action sera peut-être facilitée par le peu de constance des structures politiques et administratives belges, révélée au grand jour par leurs palinodes durant la bataille boursière.

En France, les efforts consentis pour la Belgique le seront vraisemblablement aux dépens de financements nécessaires à la croissance des filiales bancaires et financières et aussi de l'assurance. Si le groupe Victoire, détenu à 30 % par Suez, fusionne plus ou moins avec le numéro 1 britannique Royal, la participation de Suez sera sensiblement réduite, à moins de la maintenir au niveau actuel, mais au prix d'un gros effort financier. Cela en vaudra-t-il la peine quand on n'a aujourd'hui que 30 % de droit de vote face au groupe de M. Francis qui a le contrôle de Victoire ? Ce ne sera peut-être pas très cher pour la constitution d'un des premiers holdings européens avec 50 milliards de francs d'actifs. On comprend maintenant la véritable fascination qu'exerce sur les dirigeants et les administrateurs de la Compagnie financière de Suez une opération qui n'était pas vraiment voulue au départ mais qui peut constituer un extraordinaire tremplin, ou au contraire plonger le groupe dans l'enlisement.

Rue d'Assolvi, à Paris, on est bien décidé à prendre le pari : encore une fois, les occasions risquent d'être rares d'ici à 1993.

FRANÇOIS RENARD.

BILLET

Krach boursier et erreurs de prévisions

Conjoncturistes de tous pays...

Le célèbre institut de conjoncture allemand IFO, dont le siège est à Munich, a interrogé chefs d'entreprise et particuliers dans une cinquantaine de pays. Les réponses faites à IFO révèlent que la situation économique dans le monde s'est régulièrement améliorée depuis le printemps 1987, et qu'elle est la plus satisfaisante des années 80.

« Le passage à vide est surmonté dans les pays développés ; les nouveaux pays industrialisés ont retrouvé une santé florissante (...). Plus remarquable encore, les pays en développement (...) semblent bénéficier (...) du regain des échanges internationaux. » Faisant ce constat, l'OFCE (Observatoire français de conjoncture économique) s'interroge, dans sa dernière « lettre », sur les raisons d'un tel état de grâce, d'autant plus surprenant qu'il s'est poursuivi malgré le krach boursier d'octobre 1987.

L'étude montre que si les conséquences du krach ont été aussi facilement annulées, c'est bien aux gouvernements des différents pays industrialisés qu'on le doit, ou plus exactement aux politiques monétaires générales qui ont été tout de suite menées par les banques centrales pour compenser les effets dépressifs du krach.

Aux Etats-Unis, la masse monétaire a augmenté rapidement au cours du premier trimestre de cette année, atteignant un rythme annuel de 8 % — limite supérieure de l'objectif fixé, — alors qu'en 1987, la croissance était restée aux environs de 5,5 %. L'absence quasi totale de restriction monétaire que ces chiffres traduisent, ont grandement facilité la reprise des emprunts des entreprises, au moment où celles-ci pouvaient moins lever de fonds sur les marchés financiers, a écrit l'OFCE qui ajoute : « La forme de l'endettement a changé, mais non sa vigueur ».

Même phénomène sur les marchés internationaux de capitaux, au début de cette année :

émissions obligataires médiocres, prêts bancaires importants. « La détente monétaire vient à sauvegarder la confiance a été couronnée de succès. » Ce résultat n'a pu être obtenu que par une collaboration étroite entre banques centrales. Dans le CEE également, les masses monétaires ont augmenté rapidement.

... à vos bureaux d'études

Pour une fois donc, la réaction des autorités politiques — le monétaire en fait partie — a été rapide et adaptée. Cette vivacité intelligente, qui est à l'opposé des réactions qui avaient suivi le krach de 1929 (les politiques monétaires s'étaient durcies) a entraîné la confiance des particuliers et des entreprises. On a donc partout continué à consommer et à investir.

Un bon point pour nos gouvernements donc. Un très mauvais point, en revanche, pour les conjoncturistes, qui presque tous annonçaient au monde une année 1988 soit médiocre, soit franchement mauvaise.

Une telle erreur s'explique : la vigueur de la reprise dans le monde, entamée dès le printemps 1987, était largement ignorée. Et nos bons conjoncturistes n'ont pas imaginé que les autorités politiques des grands pays industrialisés pouvaient écrire le krach adopter leur politique monétaire, lâcher du lest. Bref, rêgler.

La tâche était que des pronostics aussi sombres finissent par influencer sur les comportements des chefs d'entreprise, et les dissuader d'investir. Rien de tel, heureusement, ne s'est produit.

Le problème est maintenant de savoir si le desserrement des freins monétaires ne risque pas de déboucher sur un peu plus d'inflation. Conjoncturistes de tous pays, à vos bureaux d'études...

ALAIN VERNHOLE.

TRANSPORT

Le Sénat réclame « un plan de grande ampleur » pour la marine marchande

Le nouveau ministre des transports et de la mer, M. Michel Delabarre, et son ministre délégué, M. Jacques Mellick, disposent, depuis le 7 juillet, du rapport sur la marine marchande française rédigé au nom de la commission des affaires économiques et du Plan du Sénat par M. Joseph de Roban, sénateur RPR du Morbihan.

Les pouvoirs publics devront engager au cours des prochaines années, selon le rapport, un programme de consolidation et de redressement « une plus grande ampleur encore » que le plan Guellec d'octobre 1986, que M. de Roban juge « positif ».

Le rapport sénatorial demande « un peu plus de clarté » dans le paysage maritime français, car il existe de plus en plus de navires battant pavillon étranger, voire de complaisance, qui sont contrôlés par des intérêts français.

Pour les sénateurs, le maintien d'une marine marchande forte se justifie au moins pour deux raisons : les exigences de défense nationale en temps de crise (pour l'approvisionnement en pétrole notamment), et le soutien au commerce extérieur. Or, notent les sénateurs, le déclin du pavillon français est évident, puisque en 1986 il n'assurait plus le transport de notre commerce extérieur maritime qu'à hauteur de 16 %, au lieu de 29 % en 1977.

Le Sénat suggère enfin que soit étudiée de près la possibilité de créer un pavillon européen qui, dans un premier temps, pourrait être un pavillon luxembourgeois compétitif par rapport aux actuels pavillons de complaisance, « tout en s'inscrivant, pour sa respectabilité, dans le cadre des principes du traité de Rome ».

(Lire dans « Le Monde affaires » l'enquête intitulée : « Les armateurs reprennent le large. »)

REPÈRES

Pour le premier ministre, la prudence est de rigueur, mais il ajoute que les privatisations toucheraient aussi les assurances, les banques, la sidérurgie et les chantiers navals.

Commandes à l'industrie

Hausse de 1 % en mai en RFA

Les commandes à l'industrie allemande ont augmenté en volume de 1 % en mai, annonce le ministère fédéral de l'économie. Les commandes étrangères ont, pour leur part, progressé de 2,5 %. Sur les deux mois avril et mai, les commandes sont en hausse de 5,7 % par rapport à 1987, dont 8,8 % pour celles émanant de l'étranger. Le ministre des finances M. Gerhard Stolteberg a prévu une croissance de 2,5 % cette année en RFA. Lors de la présentation du projet de budget 1989 arrêté le jeudi 7 juillet par le gouvernement, le ministre a ainsi donné un chiffre précis après s'être longtemps contenté d'annoncer une

expansion du produit intérieur brut « sensiblement supérieure » à 2 %.

Expansion monétaire

Modération en France

En glissement sur douze mois, le taux de croissance de la masse monétaire M2 est revenu de 2,8 % en avril, à 2,7 % en mai, l'objectif retenu pour 1988 étant 4 % à 6 %. Les masses M3 et L ont progressé, respectivement, de 7,2 % contre 7,7 % et de 10 % contre 10,4 % pour ce même mois de mai. La modération de l'expansion monétaire observée depuis le début de l'année est, selon la Banque de France, imputable à l'apurement des opérations en suspens, particulièrement fortes fin 1987, à la stagnation des portefeuilles-titres des établissements de crédit et aux opérations avec l'extérieur. En revanche, durant le premier trimestre 1988, le développement du crédit intérieur total et des crédits à l'économie, dont le rythme était déjà soutenu, s'est légèrement renforcé.

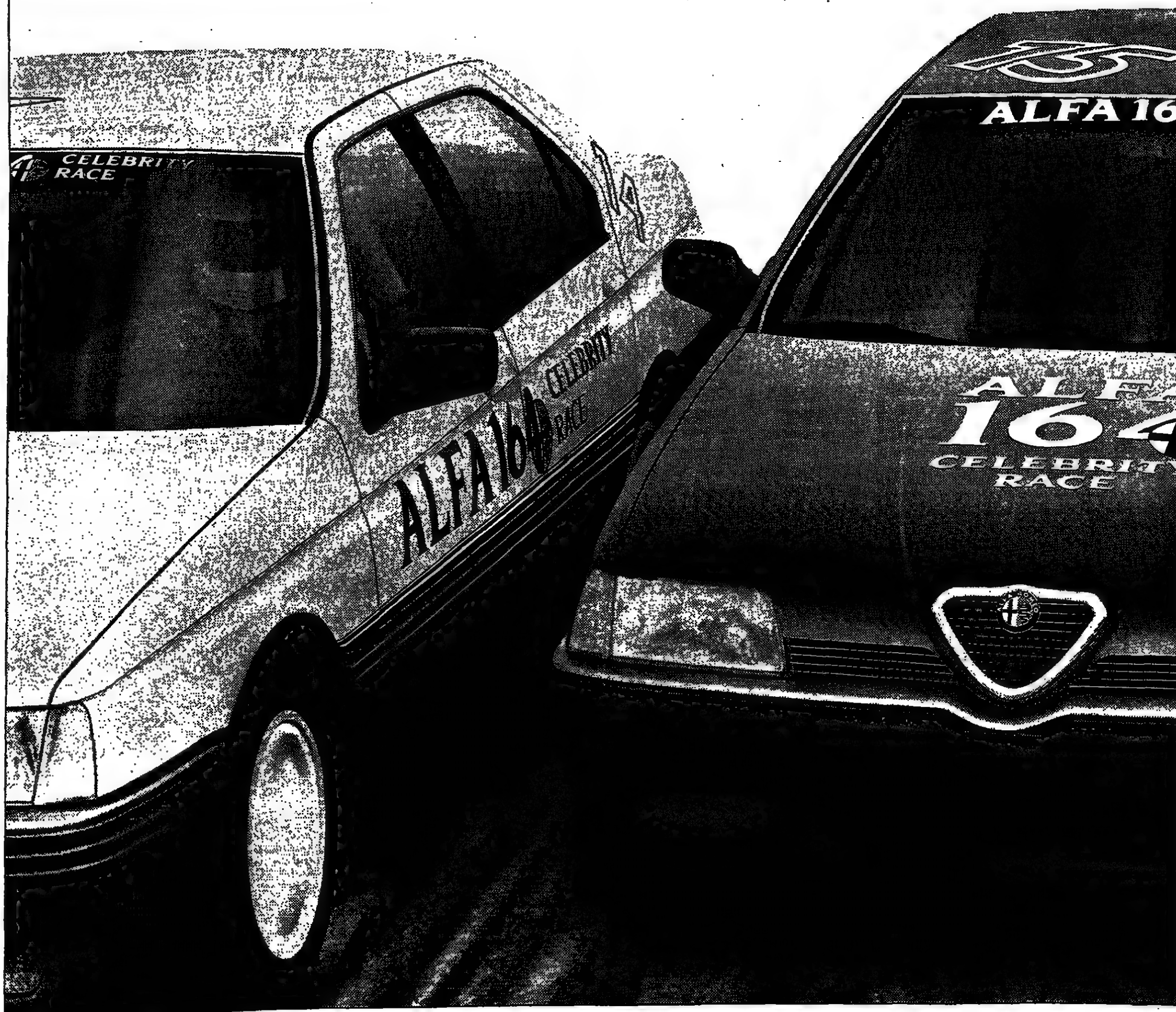
Grand Seize Alfa

Le Grand Seize Alfa Romeo est un véritable chef-d'œuvre de la mécanique. Avec ses 1600 cc, il développe une puissance de 105 CV, ce qui lui permet d'atteindre une vitesse maximale de 180 km/h. Son moteur est équipé d'une injection électronique, ce qui assure une parfaite combustion et une faible consommation. Le Grand Seize Alfa Romeo est également équipé d'une direction assistée, d'une climatisation et d'une radio. C'est un véritable plaisir de conduire.

ALFA ROMEO
GRAND SEIZE
1600 cc
105 CV
180 km/h
Direction assistée
Climatisation
Radio

Le Grand Seize Alfa Romeo est un véritable chef-d'œuvre de la mécanique. Avec ses 1600 cc, il développe une puissance de 105 CV, ce qui lui permet d'atteindre une vitesse maximale de 180 km/h. Son moteur est équipé d'une injection électronique, ce qui assure une parfaite combustion et une faible consommation. Le Grand Seize Alfa Romeo est également équipé d'une direction assistée, d'une climatisation et d'une radio. C'est un véritable plaisir de conduire.



[illegible]

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

mesures d'assouplissement

français de lait paieront les francs de pénalités

50 % des éleveurs ont obtenu, sans attendre, une réduction de 50 % des pénalités de 1987. La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

Gel des terres : 0 F à 2 400 F par hectare

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

La loi de 1988, en effet, a été appliquée dès le 1er juillet. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1987, qui s'élevait à 100 % en 1986. Les pénalités de 1988, qui s'élevaient à 100 % en 1987, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1988. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1988, qui s'élevait à 100 % en 1987. Les pénalités de 1989, qui s'élevaient à 100 % en 1988, ont été réduites de 50 % à 50 % en 1989. Les éleveurs ont donc pu bénéficier de la réduction de 50 % des pénalités de 1989, qui s'élevait à 100 % en 1988.

Après trois mois de grève

Négociations suspendues aux Houillères de Provence

MARSEILLE
de notre correspondant

Alors que l'on croyait un accord possible permettant la reprise du travail aux Houillères de Provence, après trois mois d'une grève particulièrement dure, les négociations engagées le 4 juillet entre la direction et les syndicats CGT et CFDT, et reprises le 6 juillet pour s'achever dix-sept heures plus tard, jeudi matin, n'ont pas permis de dégager une solution.

Avant cette suspension, il paraissait pratiquement acquis que des « gestes de bonne volonté » avaient été faits de part et d'autre, les syndicats renonçant à une discussion pour une hausse globale sur les salaires, et la direction promettant d'avancer, à la fin de juillet les discussions catégorielles initialement prévues au siège des Charbonnages de France pour septembre.

La CGT avait jugé « acceptable » les propositions qui consistaient à revaloriser les salaires les moins élevés (cette mesure concernait trois cent soixante-dix salariés) en sus des 2,2 % déjà proposés à l'ensemble du personnel. Il semble que ce soit sur l'augmentation générale que la discussion ait échoué, les syndicats estimant que la hausse du coût de la vie en un an est supérieure et n'étant pas avoir fait « trois mois de grève pour rien ». La

direction se déclare prête à reprendre la discussion à n'importe quel moment, et a fixé des conditions à la reprise du travail qu'elle estime « très honorables » : une prime de reprise de 1 000 F, le paiement à 75 % des seize journées d'arrêt affectées par deux heures de grève (au lieu de 50 %), enfin le paiement des journées de négociation et une avance remboursable de 7 000 F par agent.

La direction indique dans un communiqué qu'elle continuera « à tout mettre en œuvre pour que le travail reprenne », faute de quoi elle prendra les mesures nécessaires « pour répondre à une situation qui n'a que trop duré ».

J. C.

EDF : 6 000 emplois en moins d'ici à 1993

Electricité de France envisage une diminution de 6 000 emplois d'ici à 1993, a-t-on appris auprès de la Fédération de l'énergie CFDT. La direction aurait fait part de ces prévisions au cours d'une réunion du comité central d'entreprises. Il ne s'agit pas d'un objectif mais d'une tendance qui ne sera pas forcément réalisée, a expliqué la direction en confirmant le chiffre. La diminution se fera au rythme de 1 000 emplois par an, en jouant à la fois sur les préretraites et sur le recrutement 14 000 personnes chaque année actuellement. Fin 1987, EDF comptait 123 000 salariés. Au sein de l'entreprise, certains considèrent (le Monde du 4 juin) qu'il existe un « chômage interne », terme recouvrant un sureffectif, estimé à 10 000 personnes environ.

● Mutations technologiques : pas d'accord entre les syndicats et le CNPF. — Contrairement à ce qui était envisagé, les syndicats et le CNPF ne sont pas parvenus à un accord, le 7 juillet, lors de la troisième séance de négociations consacrée aux mutations technologiques. Une nouvelle réunion est prévue pour le 13 septembre.

● Allocations familiales en Europe : la France en défaut. — La Commission des Communautés européennes a décidé le mercredi 6 juillet de poursuivre la France devant la Cour de justice européenne d'ici trois semaines si elle ne décide pas de modifier ses règles de versement des allocations familiales. En effet, lorsque les enfants ne résident pas sur le territoire français, la Sécurité sociale française ne verse aux citoyens de la CEE travaillant en France que les prestations familiales de leur pays d'origine, nettement moins élevées que les prestations françaises. A la suite du recours introduit par un Italien travaillant en France, la Cour de justice avait annulé, le 15 janvier 1986, la dérogation dont bénéficiait la France. Mais celle-ci n'a pas modifié sa réglementation depuis (le Monde du 15 avril 1988).

Appel d'offres restreint - Appel à candidature
Programme intégré méditerranéen pour la région
Midi-Pyrénées

Objet du marché :

Dans le cadre du programme intégré méditerranéen, il est recherché un organisme indépendant qui sera chargé de mesurer l'impact des actions retenues (agriculture, industrie, tourisme, désenclavement) sur l'environnement socio-économique de la région Midi-Pyrénées et de donner son avis sur la mise en œuvre des programmes.

Capacités et qualités des candidats (à justifier) :

Connaissances des sciences économiques, méthodologie d'évaluation au niveau macro et micro économique, analyse, coût, bénéfice, programmation rationnelle par objectif. Connaissances en matière d'ingénierie, de programmation et de gestion des projets.

Expérience pratique du fonctionnement de l'administration publique en France et notamment de la gestion financière, de l'organisation et des méthodes de travail administratif et de l'information, dans les exercices antérieurs d'évaluation que ce soit dans le secteur privé ou le secteur public.

Capacité d'expertises spécifiques à la mise en œuvre de toutes les mesures contenues dans le P.I.M. en faisant appel éventuellement à des concours extérieurs mais qui seront bien identifiés le cas échéant dans le dépôt de candidature.

Date limite de réception des candidatures :

Lundi 25 juillet 1988 à 12 heures à la préfecture de la région Midi-Pyrénées - S.G.A.R. - 78, allées Jean-Jaures, 31000 Toulouse.

Renseignements et modalités :

La consultation ou la communication du cahier des charges relatif au présent marché peut être demandée à la même adresse - M. Claude Saint-Michel, tél. : 61-62-01-49.

Économie

Une conférence des ministres de l'OCDE

Lier politiques de protection sociale et d'emploi

Pour maintenir « une protection sociale adéquate et efficace », les pays industrialisés devront adapter les systèmes actuels, alourdis par les engagements du passé, afin de faire face aux changements sociaux et au vieillissement de la population attendus à partir des années 2000 : les gouvernements devront rechercher un consensus pour des réformes, quels que soient les systèmes en place aujourd'hui : c'est ce qu'ont affirmé les ministres des affaires sociales des pays de l'OCDE, réunis pour la première fois sur ce thème le mercredi 6 et jeudi 7 juillet à Paris.

Pendant les décennies 60 et 70, les grands programmes sociaux ont connu une expansion presque continue, plus rapide encore que celle de la production : les dépenses ont augmenté presque deux fois plus vite que le PIB, même si de grandes inégalités subsistent (en 1985, six pays sur vingt et un y ont consacré moins de 20 % de leur PIB, cinq plus de 30 %). C'est le vieillissement de la population qui le rattrapage a été le plus marqué, leur part passant de 4,3 % à 8,9 % du PIB en moyenne.

Cette croissance a été contenue presque partout à partir de 1980 : la progression a été limitée à la peine plus de 2,5 % par an en termes réels, et « la part des dépenses sociales dans le PIB ne s'est accrue que marginalement ». Mais avec l'augmentation du chômage et le ralentissement persistant de la croissance économique, l'alourdissement des déficits publics, la progression « mécanique » des dépenses héritées de l'expansion passée laisse peu de ressources disponibles pour les besoins nouveaux.

Or les pays de l'OCDE se trouvent confrontés à des évolutions sociales et économiques contraires : à long terme, le vieillissement (le Monde du 7 juillet) et, dès aujourd'hui, la transformation du marché du travail (développement de l'interim, de la sous-traitance du travail à temps partiel, l'alternance emploi-chômage...).

Ces transformations se combinent avec des changements des modes de vie (développement des familles monoparentales) et avec une amélioration de l'état général de santé

Deux problèmes apparaissent préoccupants dans pratiquement tous les pays de l'OCDE : la pauvreté qui touche de nouvelles catégories d'âge actif par suite de l'accroissement et de l'allongement du chômage et tend à les exclure de la société, et les difficultés des personnes âgées dont le nombre va s'accroître. Cela implique une certaine redistribution des ressources disponibles en leur faveur.

La première exigence doit être d'« intégrer » les politiques de protection sociale et d'emploi, « de façon à se soutenir et se

renforcer » : l'accès à l'emploi offre la meilleure garantie de revenu.

Pour les retraites, les problèmes de financement graves se posent à moyen terme, mais les ministres ont convenu que des « ajustements » seraient nécessaires au cours de la prochaine décennie. Pour la santé, quels que soient les politiques, la nécessité d'une maîtrise des coûts est reconnue : selon les cas par une modification des remboursements, par une meilleure organisation des hôpitaux ou par l'appel à de nouvelles formes de soins.

Il propose aussi de faire appel aux ressources du marché ou du secteur privé pour compléter les prestations fournies par le secteur public : une pratique plus développée dans les pays anglo-saxons qu'en Europe continentale. La suggestion sera mieux reçue sans doute s'il s'agit d'accueillir des enfants qu'en matière de santé ou de retraite.

La coordination s'impose entre les politiques sociales elles-mêmes. Ainsi pour le « quatrième âge », la nécessité d'assurer à la fois le « maintien du revenu », des soins et des services sociaux, devrait conduire à une « remise en cause » du système actuel. Pour les jeunes chômeurs ou les « chômeurs récents », la priorité de l'accès à l'emploi exige de mettre l'accent sur la formation, tandis que les chômeurs de longue durée, notamment âgés, devraient être insérés dans des activités d'intérêt collectif, à l'instar des jeunes retraités.

Enfin une certaine « souplesse » devrait être préservée : ainsi ne faut-il éviter que le chômage, remède en cause pour certains l'amélioration du niveau de vie à la retraite, que les départs anticipés n'empêchent le report souhaité de l'âge de la retraite. De même, vaut-il mieux développer les services de garde d'enfants pour permettre à des parents isolés d'exercer une activité professionnelle, et de concentrer les aides à la famille sur les périodes de la vie où la présence des enfants pèse le plus...

GUY HERZLICH.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE DIALOGUE

Rendez-vous
avec le Trésor le Samedi
9 juillet à 9 h 45 sur FR3

B.T.N. - OAT - Taux
Cotations...
Un langage de
spécialistes qui vous
dépasse ?
Des spécialistes analysent
pour vous les valeurs
du Trésor.
Des investisseurs
vous apportent
leur témoignage. Pour le
Trésor, une volonté :
mieux vous informer.
En permanence, le Trésor
met à votre disposition
un service ministériel (36.14
code Ecofi), une
brochure « Les Valeurs du
Trésor 1988 » disponible
sur simple demande
(B.P. N° 60-93151 Le
Blanc-Mesnil cedex), des
indicateurs publiés
régulièrement par la
presse spécialisée.
Le 9 juillet, le Trésor
engage le dialogue.
Soyez au rendez-vous.
(L'émission sera
rediffusée le lundi
11 juillet à 8 h. sur FR3).

VALEURS DU TRÉSOR
LA LIQUIDITÉ DU MARCHÉ
LA SOLIDITÉ DE L'ÉTAT

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET

Bull

prend la parole
aux
1^{re} Journées Prospectives
du journal
Le Monde
11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO
Tél. (1) 47.53.70.70

VIUBAUER
vous propose
405 SRI
son immédiate
intérieur en cuir
GRATUIT!

BAUER
11 ST DENIS 93021 PARIS 15
PARIS 93021 PARIS 15

[illegible]

BOURSE DU 8 JUILLET

[illegible]

rolé des options négociables
le 7 juillet 1988

PRICE	OPTIONS PRICE	
	September	October
400	35 1/4	
300	25 3/8	1 1/2
200	21	10
100	14 1/2	
50	4 1/2	1/2
100	100	100
200	64	
300	172	220
400	50	

MATIF

Comissão de planejamento de 1973

OPTIONAL	
Days to	Time to
104.50	101
104.50	101.50

Options are available:

OPTIONAL	
Days to	Time to
104	101

INDICES

BOLDFACES

10
 11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532

TRÉSOR PUBLIC DES DEVISES

Date		Time		Location		Remarks	
1	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
2	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
3	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
4	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
5	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
6	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
7	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
8	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
9	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15
10	10/10/50	10:00	10:15	10:30	10:45	11:00	11:15

RE MEMORANDUM

1. 姓名: 王德明
 2. 性别: 男
 3. 年龄: 45
 4. 籍贯: 山东烟台
 5. 职业: 教师
 6. 学历: 本科
 7. 婚姻状况: 已婚
 8. 子女情况: 一子一女
 9. 健康状况: 良好
 10. 兴趣爱好: 读书、旅游、运动
 11. 特长: 写作、绘画
 12. 自我评价: 为人正直, 诚实守信, 乐于助人
 13. 家庭住址: 山东省烟台市芝罘区
 14. 联系电话: 13812345678
 15. 电子邮箱: wangdeming123@163.com

COURS DES BOURSES ÉTRANGÈRES

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
2045	C.A.E. 3% ★	3620	3620	3630	+ 0 25
1025	B.N.P. 3% ★	1070	1070	1075	- 0 25
1026	C.G.F. 3% ★	1055	1050	1050	+ 0 47
1027	Créd. Lyonn. 3% ★	1061	1061	1061	
1028	Renault 3% ★	1371	1372	1373	+ 0 15
1029	Shenchi 3% ★	1314	1314	1316	+ 0 11
1030	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1031	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1032	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1033	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1034	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1035	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1036	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1037	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1038	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1039	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1040	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1041	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1042	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1043	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1044	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1045	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1046	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1047	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1048	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1049	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1050	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1051	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1052	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1053	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1054	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1055	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1056	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1057	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1058	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1059	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1060	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1061	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1062	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1063	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1064	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1065	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1066	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1067	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1068	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1069	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1070	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1071	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1072	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1073	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1074	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1075	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1076	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1077	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1078	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1079	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1080	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1081	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1082	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1083	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1084	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1085	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1086	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1087	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1088	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1089	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1090	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1091	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1092	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1093	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1094	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1095	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1096	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1097	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1098	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1099	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1100	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1101	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1102	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1103	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1104	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1105	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1106	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1107	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1108	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1109	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1110	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1111	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1112	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1113	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1114	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1115	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1116	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1117	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1118	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1119	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1120	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1121	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1122	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1123	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1124	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1125	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1126	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1127	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1128	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1129	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1130	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1131	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1132	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1133	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1134	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1135	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1136	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1137	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1138	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1139	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1140	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1141	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1142	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1143	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1144	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1145	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1146	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1147	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1148	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1149	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1150	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1151	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1152	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1153	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1154	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1155	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1156	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1157	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1158	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1159	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1160	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1161	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1162	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1163	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1164	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1165	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1166	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1167	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1168	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1169	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1170	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1171	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1172	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1173	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1174	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1175	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1176	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1177	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1178	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1179	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1180	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1181	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1182	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1183	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1184	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1185	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1186	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1187	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1188	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1189	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1190	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1191	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1192	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1193	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1194	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1195	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1196	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1197	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1198	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1199	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1200	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1201	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1202	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1203	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1204	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1205	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1206	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1207	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1208	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1209	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1210	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1211	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1212	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1213	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1214	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1215	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1216	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1217	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1218	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1219	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1220	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1221	S. G. 3% ★	1302	1302	1302	+ 0 11
1222	S. G. 3% ★	1302	130		

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

7/7

VALEURS	% du com.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Estimation Frais incl.	Recher net	VALEURS	Estimation Frais incl.	Recher net
Obligations									Étrangères								
Emp. 8.80 % 7/7	127 26	1 133	Oréal	121 10	120	Loiret (St)	1576	1638 d	Tanar-Anglois	200	208	A.A.A.	860 07	828 34	Fest-Orange	21 58	28 52
9.80 % 7/7/83	103 30	6 730	Chembank (M)	979		Lux	1180	1200	Tor Eiffel	356	362	A.C.A.	210 46	205 21	Fest-Orange	21 58	31 30
10.25 % 7/7/84	107 36	5 118	C.I.C. (Paris, del)	146	189	Lyonnais Insecur. Ind	317	317	Union S.M.D.	110	513	Action France	438 08	423 21	Fest-Orange	21 58	31 30
12.35 % 8/02/80	108 65	1 307	C.I.C. (Marseille)	680	685	Marine Ind.	103 80		U.I.P.	308	310	Action Méditerranée	544 08	534 43	Fest-Orange	21 58	31 30
13.80 % 8/1/88	103 10	6 636	Chem (B)	1311		Marguerite S.A.	125 60	125	U.C.A.	1885	1885	Audifort	577 20	568 34	Fest-Orange	21 58	31 30
16.20 % 8/2/80	111 72	7 678	Colindale (L)	1300		Maritime Parc	330	330	Vaprio	1200	1200	A.S.F. Antares Int-CP	1041 40	1016	Fest-Orange	21 58	31 30
18.50 % 8/2/80	114 56	1 315	Cofin	916	320	Maxi Deploy	405	421 20 d	Viv	101 10	100	A.S.F. S.O.U.	1052 12	1028 30	Fest-Orange	21 58	31 30
14.60 % 8/16/83	115 10	5 945	Com Indemnité	346	331 20 d	Mons	94 50		Wasserman S.A.	681	682	A.S.F. S.O.U.	1052 12	1028 30	Fest-Orange	21 58	31 30
12.40 % 8/16/83	120 26	7 969	Comp. Lyon-Alpes	480	470	OPR (Paris, del)	400	249 60	Bases, de Maroc	134		A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
13.20 % 8/16/83	113 35	1 037	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.50 % 8/16/83	113 78	4 476	Comp. Lyon-Alpes	480	470	Openg	342	330				A.S.F. Interdite	108 05	111 38	Fest-Orange	21 58	31 30
11.																	

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - + : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

SECRET